

ROYAUME DU MAROC

BULLETIN OFFICIEL

EDITION DES CONVENTIONS INTERNATIONALES

Prix du numéro : 20 DH

EDITIONS	TARIFS D'ABONNEMENT			ABONNEMENT IMPRIMERIE OFFICIELLE RABAT - CHELLAH Tél. : 05.37.76.50.24 - 05.37.76.50.25 05.37.76.54.13 Compte n° : 310 810 101402900442310133 ouvert à la Trésorerie Préfectorale de Rabat au nom du régisseur des recettes de l'Imprimerie officielle
	AU MAROC		A L'ETRANGER	
	6 mois	1 an		
Edition générale.....	250 DH	400 DH	A destination de l'étranger, par voies ordinaire, aérienne ou de la poste rapide internationale, les tarifs prévus ci-contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur.	
Edition de traduction officielle.....	150 DH	200 DH		
Edition des conventions internationales.....	150 DH	200 DH		
Edition des annonces légales, judiciaires et administratives...	250 DH	300 DH		
Edition des annonces relatives à l'immatriculation foncière..	250 DH	300 DH		

Sont insérés dans cette édition les textes des conventions internationales en langue arabe ou en langue étrangère lorsqu'aux termes de ces conventions, lesdits textes font foi soit seuls, soit concurremment avec les textes en langue arabe

SOMMAIRE		Pages			Pages
Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur le régime des écoles américaines au Maroc.			Convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Qatar tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en ce qui concerne les impôts sur le revenu.		
<i>Dahir n° 1-14-165 du 21 regeb 1441 (16 mars 2020) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 22 février 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur le régime des écoles américaines au Maroc</i>		3	<i>Dahir n° 1-15-34 du 21 regeb 1441 (16 mars 2020) portant publication de la Convention faite à Marrakech le 27 décembre 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Qatar tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en ce qui concerne les impôts sur le revenu</i>		4
Amendement à la Convention entre le Royaume du Maroc et la République de l'Inde en vue d'éviter la double imposition et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.			Royaume du Maroc et Fédération de Russie :		
<i>Dahir n° 1-14-171 du 21 regeb 1441 (16 mars 2020) portant publication de l'Amendement à la Convention entre le Royaume du Maroc et la République de l'Inde en vue d'éviter la double imposition et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, fait à New Delhi le 8 août 2013</i>		3	• Accord de coopération en matière de pêches maritimes.		
			<i>Dahir n° 1-16-171 du 21 regeb 1441 (16 mars 2020) portant publication de l'Accord de coopération en matière de pêches maritimes, fait à Moscou le 15 mars 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie</i>		5

	Pages		Pages
<ul style="list-style-type: none"> • Accord de coopération dans les domaines de la protection de l'environnement et de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. <p><i>Dahir n° 1-17-24 du 21 regeb 1441 (16 mars 2020) portant publication de l'Accord de coopération dans les domaines de la protection de l'environnement et de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, fait à Moscou le 15 mars 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie.....</i></p>	41	<ul style="list-style-type: none"> • Convention d'extradition. <p><i>Dahir n° 1-18-36 du 21 regeb 1441 (16 mars 2020) portant publication de la Convention d'extradition, faite à Moscou le 15 mars 2016 entre le Royaume du Maroc et la Fédération de Russie.....</i></p>	45
		<p>Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Rwanda sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements.</p> <p><i>Dahir n° 1-17-85 du 21 regeb 1441 (16 mars 2020) portant publication de l'Accord fait à Kigali le 19 octobre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Rwanda sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements...</i></p>	56

Dahir n° 1-14-165 du 21 rejev 1441 (16 mars 2020) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 22 février 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur le régime des écoles américaines au Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord fait à Rabat le 22 février 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur le régime des écoles américaines au Maroc ;

Vu la loi n° 75-13 portant approbation de l'Accord précité et promulguée par le dahir n° 1-14-134 du 3 chaoual 1435 (31 juillet 2014) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIVIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à Rabat le 22 février 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur le régime des écoles américaines au Maroc.

Fait à Casablanca, le 21 rejev 1441 (16 mars 2020).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

SAAD DINE EL OTMANI.

Voir dans ce numéro le texte de l'Accord en langue arabe.

Dahir n° 1-14-171 du 21 rejev 1441 (16 mars 2020) portant publication de l'Amendement à la Convention entre le Royaume du Maroc et la République de l'Inde en vue d'éviter la double imposition et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, fait à New Delhi le 8 août 2013.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Amendement à la Convention entre le Royaume du Maroc et la République de l'Inde en vue d'éviter la double imposition et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, fait à New Delhi le 8 août 2013 ;

Vu la loi n° 08-14 portant approbation de l'Amendement précité et promulguée par le dahir n° 1-14-154 du 25 chaoual 1435 (22 août 2014) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Amendement précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIVIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Amendement à la Convention entre le Royaume du Maroc et la République de l'Inde en vue d'éviter la double imposition et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, fait à New Delhi le 8 août 2013.

Fait à Casablanca, le 21 rejev 1441 (16 mars 2020).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

SAAD DINE EL OTMANI.

Voir dans ce numéro le texte de l'Amendement à la Convention en langue arabe.

Dahir n° 1-15-34 du 21 regeb 1441 (16 mars 2020) portant publication de la Convention faite à Marrakech le 27 décembre 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Qatar tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en ce qui concerne les impôts sur le revenu.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes-puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention faite à Marrakech le 27 décembre 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Qatar tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en ce qui concerne les impôts sur le revenu ;

Vu la loi n° 21-14 portant approbation de la Convention précitée et promulguée par le dahir n° 1-15-08 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de la Convention précitée,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention faite à Marrakech le 27 décembre 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Qatar tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en ce qui concerne les impôts sur le revenu.

Fait à Casablanca, le 21 regeb 1441 (16 mars 2020).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

SAAD DINE EL OTMANI.

Dahir n° 1-16-171 du 21 rejev 1441 (16 mars 2020) portant publication de l'Accord de coopération en matière de pêches maritimes, fait à Moscou le 15 mars 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord de coopération en matière de pêches maritimes, fait à Moscou le 15 mars 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie ;

Vu la loi n° 31-16 portant approbation de l'Accord précité et promulguée par le dahir n°1-16-144 du 21 kaada 1437 (25 août 2016) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord de coopération en matière de pêches maritimes, fait à Moscou le 15 mars 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie.

Fait à Casablanca, le 21 rejev 1441 (16 mars 2020).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

SAAD DINE EL OTMANI.

*

* *

**Accord de Coopération
en matière de Pêches Maritimes
entre
Le Gouvernement du Royaume du Maroc
et
Le Gouvernement de la Fédération de Russie**

Le **Gouvernement du Royaume du Maroc**, ci-après dénommé « Partie marocaine »

et

le **Gouvernement de la Fédération de Russie**, ci -après dénommé « Partie russe »;

Ci-après dénommés « **les deux Parties** » ;

Tenant compte des relations amicales entre le Royaume du Maroc et la Fédération de Russie et désireux de raffermir ces relations ;

Désireux de développer et d'améliorer la coopération bilatérale mutuellement avantageuse dans le domaine des pêches maritimes, de l'économie de la pêche ainsi que dans des secteurs annexes ;

Confirmant leur attachement aux principes et aux objectifs de la convention des nations Unies sur le Droit de la Mer du 10 décembre 1982, conformément à laquelle le Royaume du Maroc a établi une Zone Économique Exclusive de 200 milles marins à l'intérieur de laquelle, il exerce ses droits souverains aux fins de l'exploration, l'exploitation, la conservation et la gestion des ressources de ladite zone ;

Conscients de l'intérêt qu'ils portent à la conservation, l'exploitation rationnelle des ressources halieutiques et à la protection des écosystèmes marins ;

Reconnaissant la nécessité d'une coopération scientifique étroite en vue de l'élaboration des mesures de conservation des ressources halieutiques et de leur exploitation rationnelle ;

Déterminés à assurer la conservation et la gestion rationnelle des ressources biologiques dans les eaux adjacentes aux côtes du Royaume du Maroc ;

Conscients de l'importance du rôle que joue le secteur des pêches

maritimes et ses industries annexes dans le développement économique et social du Royaume du Maroc, des efforts qu'il déploie pour faire de ce secteur une composante essentielle de son économie nationale et de son souci légitime de préserver ses acquis dans ce domaine ;

Tenant compte du fait que l'activité des pêches maritimes constitue un cycle économique complet et soucieux de renforcer leurs liens par une coopération étroite et approfondie ;

Désireux de déterminer les modalités de leur coopération dans le domaine de l'économie des pêches maritimes sur des bases mutuellement avantageuses ;

Animés de la volonté de développer et de diversifier leur coopération dans la filière pêche ;

Convient de ce qui suit :

Article 1

Le présent accord établit les principes de coopération entre le Royaume du Maroc et la Fédération de Russie en ce qui concerne la conservation et l'exploitation des ressources halieutiques dans la Zone Économique Exclusive marocaine, et définit les conditions pour l'exercice de la pêche par les navires battant pavillon russe, (ci-après dénommés « navires de pêche russes »), dans les espaces maritimes de la façade Atlantique où le Royaume du Maroc exerce ses droits souverains et/ou sa juridiction (ci-après dénommée « Zone de Pêche Atlantique du Maroc »).

Les dispositions techniques relatives aux possibilités de pêche, aux conditions d'exercice de la pêche et à la contrepartie financière sont consignées dans des annexes I, II, III, IV, V et VI attachées à cet Accord et en font partie intégrante.

Article 2

Les deux Parties coopèrent dans le domaine de la recherche scientifique halieutique, notamment par la planification, la réalisation et l'analyse des campagnes de recherches scientifiques nécessaires pour la conservation et l'exploitation rationnelle des ressources halieutiques aussi bien à l'intérieur de la Zone de Pêche Atlantique du Maroc qu'au-delà de ses limites.

Les deux Parties coopèrent dans le domaine des techniques et technologies de pêche, des technologies de traitement du poisson et du développement de l'aquaculture.

Les conditions d'application du présent Article sont à définir par la Commission Mixte Maroc-Russe des pêches maritimes dont la

création est prévue dans l'article 17 du présent Accord, ci-après dénommé « commission mixte » ainsi que par voie de consultations entre les organismes compétents des deux Parties.

Article 3

1. Les deux Parties, conformément à la législation et aux règlements de leurs Etats respectifs, encouragent des contacts et contribuent à la coopération entre les opérateurs économiques des deux pays dans les domaines suivants :
 - le développement de l'industrie annexe liée à la pêche, notamment la construction et la réparation navale, la fabrication des matériaux et des engins de pêche ;
 - le développement des échanges en matière des connaissances professionnelles et la formation des cadres pour le secteur des pêches maritimes ;
 - la commercialisation des produits finis de pêche ;
 - le marketing ;
 - l'aquaculture.
2. L'objet et les conditions de réalisation des orientations sus indiquées sont arrêtés par la Commission Mixte.

Article 4

Les deux Parties coopèrent dans le domaine de la formation maritime relative au secteur de la pêche maritime. A cet effet, la Partie russe accorde des possibilités et des bourses de formation dans les établissements russes spécialisés au profit des ressortissants marocains.

Les conditions de la mise en œuvre de cette coopération seront définies au sein de la Commission mixte.

Article 5

1. Les deux parties coopèrent soit bilatéralement, soit dans le cadre des organisations de gestion des pêches compétentes, aussi bien au niveau régional que sous-régional en vue d'adopter et de mettre en application des mesures assurant la conservation et l'exploitation rationnelle des ressources halieutiques.

Les deux parties se consultent en ce qui concerne les questions d'intérêt commun.

Les modalités pratiques pour la réalisation de cette coopération seront définies et arrêtés d'un commun accord au moment opportun.

2. En vue d'appliquer les dispositions du présent Article, les deux parties effectuent des campagnes de prospection au moyen des navires de recherche russes dans le cadre des programmes établis par l'institut National de Recherche Halieutique du Royaume du Maroc avec la participation des organismes scientifiques russes des pêches maritimes.

Les conditions concrètes pour la réalisation des campagnes de recherche indiquées sont déterminées annuellement par les deux parties lors des sessions de la Commission Mixte.

3. La Partie russe accorde à la Partie marocaine l'appui pour le renforcement des recherches scientifiques, l'amélioration de l'efficacité de la gestion des ressources halieutiques et l'accomplissement du contrôle sur leur exploitation.

Article 6

1. La Partie marocaine Accorde aux navires de pêche russes dans la Zone de Pêche Atlantique du Maroc des possibilités de pêche d'espèces de petits pélagiques conformément aux conditions définies dans l'annexe I.

2. La Partie marocaine fixe pour chaque année la composition de la totalité des captures par groupe d'espèces, les zones de pêche, les prix de référence, ainsi que le nombre et le type de navires de pêche russes autorisés à pêcher dans la Zone de Pêche Atlantique du Maroc, et ce conformément au plan de développement de la pêcherie des petits pélagiques de l'Atlantique.

Article 7

En vue de renforcer la contribution de la Partie russe à la politique marocaine de préservation des ressources halieutiques et la reconstitution des stocks de certains types d'espèces menacées de surexploitation, les navires de pêche russes respectent la réglementation marocaine en vigueur et les mesures de préservation de ces ressources et de reconstitution des stocks de certains types d'espèces conformément à la convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 et aux plans d'action internationaux, notamment ceux de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture).

Article 8

1. L'exercice des activités de pêche par les navires russes dans la Zone de Pêche Atlantique du Maroc, défini dans l'annexe II est subordonné :

- au paiement par la Partie russe d'une compensation financière

annuelle représentant le droit d'accès des navires russes à la Zone de Pêche Atlantique du Maroc,

- au paiement par les armateurs russes des droits suivants :
 - droits de licence de pêche délivrée pour les navires russes conformément à la réglementation du Royaume du Maroc en vigueur ;
 - redevance annuelle pour le droit de pêche représentant un pourcentage de la valeur de la production finie réalisée par les navires russes,

2. Le montant de la compensation financière annuelle relative au droit d'accès, ainsi que le taux de la redevance annuelle et les prix de référence à la base du calcul de la redevance sont définis dans l'annexe III de l'Accord.

3. La redevance pour le droit de pêche est prépayée mensuellement par les armateurs des navires russes, en fonction du quota attribué à chaque navire, avant le début de l'activité de leurs navires dans la Zone de Pêche Atlantique du Maroc.

4. Les deux parties assurent la bonne application de ces modalités et conditions par une coopération administrative appropriée entre leurs autorités compétentes.

Article 9

1. Conformément à la législation marocaine en vigueur, la Partie marocaine contribue à la création des conditions favorables pour le déroulement des activités de pêche et les opérations y afférentes, ainsi que l'entrée et la sortie des ports du Royaume du Maroc des équipages des navires de pêche russes dûment autorisés à pêcher dans la Zone de Pêche Atlantique du Maroc.

2. La Partie marocaine accorde aux navires de pêche russes autorisés à opérer dans la Zone de Pêche Atlantique les possibilités suivantes :

- mouillage, accostage et réparation ;
- débarquement, embarquement et transbordement du matériel technique et des pièces de rechange ;
- ravitaillement en eau potable, combustible et vivres ;
- transbordement de la production finie des navires de pêche russes selon les conditions déterminées par la Commission Mixte.

3. Les conditions de consignation des navires de pêche russes dans les ports du Royaume du Maroc sont déterminées par la législation en vigueur et par les décisions prises au sein de la Commission mixte.

Article 10

La Partie russe est tenue d'accueillir à bord des navires de pêche russes autorisés à opérer dans la Zone de Pêche Atlantique du Maroc, des observateurs scientifiques marocains et de leur Accorder toutes les facilités nécessaires pour l'accomplissement de leurs fonctions convenues par les deux Parties au sein de la Commission Mixte.

Article 11

La Partie russe est tenue d'embarquer des marins marocains en les employant à bord des navires de pêche russes autorisés à pêcher dans la Zone de Pêche Atlantique du Maroc selon les conditions qui seront convenues par les deux Parties au sein de la Commission Mixte.

Article 12

La Partie russe transmet à la Partie marocaine toutes les données statistiques relatives à l'activité de pêche des navires russes autorisés à pêcher dans la Zone de Pêche Atlantique du Maroc et notamment les informations sur les quantités pêchées par espèces, le volume de la production finie congelée transbordée à bord d'autres navires selon les modalités définies par la Partie marocaine.

Tous les navires de pêche russes opérant dans le cadre du présent accord sont suivis par satellites lorsqu'ils se trouvent dans les eaux marocaines.

Article 13

1. La Partie russe s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer que les navires russes qui pêchent dans la Zone de Pêche Atlantique du Maroc respectent les dispositions du présent Accord et les décisions prises par la Commission Mixte, les lois et règlements régissant l'activité de pêche dans la

du Maroc ainsi que les dispositions de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer du 10 décembre 1982.

2. La Partie russe s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires visant à compenser les impayés des redevances dues par les navires russes qui ne s'acquittent pas de cette obligation au-delà d'un délai d'un mois ou bien au plus tard jusqu'au terme du présent Accord.

3. La Partie marocaine notifie par écrit suffisamment à l'avance à la Partie russe toutes les nouvelles lois et réglementations du Royaume du Maroc en matière de pêches maritimes en vue d'assurer leur respect par les navires de pêche russes opérant dans la Zone de Pêche Atlantique du Maroc.

Les navires de pêche russes appliqueront ces lois et règlements dans un délai d'un mois à partir de la date de réception par la Partie russe de la notification.

4. Les mesures à caractère législatif ne doivent pas avoir un caractère discriminatoire pour les navires de pêche russes opérant dans la Zone de Pêche Atlantique du Maroc, ni de nature à entraver la réalisation du droit de pêche accordé à la Partie russe.

5. En vue de contribuer à l'application des termes du présent Accord, la Partie russe maintiendra l'activité de la Représentation de l'Agence Fédérale Russe des Pêches au Royaume du Maroc.

Article 14

1. Toute infraction commise par un navire de pêche russe opérant dans la Zone Atlantique du Maroc à l'égard des lois et règlements marocains des pêches, ou à l'égard des dispositions du présent Accord, est sanctionnée conformément à la législation marocaine en vigueur et aux dispositions pertinentes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 Décembre 1982.

2. En cas d'arraisonnement ou de saisie d'un navire de pêche russe opérant dans la Zone de Pêche Atlantique du Maroc, la Partie marocaine en informe la Partie russe par voie diplomatique dans les meilleurs délais.

3. Lorsqu'une caution ou toute autre garantie suffisante a été fournie, il sera procédé sans délai à la mainlevée de la saisie dont un navire russe aurait fait l'objet et à la libéralisation de son équipage.

Article 15

A la demande de la Partie marocaine, la Partie russe contribue à approvisionner les conserveries marocaines en poissons pélagiques par les navires de pêche russes opérant dans la Zone de Pêche Atlantique du Maroc. Les conditions et les modalités de livraison seront fixées d'un commun accord entre leurs opérateurs économiques respectifs.

Article 16

Les deux Parties, soucieuses de s'assurer de l'efficacité des mesures prises pour l'exploitation rationnelle et la conservation des ressources biologiques, coopèrent pour prévenir et lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la Zone de Pêche Atlantique du Maroc notamment par l'échange d'informations.

Article 17

1. En vue de réaliser les objectifs du présent Accord, les deux Parties créent la Commission Mixte Maroc-Russe en matière de Pêches Maritimes,

dénommée ci-après la « Commission Mixte », et chacune en désigne ses représentants, conformément à ses règles et usages.

2. Cette Commission Mixte a notamment pour mission de :

- superviser l'exécution du présent Accord ainsi que la résolution des éventuels différends ;
- constituer le trait d'union nécessaire entre les deux Parties dans les affaires d'intérêt commun en matière de pêches maritimes ;
- arrêter les programmes et les plans d'action conformément aux dispositions du présent Accord ;
- évaluer l'appui apporté au renforcement des recherches scientifiques, l'amélioration de l'efficacité de la gestion des ressources halieutiques tel que prévu au point 3 de l'article 5 du présent Accord ;
- examiner les adaptations éventuelles de la composition des captures accordées par la Partie marocaine à la Partie russe pendant la période de validité du présent Accord ;
- déterminer les modalités de coopération en matière de lutte contre la pêche illicite non déclarée et non réglementée et de coopération administrative pour le respect de la réglementation marocaine et des dispositions du présent Accord ;
- déterminer les conditions de coopération en matière de formation ;
- fixer annuellement :
 - o le quota des captures des espèces des petits pélagiques à autoriser ;
 - o la composition des captures par groupe d'espèces ;
 - o le nombre de navires à autoriser ;
 - o les prix de référence à appliquer aux produits finis pour la détermination de la contrepartie financière;

3. La Commission Mixte examine toutes les questions afférentes à l'application du présent Accord. Les décisions prises au sein de la Commission Mixte et consignées dans des procès-verbaux, sont applicables et contraignantes aux deux Parties.

4. La Commission Mixte se réunit une fois par an, alternativement au Maroc et en Russie. Des sessions extraordinaires peuvent avoir lieu à la demande de l'une des deux Parties.

5. La Commission Mixte effectue ses travaux conformément aux règles de procédures arrêtées lors de sa première session.

Article 18

Les deux Parties ne sont pas responsables des engagements des personnes morales ou physiques qui ont conclu des contrats dans le cadre du présent Accord.

Article 19

Les deux Parties se consultent en cas de litige entre elles concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord et de ses Annexes.

Article 20

Les dispositions du présent Accord ne doivent ni affecter ni préjuger en aucune manière les Accords bilatéraux et multilatéraux conclus par chaque Partie et également les points de vue de chaque Partie concernant toutes les questions du Droit International de la Mer.

Article 21

1. Le présent Accord est mis en application provisoire à partir de la date de sa signature et entre en vigueur à partir de la date de la dernière notification confirmant l'accomplissement par les deux Parties des procédures internes nécessaires à son approbation.
2. Le présent Accord abroge et remplace l'Accord de coopération en matière de pêches maritimes, signé le 14 février 2013 entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la Fédération de Russie.
3. Le présent Accord est conclu pour une durée de quatre ans à la date de sa signature. Chacune des Parties se réserve le droit de notifier à l'autre Partie, par écrit et par voie diplomatique, son intention de le dénoncer avec un préavis de six mois.

Fait à Moscou, le 15 mars 2016, en double exemplaires originaux en langues russe, arabe et française. Les trois textes faisant également foi.

Pour
Le Gouvernement du Royaume
du Maroc

Pour
Le Gouvernement de la
Fédération de Russie

*

* *

ANNEXE I

Possibilités de pêche accordées par le Royaume du Maroc à la Fédération de Russie

I. Zone de pêche

1. Les navires de pêche russes autorisés à pêcher dans la Zone de Pêche Atlantique du Maroc exercent leurs activités de pêche dans la zone située au Sud du Parallèle 28°00'N.

Les coordonnées précises de la zone de pêche autorisée sont déterminées conformément à l'arrangement entre les deux Parties, dans les licences de pêche délivrées par les autorités marocaines compétentes aux navires de pêche russes autorisés.

2. Les navires de pêche russes ne sont autorisés qu'au-delà de 15 milles marins des côtes à l'intérieur de la zone de pêche précisée au point 1 ci-dessus.

3. Les navires de pêche russes autorisés doivent observer tout repos biologique instauré par le Royaume du Maroc dans la Zone de Pêche Atlantique sus-indiquée et y cesser toute activité de pêche.

En cas d'instauration d'une période de repos biologique, la Partie marocaine notifiera à la Partie russe dans la mesure du possible trois mois à l'avance la ou les périodes d'arrêt de pêche, ainsi que les zones concernées.

II. Espèces pélagiques autorisées

Les navires de pêche russes sont autorisés à pêcher les espèces pélagiques suivantes: Sardine, Sardinelle, Maquereau, Chinchard et Anchois.

La composition des captures par groupe d'espèces pour la première année de l'accord est la suivante:

- Sardine et sardinelle : **23%**,
- Maquereau, Chinchard et anchois : **75%**,
- Faussé pêche : **2%**.

Pour les autres années de l'Accord, cette composition sera arrêtée par la Partie marocaine dans le cadre de la Commission mixte.

III. Quota de pêche autorisé

1. Le quota de pêche de captures annuel des espèces pélagiques autorisées est fixé à 140 000 tonnes pour la durée de l'Accord. Ce quota pourra être révisé à la baisse en fonction de l'état de la ressource après l'avis scientifique de l'INRH dans le cadre de la Commission Mixte.

2. La fausse pêche, constituée d'espèces pélagiques et semi-pélagiques, autres que celles spécifiées au point II ci-dessus, ne doit pas dépasser un taux maximum de 2% des captures réalisées par navire et par marée.

La liste des espèces pélagiques ou semi-pélagiques pouvant constituer la fausse pêche est présentée en Appendice 1 de l'Annexe I.

La capture des céphalopodes, des crustacés et autres espèces démersales et benthiques est strictement interdite. Dans le cas où ces dernières espèces seraient capturées accidentellement, elles doivent être rejetées immédiatement en mer.

La transformation industrielle des captures en farine et/ou huile de poisson est strictement interdite. Seuls les poissons abîmés ou détériorés ou inappropriés à la consommation ainsi que les déchets résultant de la transformation des petits pélagiques autorisés peuvent être transformés en farine ou en huile de poisson. Le pourcentage des captures qui seront transformées en farine ou en huile sera fixé par la Partie marocaine dans le cadre de la Commission mixte.

Les observateurs scientifiques procéderont à un contrôle strict de cette activité.

Tout navire russe ayant gardé des céphalopodes, crustacés et autres espèces démersales et benthiques ou transformées de façon industrielle des captures en farine et / ou huile de poisson est sanctionné par la saisie des captures et le retrait de sa licence de pêche.

IV. Nombre et type de navires autorisés

La flotte de pêche battant pavillon russe autorisée à opérer dans la Zone de Pêche Atlantique du Maroc, durant la 1ère année de l'Accord, est au maximum de 10 navires dont le tonnage ne doit pas dépasser 7 765GT/unité.

Pour les autres années de l'Accord, le nombre de navires autorisés et leur tonnage seront arrêtés par les deux Parties dans le cadre de la Commission Mixte.

V. Maillage et engins de pêche

Les navires de pêche russes opérant dans le cadre de cet Accord sont autorisés à utiliser le chalut pélagique ou semi-pélagique.

La dimension minimale de la maille étirée du chalut pélagique ou semi-pélagique est de 40 mm.

Le sac du chalut pélagique ou semi-pélagique peut être renforcé par une nappe d'un maillage minimal de 400 mm de maille étirée et par des erses espacées d'au moins un mètre et demi (1,5) les unes des autres, à l'exception de l'erse située à l'arrière du sac du chalut qui ne peut être placée à moins de deux (2) mètres de la fermeture du sac.

Le renforcement ou le doublage du sac par tout autre dispositif est interdit et le chalut ne doit en aucun cas cibler des espèces autres que les petits pélagiques autorisés par le présent Accord.

Appendice 1 de l'Annexe I

LISTE COMPLETE DES ESPECES PELAGIQUES OU SEMI-PELAGIQUES
POUVANT CONSTITUER LA FAUSSE PECHE

Nom scientifique	Espèce	Nom russe
Pomadasyncisus	Ronfleur	Каштановая или бурая пристипома
Diplodus spp	Sars	Морские караси или Сарги
Spondyliosomacantharus	Griset	Карась-многозуб или кантар
Plectorhinchus mediterraneus	Abadèche	Средиземноморская пристипома
Lithognathus mormyrus (pagellus mormyrus)	Marbré	Мормора
Dentex spp	Dentés	Зубаны
Boops boops	Bogue	Полосатик
Trachinus vipera	Vive	Малый морской дракончик
Trigla spp	Grondins	Триглы
Sarpasalpa (boopssalpa)	Saupe	Сарпа или Сальпа
Capros spp	Sanglieretantigonie	Капросы
Bramabrama	Castagnole	Морской лещ
Macroramphosus spp	Becassedemer	Морские бекасы
Sphyraena spp	Barracudes	Барракуды
Chloroscombruschrysurus	Caranguegrasse	Рыба-лист
Auxisthazard	Auxide	Макрелевый тунец
Euthynnus alletteratus	Thonine commune	Пятнистый (малый) тунец
Katsuwonus pelamis	Bonite à ventrerayé	Полосатый тунец или Скипджек
Orcynopsis unicolor	Palomette	Бонито одноцветный или паломета
Sardasarda	Bonito à dos rayé	Пеламида
Scomberomorus tritor	Thazard blanc	Западноафриканская макрель
Caranx spp	Carangues	Каранксы
Decapterus rhonchus	Comète	Африканский каранкс
Lichia spp	Liches	Лихии
Seriola spp	Sériole	Сериолы
Trachinotus ovatus	Palomine	Синий трахинот или Гладкая лихия
Naucrates ductor	Poisson pilot	Рыба лоцман
Stromateus fiatola	Fiatoles	Строматеус
Belone spp	Orphie, aiguille	Сарганы
Lepidopus caudatus	Sabre argenté	Хвостатый лепидоп
Trichiurus lepturus	Sabre commun	Рыба-сабля
Pomatomus saltatrix	Tassergual	Луфарь

* * *

ANNEXE II

Conditions de l'exercice des activités de pêche des navires russes dans la Zone de Pêche Atlantique du Maroc

I. Délivrance des licences de pêche

1. La Représentation de l'Agence Fédérale de la Pêche Russe au Royaume du Maroc soumet aux autorités compétentes du Maroc une liste des navires de pêche russes qui demandent à exercer leurs activités de pêche dans les limites fixées, dans l'Annexe I de l'Accord, au moins 30 jours avant le début de validité des licences de pêche.

2. Cette liste mentionne les noms et l'immatriculation des navires, leurs caractéristiques techniques, leurs indicatifs d'appels Radio et les capacités de pêche de chaque navire (production, congélation, stockage).

3. Sur la base de ce document, la Partie marocaine délivre des licences de pêche.

4. Chaque année, la première demande de licence est assortie d'une copie de l'acte de nationalité du navire ou, de toute autre pièce officielle équivalente, d'un certificat de jauge international en cours de validité et d'une photographie de ce bateau en vue latérale qui précise son identité. Sur demande de l'autorité marocaine, tout navire de pêche autorisé à pêcher doit se présenter, au maximum une fois par an, dans un port marocain et dans un délai ne dépassant pas les trois mois qui suivent la date de notification de cette demande, pour subir une visite technique de vérification des caractéristiques du navire et des engins de pêche détenus à bord. Cette visite s'effectue dans les 24 heures ouvrables suivant l'arrivée du navire dans l'un des ports marocains suivants: Casablanca, Jorf Lasfar, Agadir, Lâayoune ou Dakhla.

Le Département de la Pêche Maritime du Maroc délivre les licences de pêche aux autorités compétentes de la Russie, au moins 15 jours avant leur période de validité.

Chaque licence de pêche est délivrée au nom d'un navire déterminé et elle n'est pas transférable. Elle doit être détenue à bord à tout moment.

II. Remplacement des licences de pêche des navires

1. En cas de nécessité, durant la période d'établissement des licences et sur demande de la Partie russe, la licence d'un navire de pêche russe pourrait être remplacée par une licence pour un autre navire de pêche russe dans les limites du tonnage autorisé avant le début de l'activité du navire de pêche initialement proposé.

2. Si pour des raisons strictement d'ordre technique, un navire de pêche russe autorisé ne peut effectuer normalement son activité de pêche pendant une durée de trois (3) mois, les autorités marocaines compétentes peuvent examiner sur demande de la partie russe la possibilité de substituer à ce navire un autre navire de pêche de la même catégorie.

3. Dans ce dernier cas, ce navire de pêche doit s'acquitter des droits de licences conformément à la législation marocaine en vigueur.

III. Embarquement des marins marocains

1. Chaque navire de pêche russe autorisé est tenu d'employer, en permanence, à son bord au moins seize (16) marins marocains pendant toute la durée du présent Accord.

Les marins marocains seront logés dans des cabines de deux, quatre ou six personnes.

2. Les marins marocains qualifiés, officiers, mécaniciens, lieutenants, maîtres d'équipages assurent sur les navires de pêche russes des quarts en double avec leurs homologues russes en qualité de stagiaires. Ils bénéficient également des mêmes conditions de séjour à bord que leurs homologues russes.

3. Les armateurs russes ou leurs représentants établiront au Royaume du Maroc avec les marins marocains des contrats de travail fixant leurs rémunérations, le régime de sécurité sociale applicable aux intéressés couvrant, entre autres, l'assurance-vie et les risques d'accidents de travail et de maladie. Des copies des contrats des marins marocains embarqués doivent être dûment visées par les autorités marocaines compétentes et transmises au Département de la Pêche Maritime un mois après leur établissement.

4. Les marins marocains admis à bord des navires de pêche russes sont obligés :

- d'être titulaires d'un livret maritime ;
- d'avoir des certificats médicaux attestant leur aptitude au travail sur les bateaux de pêche ;
- de respecter les règlements de travail à bord des navires de pêche russes et d'obéir aux ordres de leurs supérieurs.

5. La Partie marocaine est tenue informée de toute mesure disciplinaire prise à l'encontre des marins marocains.

6. La rémunération mensuelle de chaque marin marocain est en fonction de sa qualification conformément aux contrats prévus au point 3 ci-dessus.

7. Les armateurs russes ou leurs représentants communiquent au Département de la Pêche Maritime, par le biais de la Représentation de l'Agence Fédérale des Pêches avant la fin de chaque année calendaire les justificatifs relatifs au paiement des salaires des marins marocains.

Il demeure entendu que la déclaration de l'organisation internationale du travail (OIT) sur les principes et droits fondamentaux au travail s'applique de plein droit aux marins marocains embarqués sur des navires de pêche russes.

IV. Embarquement d'observateurs scientifiques marocains

1. Tout navire de pêche russe autorisé doit embarquer à son bord en permanence un observateur scientifique marocain.

2. Au cours de son embarquement à bord d'un navire de pêche russe autorisé pour lequel il a été désigné, l'observateur scientifique étudie toutes les activités du navire et tout particulièrement :

- les engins de pêche détenus à bord ;
- les zones de pêches fréquentées ;
- la composition des captures et des rejets ;
- les techniques et les opérations du traitement des captures à bord ;
- les opérations de transbordement au port ou en rade de celui-ci.

3. Pour les besoins de l'accomplissement de ses fonctions, l'observateur scientifique:

- consulte à tout moment les documents du bord (licence de pêche, journal de bord, cartes marines de la zone de pêche autorisée, etc.);
- utilise certains instruments de bord tels les appareils de positionnement et fait manipuler les instruments de navigation et de détection sans entraver la navigation et les opérations de pêche ;
- utilise les équipements Radio du bord pour communiquer avec les autorités marocaines ou d'autres navires de pêche ;
- procède à des opérations d'échantillonnage biologiques à des fins scientifiques ;
- prend des photos d'illustration des observations faites à bord, accède à tous les locaux et compartiments du navire ayant un lien avec les activités de la pêche dont les cales de traitement des poissons, de réfrigération, de congélation et de stockage des produits de la pêche;
- prend toutes les dispositions appropriées pour que les conditions de son embarquement à bord du navire n'interrompent ni entravent les opérations de pêche ;
- prend soin des biens et des équipements qui se trouvent à bord et respecte la confidentialité de tout document appartenant audit navire.

4. Lors de leur embarquement à bord d'un navire de pêche russe, les observateurs scientifiques marocains bénéficient de tous les avantages accordés normalement aux officiers des navires de pêche russes et en cas de nécessité, ils doivent bénéficier également de l'assistance du Capitaine et des autres membres de l'équipage du navire.

5. En cas de constatation d'une non conformité de l'activité du navire de pêche russe avec les dispositions de l'Accord ou celles prévues par la

réglementation marocaine des pêches maritimes en vigueur, les observateurs scientifiques en avisent le Capitaine et lui communiquent les éléments leur ayant permis de constater ladite non conformité.

Le Capitaine du navire de pêche russe est tenu de prendre en considération la ou les notifications des observateurs scientifiques et de se conformer à toutes les dispositions de l'Accord.

6. Les observateurs scientifiques marocains et le Capitaine du navire de pêche russe procèdent à l'occasion du débarquement des observateurs ou à l'occasion de chaque opération de transbordement ou de débarquement de la production finie, à la certification des captures et des productions finies réalisées par espèce et par produit.

7. A la fin de la période d'observation et avant de quitter le navire, l'observateur établit un rapport d'activité qui est transmis aux autorités compétentes du Maroc avec copie à la Représentation de l'Agence Fédérale Russe de la Pêche au Royaume du Maroc.

Il le signe en présence du Capitaine qui peut y ajouter ou y faire ajouter toutes les observations qu'il estime utiles en les faisant suivre de sa signature. Une copie du rapport est remise au Capitaine du navire lors du débarquement de l'observateur scientifique.

Le modèle du rapport de l'observateur figure en **Appendice 1** de la présente Annexe. (**Annexe II**).

V. Modalités d'embarquement des observateurs et des marins marocains

En vue de l'embarquement à bord des navires de pêche russes des observateurs et des marins marocains ainsi que de leurs débarquements, la partie russe s'engage à assurer ces opérations par ses organismes compétents soit au début de la marée de chaque navire de pêche autorisé, soit à l'occasion de son escale dans un port marocain ou dans la Zone de Pêche Atlantique du Maroc.

Dans ce dernier cas, le transport des observateurs et des marins marocains, à destination et en provenance de ladite zone est assuré par les armateurs russes concernés.

La Partie russe s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour permettre :

- la relève, soit dans un port marocain, soit dans la zone de pêche, des observateurs scientifiques ayant effectué de longs séjours en mer à bord de ses navires de pêche russes et,
- en cas de besoins urgents, la relève et le remplacement des marins marocains nécessitant un débarquement pour raison de santé ou autre motif justifié.

En cas d'absence de l'observateur à l'endroit et au moment convenu dans les douze (12) heures qui suivent, l'armateur russe sera automatiquement déchargé de son obligation de l'embarquer.

Les dates de début de chaque marée, les heures d'arrivée et la durée des escales des navires de pêche russes autorisés, sont communiquées aux autorités compétentes marocaines par les autorités compétentes russes sept (7) jours au moins à l'avance.

VI. Suivi par satellite des navires de pêche (VMS)

1. Les navires de pêche russes opérant dans le cadre du présent Accord doivent être équipés à leurs frais, d'un système de positionnement et de localisation continue utilisant les communications par satellite, compatible avec le système installé au Département de la Pêche Maritime, et agréée par les autorités marocaines.

2. Aux fins de suivi par satellite, les autorités marocaines communiquent à la partie russe les coordonnées (latitudes et longitudes) des zones de pêche marocaines. Ces informations seront communiquées sous format informatique exprimées en degrés, minutes et secondes.

Les Parties marocaine et russe procéderont à un échange d'informations concernant les spécifications utilisées dans les communications électroniques entre leurs Centres de Contrôle. Ces informations incluront dans la mesure du possible les noms, les numéros de téléphone, du télécopieur et les adresses électroniques pouvant être utilisés pour les communications générales entre les Centres de Contrôle.

La position des navires est déterminée avec une marge d'erreur inférieure à 500 m et avec un intervalle de confiance de 99%.

3. Lorsqu'un navire russe pêchant dans le cadre de l'Accord et faisant l'objet du suivi par satellite aux termes de la législation russe rentre dans les zones de pêche marocaines, les rapports de position subséquents sont immédiatement communiqués par le Centre de Contrôle de la Fédération de Russie au Centre de Surveillance et de Contrôle de la pêche du Maroc (CSC) avec une périodicité maximale de 2 heures (identification du navire, longitude, latitude, cap et vitesse). Ces messages sont identifiés comme Rapports de Position, et transmis en temps réel par voie électronique ou autre protocole sécurisé.

En cas de défaillance technique ou de panne affectant l'appareil de suivi permanent par satellite installé à bord du navire de pêche russe, le capitaine de ce navire transmet en temps utile au Centre de Contrôle de la Russie et au CSC marocain par fax les informations nécessaires. Dans ces circonstances, il sera opportun d'envoyer un Rapport de Position global toutes les 4 heures. Ce rapport de position global inclura les rapports de position tels que enregistrés par le capitaine du navire sur une base de 2 heures.

Le Centre de Contrôle de la Russie envoie immédiatement ces messages au CSC marocain. L'équipement défectueux sera réparé ou remplacé dans un délai maximal d'un (1) mois. Passé ce délai, le navire en question devra sortir des zones de pêche marocaines ou entrer dans un des ports du Maroc.

Le Centre de Contrôle de la Russie surveillera le mouvement des navires de pêche russes opérant dans les eaux marocaines avec une périodicité d'une (1) heure. Au cas où le suivi des navires ne s'effectue pas dans les conditions prévues, Le CSC marocain en est immédiatement informé.

Si le CSC marocain établit que les navires russes ne communiquent pas les informations prévues, les services compétents de la Fédération de Russie en seront immédiatement informés.

Les données de surveillance communiquées, conformément aux dispositions présentes, seront exclusivement destinées au contrôle et surveillance par les autorités marocaines de la flotte russe pêchant dans le cadre de cet accord de pêche. Ces données ne pourront en aucun cas être communiquées à d'autres parties.

4. Les composantes du logiciel et matériel de l'équipement du système de suivi par satellite doivent être fiables et ne permettront aucune falsification des positions et ne pourront pas être manipulables manuellement.

Le système doit être entièrement automatique et opérationnel à tout moment et indépendamment des conditions environnementales et climatiques. Il est interdit de détruire, d'endommager, de rendre inopérable ou d'interférer avec le système de suivi par satellite.

5. Les capitaines des navires de pêche russes s'assureront que:

- les données ne sont pas altérées ;
- l'antenne ou les antennes liées à l'équipement du suivi par satellite ne sont pas obstruées ;
- l'alimentation électrique de l'équipement de suivi par satellite ne soit pas interrompue ;
- l'équipement de suivi par satellite ne soit pas démonté.

6. Les Parties marocaine et russe conviennent d'échanger sur demande des informations concernant l'équipement utilisé pour le suivi par satellite afin de vérifier que chaque équipement est pleinement compatible avec les exigences de l'autre Partie, aux fins des présentes dispositions.

7. Tout litige concernant l'interprétation ou l'application des présentes dispositions fait l'objet de consultation entre les Parties dans le cadre de la Commission Mixte prévue à l'article 17 du présent Accord.

Les Parties marocaine et russe conviennent de réviser, si besoin est, ces dispositions au sein de la Commission Mixte.

VII. Entrée et sortie de la zone de pêche Atlantique du Maroc

Les navires de pêche russes opérant dans le cadre du présent Accord communiquent à la station Radio du Département de la Pêche Maritime du Maroc leurs entrées et leurs sorties de la Zone de Pêche Atlantique du Maroc ainsi que les captures et les produits finis détenus à bord à ce moment.

Toutefois, en cas d'impossibilité de communiquer par Radio, les navires peuvent utiliser d'autres moyens de communication disponibles à bord.

Les caractéristiques de la station Radio ainsi que les numéros du Téléx et du Téléfax du Département de la Pêche Maritime du Maroc sont repris en Appendice 2 de l'Annexe II.

VIII. Cessation de l'activité de pêche

Lorsque le quota annuel de captures en vertu du présent Accord est atteint, la Partie russe s'engage à faire cesser toute activité de pêche de ses navires opérant dans la Zone de Pêche Atlantique du Maroc.

IX. Contrôle du quota de captures

Les navires de pêche russes autorisés à opérer sous licence dans la Zone de Pêche Atlantique du Maroc, permettent la montée à bord et facilitent l'accomplissement des tâches des fonctionnaires marocains qui ont pour mission le contrôle des activités de pêche et de transbordement et qui sont habilités à cet effet par la Partie marocaine.

Avant leur sortie de la Zone de Pêche Atlantique du Maroc, les navires de pêche russes et les bateaux transporteurs, peuvent à tout moment subir un contrôle des quantités de produits de pêche détenues à bord, par les fonctionnaires marocains habilités à cet effet.

A l'issue de ce contrôle, un document établi en double exemplaires précisant les quantités de produits de pêche détenues à bord et contresigné par le capitaine, sera remis à ce dernier.

L'exécution du contrôle ne doit pas interrompre ou empêcher l'activité à bord.

En cas de constatation d'une discordance entre les quantités de produits de pêche détenues à bord d'un navire de pêche russe et les quantités déclarées, il sera procédé au retrait de sa licence de pêche.

Une marge d'erreur de 5% au maximum est tolérée dans les déclarations préliminaires des produits détenus à bord des navires de pêche russes. Toutefois, ce seuil de tolérance ne concerne pas les déclarations définitives communiquées par la Partie russe à la Partie marocaine.

X. Cas d'infraction répétée

En plus des sanctions prévues par la législation marocaine en vigueur, les organismes compétents marocains se réservent le droit de retirer la licence de pêche à tout navire russe ayant commis deux infractions successives à la réglementation marocaine de pêche en vigueur ou aux dispositions du présent Accord.

XI. Déclaration des captures, des produits finis, des produits transbordés et journaux de bord

1. les armateurs russes par l'intermédiaire de la Représentation de l'Agence Fédérale des Pêches de la Russie communiquent aux autorités compétentes du Maroc, une déclaration des captures et des produits finis réalisés par les navires de pêche russes ainsi que les quantités des produits finis transbordés soit entre les navires de pêche russes autorisés, soit entre les navires de pêche et des cargos transporteurs autorisés. Cette déclaration, co-signée par le Capitaine et l'observateur scientifique, doit être conforme aux modèles figurant en Appendice 3, 4, 5 et 6 de l'Annexe II.

Les déclarations sont mensuelles et doivent être communiquées à la fin du mois suivant le mois en question.

2. Les Capitaines des navires de pêche russes tiennent un journal de bord indiquant les quantités des captures par espèce, la date et le lieu de ces captures ainsi qu'un journal indiquant les quantités de produits finis réalisés. Une copie de chaque journal est transmise au Département de la Pêche Maritime du Maroc à la fin de chaque marée.

Le modèle des journaux de bord est joint en Appendice 7 et 8 de l'Annexe II.

3. En cas de non respect de ces dispositions, les autorités compétentes du Maroc se réservent le droit de suspendre la licence de pêche du navire russe incriminé jusqu'à accomplissement de ces formalités.

* * *

Appendice 1 de l'Annexe II

RAPPORT DE L'OBSERVATEUR

Nom de l'observateur :

Nom du navire : Nationalité :
 N° et port d'immatriculation :
 Distinctif : Tonnage : GT; Puissance : CV
 Licence de pêche : n° : Type :
 Nom du Capitaine : Nationalité :

Embarquement de l'observateur : Date : Port:
 Débarquement de l'observateur : Date : Port:

Technique de pêche autorisée :
 Engins de pêche utilisés :
 Maillage du sac : Nappe:
 Distance entre les erses:
 Zone (s) de pêche fréquentée (s) :
 Distance par rapport à la côte :
 Nombre de marins marocains embarqués :

Estimation de l'observateur	
Capture globale (t) :	
-% Sardine:	
-% Maquereau:	
-% Chinchard:	
-% Sardinelle:	
-% Anchois:	
-% Fausse pêche:	
Production: - Congelé:	-Fausse pêche:
-Farine:	-Huile:
Fausse pêche (Espèces):	
.....	
Rejets (t) :	
(Espèces):	
.....	

Constatations relevées par l'observateur		
Nature de la constatation	Date	Position

Observations de l'observateur (généralités) :

.....

.....

.....

.....

Fait à : **le**

Signature de l'observateur :

Observations du Capitaine :

.....

.....

Copie du rapport reçue le: **Signature du Capitaine:**.....

Rapport transmis à :

.....

Qualité:.....

.....

.....

(Cachet)

Appendice 2 de l'Annexe II

Caractéristiques de la station radio du Département de la Pêche Maritime

- . MMSI : 242 069 000
- . Indicatif d'appel : CNM
- . Localisation : Rabat
- . Gamme de fréquence : 1,6 à 30 Mhz
- . Classe d'émission : SSB - 2JB
- . Puissance d'émission : 800 w

Fréquences de travail

Bandes	Voies	Émission	Réception
Bande 8	831	8 285 Khz	8 809 Khz
Bande 12	1 206	12 245 Khz	13 092
Bande 16	1 612	16 393 Khz	17 275 Khz

Vocation de la station

Période	Horaires
Jours ouvrables	De 08 H 30 à 16 H 30
Samedi, dimanche et jours fériés	De 09 H 30 à 14 H 00
Mois de Ramadan	De 09 H 00 à 15 H 00

VHF : Canal 16 - Canal 70 ASN

Radio Téléx

- * Type : DP - 5
- * Classe d'émission : ARQ - FEC
- * Numéro : 31 356

Téléphones : 212 537 68 82 12
: 212 537 68 82 14

Fax : 212 537 68 82 13

Responsable à contacter en cas de besoin : Mr Ahmed JOUKER
(E-mail: jouker@mprn.gov.ma)

Appendice 3 de l'Annexe II

FICHE QUOTIDIENNE DE DECLARATIONS: CAPTURES, PRODUCTIONS
ET REJETS

NAVIRE	INDICATIF	PAVILLON
CADRE D'EXERCICE	LICENCE	DATE: (JOURS, MOIS, AN)

CAPTURES EN TONNES

SARDINE	MAQUEREAU	CHINCHARD	SARDINELLE	ANCHOIS
FAUSSE PECHE	AUTRES(A PRECISER)			

DETAIL DE LA FAUSSE PECHE (QTE):

PRODUCTION CONGEELEE, EN TONNES

Sardine		Sardinelle		Maquereau		Chinchard	
Quantité	Traitement*	Quantité	Traitement*	Quantité	Traitement*	Quantité	Traitement*
Anchois		FARINE		FAUSSE PECHE		Autre	
Quantité	Traitement						

* Etêté et éviscéré
Découpage manuel ou Découpage à la machine

DETAIL DES REJETS AVEC QTE EN (TONNES):

REMARQUES ET SIGNATURES:

LE CAPITAINE	L'OBSERVATEUR
NOM ET PRENOM:	NOM ET PRENOM:
Signature:	Signature:

Appendice 4 de l'Annexe II

DEPARTEMENT DE LA PECHE MARITIME/DPMA/DGAP/SPSE FICHE STATISTIQUE DES CAPTURES ET DE PRODUCTION

Marée Du Au Observateur (s)
 Navire : Nationalité Technique

Du	Au	CAPTURES (tonnes)							TOTAL	PRODUCTION						
		Sardine	Maquereau	Chinchar	Sardinelle	Anchois	F.pêche	Congelé sans F. pêche		F. pêche	Farine	Huile	Autres			

DETAILS DE LA PRODUCTION (tonnes)

Mois / An	Sardine		Sardinelle		Maquereau		Chinchar		Anchois		Informations complémentaires
	Quantité	Traitement	Quantité	Traitement	Quantité	Traitement	Quantité	Traitement	Quantité	Traitement	

* Étêté et éviscéré (Touchka)
 Découpage manuel ou Découpage à la machine
 JP : Jours de pêche OP : Opérations de pêche

Établi le Le capitaine L'observateur

Appendice 5 de l'Annexe II

FICHE DE TRANSBORDEMENT

Date : Du

Au :

Navire donneur :

N° de licence :

Navire receveur :

Chinchard	Quantité (t)	Fausse Pêche (t)	Quantité (t)
25' (L) 30 pièces /10 kg			
20' (M) 50 pièces /10 kg			
20' (MM) 60 pièces /10 kg			
16' (S) 90 pièces /10 kg			
16' (2S) 110 pièces /10 kg			
16' (3S) 130 pièces /10 kg			
Traite *			
Total		Total	

Sardinelle	Sardine
25' (L) 30 pièces /10 kg	16'
20' (M) 60 pièces /10 kg	Traite*
Traité *	
Total	Total

Maquereau	Anchois
25' (L) 30 pièces /10 kg	Farine
20' (M) 60 pièces /10 kg	Huile
16' (S) 90 pièces /10 kg	Autres
16' (2S) 110 pièces /10 kg	
Traité*	
Total	

Total Global	
---------------------	--

* Nature de traitement

CAPITAINE Signature:	OBSERVATEUR : Signature:
--------------------------------	------------------------------------

ANNEXE III

Contrepartie financière de pêche

I. Contrepartie financière

En compensation des possibilités de pêche accordées par le Maroc aux navires de pêche russes dans la zone de pêche autorisée, la Partie russe verse au Royaume du Maroc une contrepartie financière annuelle composée de :

1. une compensation financière annuelle forfaitaire représentant le droit d'accès des navires de pêche russes à la Zone de Pêche Atlantique du Maroc. Le montant de cette compensation est fixé à **7 millions US\$**.

2. des droits annuels de licences de pêche, payés par les armateurs russes, conformément à la législation marocaine en vigueur.

Le paiement des droits annuels de licences de pêche ainsi que la contrepartie financière mentionnée au point 1 ci-dessus s'effectue par la Partie russe, avant la délivrance des licences, par virement établi au nom du Trésorier Ministériel auprès du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Rabat, dont le numéro est indiqué au point II ci-dessous.

Pour les licences de pêche, le taux de change appliqué est celui en vigueur le jour de la cession des devises.

3. Une redevance annuelle, payée par les armateurs russes, d'un montant correspondant à 17,5% de la valeur de la production totale finie calculée sur la base des prix de référence en US dollars par tonne de produit fini précisés ci-dessous comme suit:

-Produits congelés.....: **596**

-Fausse pêche..... : **1344**

-Farine de poisson..... : **1176**

-Huile de poisson..... : **1008**

Pour les prochaines années du présent Accord, les prix de référence utilisés pour la détermination de la valeur totale de la production finie, et par conséquent pour le calcul de la contrepartie financière, sont actualisés sur la base de l'évolution des paramètres économiques et commerciaux du secteur des pêches maritimes.

La compensation financière mentionnée au point 1 et les redevances mentionnées au point 3 ci-dessus, sont affectées au compte d'affectation spécial intitulé « Fonds de Développement de la Pêche ».

II. Modalités de paiement

La redevance annuelle mentionnée au point 3 ci-dessus, due par les armateurs russes, est payée d'avance sur une base mensuelle en fonction du quota attribué à chaque navire par la partie russe et ce avant le début de ses activités de pêche.

Le calcul de cette redevance prépayée s'effectue par tonnage sur la base des prix de référence utilisés pour la détermination de la valeur totale de la production finie mentionnés au point 3 ci-dessus.

A la fin de l'activité de pêche de chaque navire, les deux parties procèdent à la régularisation de sa situation financière.

Le Département de la Pêche Maritime du Royaume du Maroc adresse à la Représentation de l'Agence Fédérale de la Pêche Russe les titres de perception ainsi que le détail de calculs des montants dus par les armateurs russes.

Les armateurs des navires de pêche russes autorisés sont tenus d'effectuer leurs règlements directement au nom du Trésorier Ministériel auprès du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Rabat, ouvert à BANK AL MAGHRIB sous le Numéro :

001 810 0078 00020110750201

Correspondent russe: BKAMMAMR Compte N°04442922 auprès de Deutsche Bank Trust Company Americas New York, NY US, Code Swift BKTRUS33.

III. Décompte mutuel définitif

A la fin de chaque année d'activité, la Partie marocaine et la Partie russe se réunissent en vue de procéder à la vérification définitive des décomptes mutuels.

Si le quota de captures autorisé est atteint dans un délai inférieur à une année d'activité, le décompte définitif devra se faire dans les quinze jours qui suivent la constatation de la réalisation dudit quota.

En cas d'excédent de redevances perçues par la partie marocaine, les deux parties ont convenu de reporter cet excédent sur l'année suivante en fonction des paiements effectués par chaque navire.

IV. Écoulement de la production

La Partie russe veillera à ce que la production congelée de ses navires de pêche opérant dans la Zone de Pêche Atlantique du Maroc, ne soit pas écoulée dans des pays concurrents de l'industrie marocaine de conserve de poissons.

V. Salaires des marins marocains et dépenses des navires russes au Maroc

La Partie russe règle directement les rémunérations des marins marocains, ainsi que les autres dépenses relatives aux frais découlant du fonctionnement et des opérations de pêche de ses navires dans la Zone de Pêche Atlantique du Maroc.

* * *

ANNEXE IV

Condition de transbordement et de ravitaillement

Toute opération de transbordement de la production des navires de pêche russes à bord de cargos transporteurs est soumise à une autorisation préalable adressée par le Commandant du navire de pêche russe, à travers le consignataire du navire, au Département des Pêches Maritimes du Royaume du Maroc.

La demande de transbordement doit préciser l'endroit où peut s'effectuer le transbordement, la composition et les quantités à transborder, les caractéristiques des navires donneurs et celles des navires receveurs, ainsi que la destination des produits finis.

Le transbordement de la production des navires de pêche et des navires transporteurs autorisés de la Partie russe ainsi que le ravitaillement s'effectuent dans un port marocain ou en rade de celui-ci en présence des observateurs scientifiques et des autorités de contrôle marocaines.

Les autorités marocaines compétentes doivent être avisées suffisamment à l'avance au sujet de toute opération de transbordement ou de ravitaillement de ces navires.

Après chaque opération de transbordement, un document attestant les quantités transbordées par produit et par espèce est établi en double exemplaires dont l'un est contresigné par le Capitaine du navire de pêche russe et remis à l'observateur scientifique.

Tout navire transporteur ou ravitailleur impliqué dans une pêche illicite non déclarée et non réglementée dans la zone économique exclusive marocaine ou dans une zone géographique relevant d'une Organisation Régionale de Gestion des Pêches (ORGP) ne peut bénéficier d'une quelconque autorisation, notamment celles relatives aux opérations de transbordement ou de ravitaillement du navire.

Un modèle d'une déclaration du transbordement est présenté en Appendice 6 de l'Annexe II.

* * *

ANNEXE V

Coopération en matière de recherche scientifique et technique

1. Conformément aux articles 2 et 5 du présent Accord, les deux Parties encouragent les actions visant l'amélioration des connaissances sur le fonctionnement et la variabilité de l'écosystème marin et sur la dynamique des ressources halieutiques et ce, pour la protection et la gestion de ces ressources.

2. Les deux parties préconisent les mesures conservatoires à prendre visant la préservation des espèces menacées d'effondrement.

A cet effet, les deux parties favorisent:

- la coopération bilatérale ainsi que l'échange d'expertise et d'informations scientifiques et techniques, nécessaires au suivi de l'évolution des stocks, du milieu et des écosystèmes marins.

- la réalisation de programmes et d'études spécifiques arrêtées au niveau de la Commission Mixte, prévue à l'Article 17 du présent Accord, portant notamment sur les fluctuations des facteurs du milieu ainsi que leurs impacts sur la production primaire et sur les ressources halieutiques.

3. La Partie russe apporte appui et assistance au renforcement des capacités de la Partie marocaine en matière d'étude et d'évaluation des ressources halieutiques et de leur milieu, de recherche de nouvelles zones et de techniques de pêche et de l'aquaculture.

4. Conformément à l'article 5 du présent Accord, la Partie russe affecte annuellement un bateau de recherche russe avec les équipages et les spécialistes russes nécessaires.

5. Un programme de recherche scientifique sera élaboré annuellement et sera adopté par les deux Parties dans le cadre de la Commission Mixte.

6. L'assistance de la Partie russe porte également sur la mise à la disposition, à la demande de la Partie Marocaine, d'experts sous forme de consultations périodiques, ainsi que sur l'utilisation d'équipements scientifiques pour le développement des programmes et des études spécifiques arrêtées au niveau de la Commission Mixte.

* * *

ANNEXE VI

Procédure en cas d'arraisonnement

I. Transmission de l'information

La Partie marocaine informe la Partie russe par voie diplomatique, dans un délai de vingt quatre (24) heures, de tout arraisonnement d'un navire de pêche russe opérant dans le cadre de l'Accord, intervenu dans la Zone de Pêche Atlantique du Maroc, et transmet un rapport succinct des circonstances et raisons qui ont mené à cet arraisonnement.

La Partie russe est tenue informée du déroulement des procédures entamées et des sanctions qui seront éventuellement prises.

II. Procès verbal de l'arraisonnement

Le Capitaine du navire de pêche russe doit, après le constat consigné dans le procès verbal dressé par l'autorité marocaine chargée de la police de pêche, signer ce document, et y mentionner éventuellement ses observations.

Cette signature ne préjuge pas les droits et les moyens de défense que le capitaine du navire de pêche russe peut faire valoir à l'encontre de l'infraction qui lui est reprochée.

Le Capitaine du navire de pêche russe doit conduire son navire au port marocain indiqué par l'autorité marocaine chargée du contrôle en mer.

III. Règlement de l'arraisonnement

1. Conformément aux dispositions du Dahir du 23 novembre 1973 portant règlement sur la pêche maritime, l'infraction peut se régler soit :

a) par voie transactionnelle

Le montant de l'amende appliquée est déterminé à l'intérieur d'une fourchette comprenant un minimum et un maximum prévus par la législation marocaine;

b) par voie judiciaire

Au cas où l'affaire n'a pu être réglée par la procédure transactionnelle, et qu'elle est poursuivie devant une instance judiciaire compétente, l'autorité compétente marocaine fixe une caution bancaire conformément à l'article 110 du dahir du 31 Mars 1919 formant code de commerce maritime. Cette caution est déposée par l'armateur du

navire russe contrevenant auprès d'une banque désignée par les autorités marocaines.

2. La caution bancaire est irrévocable avant l'aboutissement de la procédure judiciaire. Elle est débloquée par l'autorité marocaine compétente dès que la procédure se termine sans condamnation du Capitaine concerné, après déduction des frais d'instance éventuels.

3. De même, en cas de condamnation dont l'amende est inférieure à la caution déposée, le solde restant est débloqué après jugement et déduction faite des frais d'instance éventuels.

4. La libération du navire est obtenue et son équipage est autorisé à quitter le port :

- soit dès l'accomplissement des obligations découlant de la procédure transactionnelles sur présentation du récépissé de règlement ;

- soit dès le dépôt d'une caution bancaire, en attendant l'accomplissement de la procédure judiciaire, sur présentation d'une attestation de dépôt de caution.

Dahir n° 1-17-24 du 21 rejeb 1441 (16 mars 2020) portant publication de l'Accord de coopération dans les domaines de la protection de l'environnement et de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, fait à Moscou le 15 mars 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord de coopération dans les domaines de la protection de l'environnement et de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, fait à Moscou le 15 mars 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord de coopération dans les domaines de la protection de l'environnement et de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, fait à Moscou le 15 mars 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie.

Fait à Casablanca, le 21 rejeb 1441 (16 mars 2020).

Pour contreséing :

Le Chef du gouvernement,

SAAD DINE EL OTMANI.

*

* *

**Accord de coopération entre le gouvernement du Royaume du Maroc
et le gouvernement de la Fédération de Russie
dans les domaines de la protection de l'environnement
et de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles**

Le Gouvernement du Royaume du Maroc

et

le Gouvernement de la Fédération de Russie,

Ci-après dénommés, les « **Parties** »,

Désirant renforcer, développer et diversifier les relations entre les deux pays,

Tenant compte de l'importance de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et de la protection de l'environnement pour le développement durable et la prospérité des générations présentes et futures,

Etant persuadés que la coopération entre les Parties dans le domaine de la protection de l'environnement et de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles est mutuellement avantageuse et contribue au renforcement de l'amitié entre les deux pays,

Tenant compte de la nécessité du développement de la coopération technique pour la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles,

En suivant les principes et les recommandations adoptés par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement - Rio+20 (Rio de Janeiro, 2012) et par le Sommet Mondial sur développement durable (Johannesburg, 2002),

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Les Parties s'engagent à renforcer et à développer la coopération dans le domaine de la protection de l'environnement et de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, sur la base des principes de l'égalité de droits, de l'équité, de respect de la souveraineté et d'avantages mutuels, conformément aux législations et aux engagements internationaux de leurs Etats ainsi qu'aux dispositions du présent Accord.

Article 2

Conformément au présent Accord, les Parties coopèrent dans les domaines suivants :

1. Etude de l'impact des changements climatiques sur les ressources naturelles ;
2. Utilisation rationnelle des ressources en eau ;
3. Gestion des déchets ;
4. Technologies de traitement des photos cosmiques et aériennes dans le but de la recherche des eaux souterraines et de l'évaluation de l'érosion des côtes ;
5. Etude et évaluation de la qualité des ressources en eau superficielles ;
6. Système de prévention des catastrophes naturelles et accidentelles ;
7. Technologies de remise en l'état de l'environnement ;
8. Système de gouvernance environnementale ;
9. Changements climatiques et sources d'énergies renouvelables ;
10. Maintien de la diversité biologique ;
11. Protection des mers et maintien de leur diversité biologique ;
12. Protection de l'atmosphère, des eaux et des sols contre la pollution ;
13. Evaluation, contrôle, prévention et élimination des effets de la pollution de l'atmosphère ;
14. Développement et utilisation des systèmes informatiques dans le domaine de la protection de l'environnement ;
15. Prévention et lutte contre les effets négatifs sur l'environnement des technologies des organismes génétiquement modifiés (OGM) ;
16. Surveillance de l'état de l'environnement.

Les Parties peuvent également convenir de coopérer dans d'autres domaines identifiés lors de la réalisation du présent Accord.

Article 3

La coopération entre les Parties, dans le cadre du présent Accord, revêt les formes suivantes :

- Echange d'informations sur les programmes réalisés par les deux Parties dans le domaine de la protection de l'environnement et de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, et l'échange de publications scientifiques et techniques ;
- Echange de visites d'experts et de spécialistes des autorités compétentes des Parties en vue de permettre l'échange d'expertises et d'expériences et d'assurer le transfert des nouvelles technologies;
- Organisation par les Parties des réunions et des séminaires sur les sujets d'intérêts communs, avec la participation d'experts des Etats des Parties;
- La mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités dans les domaines spécifiés dans l'article 2 du présent Accord ;
- La fourniture d'une assistance technique à la Partie qui le souhaite sous forme de programmes communs ;
- D'autres formes de coopération convenues par les Parties lors de la mise en œuvre du présent Accord.

Article 4

Les Parties confient la mise en œuvre du présent Accord aux autorités compétentes suivantes :
Pour la Partie Marocaine- au Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement du Royaume du Maroc.
Pour la Partie Russe- au Ministère des ressources naturelles et de l'Ecologie de la Fédération de Russie.

Les autorités compétentes facilitent le développement des contacts nécessaires avec d'autres ministères et institutions de leurs Etats dans le cadre de la mise en œuvre du présent Accord.

Les Parties s'informent mutuellement, par voie diplomatique, des changements au niveau de la désignation d'autres autorités compétentes.

Article 5

Les Parties contribuent à la mise en œuvre des dispositions du présent Accord en élaborant des programmes et/ou des projets dans les domaines énumérés dans l'article 2 du présent Accord.

Les Parties conviennent, au cas par cas, des procédures de réalisation des programmes et projets dans le cadre du présent Accord.

Article 6

Dans le but de l'évaluation et du suivi de la mise en œuvre des dispositions du présent Accord, les Parties créent un Groupe de travail pour la coopération dans le domaine de la protection de l'environnement et de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. Les Parties s'informent mutuellement, par voie diplomatique, des co-présidents du Groupe de travail qu'elles désigneront.

Le Groupe de travail établit un plan d'action trisannuel des actions à réaliser selon les priorités des deux Parties.

Les réunions du Groupe de travail auront lieu une fois par an alternativement au Royaume du Maroc et en Fédération de Russie.

Article 7

Chacune des Parties prendra en charge les frais liés au déplacement de ses représentants pour la participation aux réunions du Groupe de travail prévu dans l'article 6 du présent Accord.

La Partie hôte prendra à sa charge les frais liés à l'organisation et à la tenue des réunions du Groupe de travail.

Article 8

Le présent Accord de Coopération n'affecte pas les droits et les engagements des Parties dans d'autres accords internationaux auxquels leurs Etats prennent part.

Article 9

Tout différend relatif à l'interprétation ou à la mise en œuvre du présent Accord sera réglé par voie de pourparlers ou de consultations entre les Parties.

Article 10

Les informations obtenues lors de la réalisation des activités conjointes dans le cadre du présent Accord ne peuvent être transmises à une partie tierce, sauf si les Parties conviennent autrement par écrit.

Article 11

Le présent Accord est susceptible de modifications, convenues d'un commun accord entre les Parties, qui prennent la forme de procès-verbaux entrant en vigueur dans l'ordre prévu dans l'article 12 du présent Accord.

Article 12

Le présent Accord entre en vigueur à partir de la date de réception par voie diplomatique de la dernière notification écrite confirmant l'accomplissement par les Parties des procédures internes nécessaires pour son entrée en vigueur.

Le présent Accord est conclu pour une période de cinq ans et est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes similaires, sauf si l'une des Parties notifie à l'autre Partie, par voie diplomatique et avec un préavis de six mois avant l'expiration de la période de validité en cours, sa décision de non renouvellement.

La dénonciation du présent Accord n'affectera pas la réalisation des programmes et/ou projets en cours d'exécution dans le cadre du présent Accord, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.

Fait à Moscou, le 15 mars 2016, en deux exemplaires, chacun en langues arabe, russe et française. Tous les textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte français prévaudra.

Pour
le Gouvernement du Royaume
du Maroc

Pour
le Gouvernement de la Fédération
de Russie

Dahir n° 1-18-36 du 21 regeb 1441 (16 mars 2020) portant publication de la Convention d'extradition, faite à Moscou le 15 mars 2016 entre le Royaume du Maroc et la Fédération de Russie

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention d'extradition, faite à Moscou le 15 mars 2016 entre le Royaume du Maroc et la Fédération de Russie ;

Vu la loi n° 28-16 portant approbation de la Convention précitée et promulguée par le dahir n° 1-18-03 du 28 jourmada I 1439 (15 février 2018) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de la Convention précitée,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention d'extradition, faite à Moscou le 15 mars 2016 entre le Royaume du Maroc et la Fédération de Russie.

Fait à Casablanca, le 21 regeb 1441 (16 mars 2020).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

SAAD DINE EL OTMANI.

*

* *

**Convention d'extradition entre
le Royaume du Maroc et la Fédération de Russie**

Le **Royaume du Maroc**

et

la **Fédération de Russie**,

Ci-après dénommés les « **Parties** » ;

Désireux d'instaurer une coopération judiciaire plus étroite dans le domaine de l'extradition;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

OBLIGATION D'EXTRADER

Chacune des deux Parties s'engage réciproquement à extraditer à l'autre Partie, lorsqu'une demande en est faite, conformément aux dispositions et conditions prévues dans la présente Convention, la personne se trouvant sur son territoire, poursuivie pour une infraction pénale ou recherchée aux fins d'exécution d'une peine privative de liberté sur le territoire de l'autre Partie.

Article 2

FAITS DONNANT LIEU A L'EXTRADITION

1. Donneront lieu à l'extradition les faits reconnus comme constituant des infractions pénales selon les législations des deux Parties indépendamment de la différence de la terminologie utilisée et qui sont punis d'une peine privative de liberté d'au moins une année. Quand une demande d'extradition est faite aux fins d'exécution d'une ou plusieurs peines, la durée de la peine qui reste à subir, même si c'est une sanction commune, doit être supérieure à six mois.

2. Si la demande d'extradition vise plusieurs faits distincts punissables selon la législation des deux Parties d'une peine privative de liberté, mais dont certains ne remplissent pas la condition du paragraphe 1 du présent article relative à la durée de la peine, la Partie requise peut également accorder l'extradition pour ces derniers.

3. En matière de taxes et impôts, de douane et de change, l'extradition sera accordée, conformément aux dispositions de la présente Convention, pour les faits qui, selon la législation de la Partie requise, constituent des crimes. Dans ce cas l'extradition ne pourra être refusée pour le motif que la législation de la Partie requise n'impose pas le même type de taxes ou d'impôts, ou ne contient pas le même type de réglementation de taxes et d'impôts; de douane et de change que la législation de la Partie requérante.

Article 3 **REFUS D'EXTRADITION**

1. L'extradition n'est pas accordée si:

a/ la personne dont l'extradition est demandée est un citoyen de la Partie requise;

b/ la personne pour laquelle une demande d'extradition a été présentée et qui a été définitivement jugée pour la même infraction sur le territoire de la Partie requise;

c/ selon la législation en vigueur des deux Parties, la poursuite pénale ou l'exécution de la peine n'est plus valable pour des raisons de prescription;

d/ si une amnestie ou grâce est intervenue dans la Partie requise conformément à sa législation au bénéfice de la personne qui a commis l'infraction objet de la demande d'extradition et que la Partie requise avait la compétence pour poursuivre cette personne;

e/ la personne, dont l'extradition est demandée a été ou sera jugée par une juridiction d'exception dans la Partie requérante; s'il existe des raisons sérieuses de croire que les garanties minimales pour la protection des droits de la défense n'étaient ou ne seraient pas assurées conformément au pacte international relatif aux droits civils et politiques en date du 16 décembre 1966;

f/ l'infraction pour laquelle est demandée l'extradition est considérée comme une infraction politique.

Pour l'application de la présente Convention, les Parties ne considèrent pas comme des infractions politiques:

- l'attentat à la vie du chef d'Etat ou d'un membre de sa famille;
- les infractions graves qui portent atteinte à la vie, l'intégrité corporelle ou la liberté des personnes ayant droit à une protection internationale y compris les agents diplomatiques;
- les infractions comportant l'enlèvement, la prise d'otage ou la séquestration arbitraire;
- les infractions prévues par les conventions internationales multilatérales dont les deux Parties sont membres;

g/ la Partie requise a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition concerne une infraction présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne pour des considérations de race, de religion, de nationalité ou d'opinions politiques ou que la situation de cette personne risque d'être aggravée pour l'une ou l'autre de ces raisons.

2. L'extradition peut ne pas être accordée si:

- a/ le fait pour lequel l'extradition demandée est perpétrée entièrement ou partiellement sur le territoire de la Partie requise;
- b/ l'infraction pour laquelle l'extradition demandée est perpétrée hors du territoire de la Partie requise et la législation de cette Partie ne prévoit pas une sanction pour une telle infraction lorsqu'elle est commise hors de son propre territoire ou ne permet pas l'extradition pour cette infraction;
- c/ le jugement pénal est rendu en l'absence de la personne réclamée pour l'extradition sauf si la Partie requérante s'engage de mener une nouvelle poursuite avec la participation de l'auteur de l'infraction sur la demande de celui-ci;
- d/ la personne pour laquelle une demande d'extradition a été faite, est poursuivie pour les mêmes faits sur le territoire de la Partie requise;
- e/ la Partie requise considère que l'extradition peut porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité, à son ordre public ou à ses autres intérêts importants.

Article 4 **PEINE CAPITALE**

Si les faits pour lesquels est demandée l'extradition sont punis selon la législation de la Partie requérante par la peine capitale, et que dans ce cas, cette peine n'est pas prévue par la législation de la Partie requise ou n'y est généralement pas exécutée, l'extradition ne pourra être accordée qu'à condition que la Partie requérante donne des garanties jugées suffisantes par la Partie requise, que la peine capitale ne sera pas exécutée.

A défaut de ces garanties dans la législation de la Partie requérante, cette dernière substitue en cas d'extradition de plein droit la peine capitale par la reclusion à perpétuité, et si cette peine n'existe pas, elle sera remplacée par la peine maximale prévue par la législation de cette Partie.

Article 5

EXERCICE DES POURSUITES PÉNALES SUR LE TERRITOIRE DE LA PARTIE REQUISE

1. Lors du refus d'extradition dans les cas visés à l'article 3, paragraphe 1, alinéa."a" et paragraphe 2 alinéa."a", la Partie requise, sur demande de l'autre Partie, transmet les documents procédurales aux autorités compétentes pour l'exercice des poursuites pénales. Dans ce but, la Partie requérante transmet les documents procédurales, et autres nécessaires pour le procès et les objets relatifs à l'infraction, dont elle dispose.

Les droits de la Partie requérante ou des tiers sur les objets transmis sont conservés. Si de tels droits existent, les objets seront une fois le procès terminé, restitués gratuitement dans les meilleurs délais à la Partie requérante.

2. La Partie requise communique à l'autre Partie les résultats des poursuites pénales exercées .

Article 6

REGLE DE SPECIALITE

1. La personne qui aurait été extradée ne sera ni poursuivie, ni jugée, ni détenue en vue de l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté, ni soumise à toute autre restriction de sa liberté individuelle, pour un fait quelconque antérieur à la remise, autre que celui ayant motivé l'extradition, sauf dans les cas suivants :

a) lorsque la Partie qui l'a extradée y consent. Une demande sera présentée à cet effet, accompagnée des pièces prévues à l'article 7 et d'un procès-verbal judiciaire consignait les déclarations de l'extradé. Ce consentement sera présenté lorsque l'infraction pour laquelle il est demandé, entraîne elle-même la base d'extrader aux termes de la présente Convention ;

b) lorsque, ayant eu la possibilité de le faire, la personne extradée n'a pas quitté volontairement dans les quarante-cinq jours qui suivent sa libération, le territoire de la Partie requérante ou si elle y est retournée après l'avoir quitté.

2. Lorsque la qualification des faits pour lesquels la personne a été extradée, change au cours de la procédure, l'individu réclamé sera susceptible d'être poursuivie ou condamnée si la nouvelle qualification est conforme aux conditions d'extradition.

3. Sauf dans le cas prévu au paragraphe 1, alinéa. "b" du présent article, l'accord de la Partie requise sera nécessaire pour permettre à la Partie requérante d'extrader aux tiers la personne qui lui aura été remise et qui serait recherchée par des tiers pour des infractions antérieures à la remise.

Article 7

LA DEMANDE D'EXTRADITION ET DOCUMENTS ANNEXES

La demande d'extradition doit être formulée par écrit et accompagnée de:

a/ l'original ou la copie légalisée soit d'une décision de condamnation exécutoire, soit d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, délivré dans les formes prescrites par la loi de la Partie requérante ;

b/ une description des infractions qui se rapportent à l'extradition, en indiquant le temps et la place où elles ont été commises, ainsi que leur qualification légale;

c/ le texte légalisé des dispositions législatives applicables, ainsi que les dispositions concernant la prescription;

d/ le signalement aussi précis que possible de la personne dont l'extradition est demandée, ainsi que sa nationalité et toute autre information dont la Partie requérante dispose et qui sont nécessaires à son identification;

e/ une déclaration relative au reliquat de la peine restante à exécuter.

Article 8

ARRESTATION PROVISOIRE

1. Si une des Parties demande une arrestation provisoire d'une personne qu'elle envisage de demander, l'autre Partie peut détenir cette personne ou bien appliquer toute mesure restrictive de liberté selon sa législation.

2. La demande pour une arrestation provisoire doit contenir les données du mandat d'arrêt ou de tout autre document concernant la restriction de la liberté ou bien le jugement définitif de la personne objet de la demande d'arrestation provisoire, la déclaration d'une demande d'extradition sera formulée; l'exposé des faits tout en indiquant la date et le lieu de l'infraction, la qualification de la peine qui reste à subir, ainsi que les renseignements pour l'identification de la personne et de sa nationalité.

3. La Partie requise communique à l'autre Partie la suite donnée à sa demande, en indiquant le cas échéant la date de l'arrestation provisoire ou de l'application d'autres mesures restrictives de liberté contre la personne.

4. Si la demande d'extradition et les documents prévus à l'article 7 de la présente Convention ne sont pas reçus par la Partie requise soixante jours après la date visée au paragraphe 3 du présent article, l'arrestation provisoire de la personne ou les autres mesures restrictives de liberté prennent fin. Ceci ne fait pas obstacle à une nouvelle arrestation provisoire ou à l'application d'autres mesures restrictives de liberté aux fins d'extradition, si la demande d'extradition parvient ultérieurement aux délais cités ci-dessus.

Article 9

COMPLEMENT D'INFORMATIONS

Si les informations communiquées par la Partie requérante se révèlent insuffisantes pour permettre à la Partie requise de prendre une décision en application de la présente Convention, cette dernière demandera le complément d'informations nécessaires et pourra fixer un délai pour l'obtention de ces informations. Ce délai peut être prolongé par la Partie requise suite à une demande fondée.

Article 10

DECISION D'EXTRADITION ET REMISE DE L'EXTRADÉ

1. La Partie requise informe la Partie requérante, dans les plus brefs délais, de la suite donnée à la demande d'extradition. Le refus, même partiel, doit être motivé.

2. Quand l'extradition est accordée, la Partie requise informe la Partie requérante du lieu et de la date de la remise de l'extradé, tout en indiquant les mesures restrictives subies aux fins d'extradition.

3. Le délai de la remise de l'extradé est trente jours après la date visée au paragraphe 2 du présent article. Ce délai peut être prolongé par la Partie requise de vingt jours suite à une demande fondée.

4. L'accord de l'extradition perd sa force, si dans le délai défini la Partie requérante ne reçoit pas l'extradé. Dans ce cas, la personne est libérée et la Partie requise peut par la suite refuser son extradition pour le ou les mêmes faits.

*Article 11***REMISE AJOURNEE OU TEMPORAIRE**

1. Si la personne dont l'extradition demandée est poursuivie pénalement ou bien purge une peine infligée pour un ou des faits autres que ceux objet de l'extradition sur le territoire de la Partie requise, cette dernière doit prendre promptement sa décision, indépendamment du ou des faits sus-cités, et informer la Partie requérante.

2. Dans le cas d'accord de l'extradition, la Partie requise peut ajourner l'extradition jusqu'à ce que la procédure soit terminée et jusqu'à ce que la personne purge sa peine ou sera libérée.

Sur demande de l'autre Partie, la Partie requise peut extradier temporairement la personne dans les conditions et de la façon dont les deux Parties sont convenues. La personne extradée est gardée en détention lors de son séjour sur le territoire de la Partie requérante et remise à la Partie requise dans le délai prévu.

*Article 12***REMISE D'OBJETS**

1. Selon sa législation la Partie requise saisie les objets susceptibles de faire preuves et sur lesquels ou avec l'aide desquels l'infraction a été commise et les remet à la Partie requérante lors de l'extradition.

2. Cette remise pourra être effectuée même si l'extradition ne peut s'accomplir par suite de l'évasion ou de la mort de la personne réclamée.

3. La Partie requise peut retenir les objets décrits au paragraphe 1 du présent article, pour le temps qui lui est nécessaire pour l'exercice des poursuites pénales ou les transmettre temporairement, sous condition qu'ils lui seront restitués.

4. Les droits de la Partie requise ou des tiers sur les objets remis sont conservés. Si de tels droits existent, les objets seront, une fois le procès terminé, restitués gratuitement dans les meilleurs délais à la Partie requise.

*Article 13***CONCOURS DES DEMANDES D'EXTRADITION**

Si l'extradition est demandée concurremment par la Partie requérante et par des tiers, soit pour le même fait, soit pour des faits différents, la Partie requise prend sa décision d'extradition en considérant toutes circonstances et notamment la gravité relative et le lieu des infractions, les dates respectives de réception des demandes, la nationalité de la personne réclamée, et la possibilité d'une réextradition.

*Article 14***INFORMATION SUR LA DECISION DE POURSUITES
PENALES**

La Partie, dont la demande d'extradition a été satisfaite afin d'exercer des poursuites pénales, doit communiquer sur demande de l'autre Partie, la décision rendue en la matière par l'autorité compétente.

*Article 15***TRANSIT**

1. Chaque Partie sur demande de l'autre Partie accorde le transit à travers son territoire d'une personne extradée par un Etat tiers afin que cette personne soit remise sur le territoire de l'autre Partie.

2. Les dispositions de l'article 7 de la présente Convention s'appliquent aux demandes de transit. Le transit peut être refusé pour les mêmes motifs que ceux prévus dans la présente Convention pour la demande d'extradition.

3. La demande de transit n'est pas exigée dans le cas où la voie aérienne sans atterrissage serait utilisée. Toutefois la Partie dont le territoire sera survolé doit être avisée par l'autre Partie pour le transit, en exposant l'identité de la personne, ainsi qu'un exposé des faits, la qualification légale et la durée de la sanction infligée et les éléments relatifs à l'arrestation ou ceux de la décision de condamnation exécutoire de privation de liberté.

Dans le cas d'un atterrissage fortuit, la notification d'emploi de la voie aérienne produira les mêmes effets que la demande d'arrestation provisoire visée à l'article 8 de la présente Convention et la Partie requérante adressera immédiatement une demande régulière de transit.

*Article 16***MODE DE COMMUNICATION**

1. Les communications entre les deux Parties aux fins de la présente Convention s'effectuent par voie diplomatique.

En cas d'urgence, lesdites communications peuvent être transmises directement entre les autorités centrales des deux Parties.

2. Les Parties désignent comme autorité centrale chargée d'exercer les fonctions prévues dans la présente Convention:

- Pour le Royaume du Maroc : le Ministère de la Justice et des libertés du Royaume du Maroc – Direction des Affaires Pénales et des Grâces.

- Pour la Fédération de Russie : le Parquet Général de la Fédération de Russie.

3. Les Parties s'informent mutuellement par voie diplomatique, lorsqu'un changement intervient dans la désignation de l'autorité centrale.

*Article 17***LANGUES**

La demande d'extradition et les documents y afférents sont rédigés dans la langue de la Partie requérante, accompagnés d'une traduction certifiée dans la langue de la Partie requise ou dans la langue française.

*Article 18***DISPENSE DE LEGALISATION**

Les actes et les documents qui sont transmis en original ou en copie certifiée conformément à la présente Convention sont dispensés de légalisation ou de toute formalité analogue.

*Article 19***FRAIS**

Les frais occasionnés par l'extradition sur le territoire de la Partie requise seront à la charge de cette Partie. Les frais occasionnés par le transport, l'escorte et le transit de la personne extradée sont à la charge de la Partie requérante.

Article 20
APPLICATION DANS LE TEMPS

La présente Convention s'appliquera aux demandes d'extradition relatives aux faits accomplis soit avant ou après son entrée en vigueur.

Article 21
DISPOSITIONS FINALES

1. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée.
2. Chaque Partie notifie par écrit à l'autre Partie aussitôt que possible par voie diplomatique, l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur de la présente Convention.
3. La présente Convention entrera en vigueur 90 jours après la date de la réception de la dernière notification.
4. Chacune des deux Parties peut dénoncer la présente Convention à travers une notification écrite adressée par voie diplomatique à l'autre Partie. La dénonciation prendra effet six mois après la date de sa réception.
5. La cessation de la présente Convention n'empêche pas de donner suite aux demandes d'extradition reçues avant la date de celle-ci.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Moscou, le 15 mars 2016, en double exemplaire, en langues arabe, russe et française, les trois textes faisant également foi. En cas de divergences dans l'interprétation le texte en langue française prévaudra.

Pour
le Royaume du Maroc

Pour
la Fédération de Russie

Dahir n° 1-17-85 du 21 rejab 1441 (16 mars 2020) portant publication de l'Accord fait à Kigali le 19 octobre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Rwanda sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord fait à Kigali le 19 octobre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Rwanda sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements ;

Vu la loi n° 07-17 portant approbation de l'Accord précité et promulgué par le dahir n° 1-17-32 du 8 hijra 1438 (30 août 2017) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à Kigali le 19 octobre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Rwanda sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements.

Fait à Casablanca, le 21 rejab 1441 (16 mars 2020).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

SAAD DINE EL OTMANI.

2. ويبقى هذا الاتفاق ساري المفعول لمدة عشر (10) سنوات. ويظل بعد ذلك ساري المفعول لمدة متتالية من عشر (10) سنوات ما لم يتم إنهاؤه عن طريق إشعار كتابي لأحد الطرفين المتعاقدين ستة (06) أشهر على الأقل قبل تاريخ انتهاء مدة صلاحيته السارية.

3. يمكن لأي من الطرفين المتعاقدين في أي وقت أن يشعر الطرف المتعاقد الآخر بنيتة في تعديل هذا الاتفاق لكن ليس قبل مرور خمس (5) سنوات من دخوله حيز التنفيذ، وذلك بواسطة إشعار كتابي موجه عبر القنوات الدبلوماسية ستة (6) أشهر سلفاً. يعدل الاتفاق بعد موافقة كلا الطرفين المتعاقدين. ويدخل التعديل حيز التنفيذ وفقاً لمقتضيات الفقرة 1 من هذه المادة. وإذا تعذرت الموافقة، يحق للطرف المتعاقد المعني بالأمر أن يلغي الاتفاق. وفي هذه الحالة، يعتبر الاتفاق منهيماً.

4. فيما يتعلق بالاستثمارات المنجزة قبل تاريخ إنهاء هذا الاتفاق، فإن مقتضيات هذا الاتفاق تظل سارية المفعول لمدة خمس (5) سنوات ابتداءً من تاريخ إنهائه.

وإثباتاً لما تقدم، قام الموقعان أدناه، للمخول لهما ذلك من طرف حكومتيهما، بتوقيع هذا الاتفاق.

وحرر بكيفالي بتاريخ 19 أكتوبر 2016، في نظيرين أصليين باللغتين العربية والإنجليزية وللنصوص نفس الحجية. وفي حالة الاختلاف في التؤول يرجح النص الإنجليزي.

عن
حكومة جمهورية رواندا

عن
حكومة المملكة المغربية

فرانسيس كاتاري
الرئيس المدير العام لهيئة رواندا للتنمية

محمد بوسعيد
وزير الاقتصاد والمالية

3. تتشكل هيئة التحكيم هذه على النحو التالي: يعين كل طرف متعاقد محكما ويعين المحكمان معا محكما ثالثا، يكون من رعايا دولة ثالثة، ويعين كرئيس لهيئة التحكيم. يعين المحكمان في ظرف ثلاثة (03) أشهر ويعين الرئيس في ظرف خمسة (05) أشهر، ابتداء من تاريخ إبلاغ أحد الطرفين المتعاقدين الطرف المتعاقد الآخر بنيته في عرض النزاع على هيئة تحكيم.

4. إذا لم تحترم الأجال المحددة في الفقرة 3 أعلاه يدعو أحد الطرفين المتعاقدين رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات الضرورية. وإذا كان رئيس محكمة العدل الدولية يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حال حائل دون ممارسته لهذه المهمة، يدعى نائب رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات الضرورية، وإذا كان نائب الرئيس يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حال عائق دون ممارسته لمهمته، يدعى العضو الأكثر أقدمية في محكمة العدل الدولية، الذي لا ينتمي لرعايا أحد الطرفين المتعاقدين، ليقيم بالتعيينات المذكورة.

5. تتخذ محكمة التحكيم قراراتها على أساس مقتضيات هذا الاتفاق وقواعد ومبادئ القانون الدولي. وتتخذ محكمة التحكيم قراراتها بأغلبية الأصوات. تكون القرارات نهائية وملزمة لكلا الطرفين المتعاقدين.

6. تحدد محكمة التحكيم المساطر الخاصة بها.

7. يتحمل كل طرف متعاقد مصاريف حكمه وتمثيله في مسطرة التحكيم، أما مصاريف الرئيس وباقي المصاريف فتقسم مناصفة بين الطرفين المتعاقدين.

المادة 10

تطبيق الاتفاق

يشمل هذا الاتفاق جميع الاستثمارات المنجزة قبل وبعد دخوله حيز التنفيذ من طرف مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر طبقا لقوانين وأنظمة هذا الأخير. غير أن هذا الاتفاق لا يطبق على النزاعات والمطالبات التي قد تنشأ قبل دخوله حيز التنفيذ.

المادة 11

الدخول حيز التنفيذ ومدة الصلاحية و الإنهاء

1. يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ بعد إشعار الطرفين المتعاقدين بعضهما البعض كتابيا باستكمال مساطرها الدستورية المطلوبة من أجل دخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ. ويدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ ثلاثين (30) يوما ابتداء من تاريخ التوصل بأخر إشعار.

المادة 8

تسوية النزاعات بين أحد الطرفين المتعاقدين
و مستثمر الطرف المتعاقد الآخر

1. إن أي نزاع متعلق بالاستثمار ينشأ بين طرف متعاقد وأحد مستثمري الطرف المتعاقد الآخر بخصوص ادعاء بخرق مقتضى أو أكثر من هذا الاتفاق، تتم تسويته، بقدر الإمكان، بطريقة ودبة، عبر مشاورات ومفاوضات بين طرفي النزاع.
2. وإذا تعذرت تسوية هذا النزاع في غضون ستة (6) أشهر ابتداء من تاريخ طلب التسوية، يعرض النزاع، حسب اختيار المستثمر على:
 - أ) محكمة مختصة للطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه؛ أو
 - ب) لتحكيم المركز الدولي لتسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمارات الذي أنشئ بموجب الاتفاقية المتعلقة بتسوية النزاعات الخاصة بالاستثمارات بين الدول ورعايا دول أخرى، المفتوحة للتوقيع بواشنطن في 18 مارس 1965؛ أو
 - ج) هيئة تحكيم خاصة تنشأ لهذا الغرض طبقاً لقواعد التحكيم للجنة الأمم المتحدة للقانون التجاري الدولي (الأونسيترال).
- في حالة ما اختار المستثمر عرض النزاع للتحكيم كما هو منصوص عليه في الفقرتين الفرعيتين "ب" و "ج" أعلاه، يكون هذا الاختيار لا رجعة فيه بالنسبة للمستثمر.
3. لا يمكن لأي من الطرفين المتعاقدين، الذي هو طرف في نزاع، أن يثير اعتراضاً، في أية مرحلة من مراحل مسطرة التحكيم أو تنفيذ قرار التحكيم، بحجة أن المستثمر، والذي هو الطرف المعارض في النزاع، قد تلقى تعويضاً يغطي كلياً أو جزئياً خسائره بموجب بوليصة تأمين.
4. تصدر هيئة التحكيم قراراتها استناداً إلى القوانين الوطنية للطرف المتعاقد، الذي هو طرف في النزاع، والذي أنجز الاستثمار فوق ترابه، بما في ذلك القواعد المتعلقة بتنازع القوانين، ومقتضيات هذا الاتفاق وكذا قواعد ومبادئ القانون الدولي المتعارف عليها دولياً.
5. تعتبر قرارات التحكيم نهائية وملزمة لكلا طرفي النزاع. ويلتزم كل طرف متعاقد بتنفيذ هذه القرارات طبقاً لقوانينه وأنظمتها الوطنية.

المادة 9

تسوية النزاعات بين الطرفين المتعاقدين

1. تتم تسوية أي خلاف ينشأ بين الطرفين المتعاقدين يتعلق بتأويل أو تطبيق هذا الاتفاق، بقدر الإمكان، بين الطرفين المتعاقدين عبر القنوات الدبلوماسية.
2. إذا تعذر حل هذا الخلاف في غضون ستة (06) أشهر من تاريخ بدء المفاوضات، يعرض على هيئة خاصة للتحكيم بناء على طلب أحد الطرفين المتعاقدين.

ز) الرواتب والأجور الأخرى العائدة لرعايا أحد الطرفين المتعاقدين والمسموح لهم بالعمل فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر في إطار استثمار ما.

2. تتم التحويلات المشار إليها في الفقرة 1 من هذه المادة بسعر الصرف المعمول به في تاريخ التحويل وبمقتضى أنظمة الصرف الجاري بها العمل فوق تراب الطرف المتعاقد الذي أنجز فيه الاستثمار.

3. بصرف النظر عن الفقرتين 1 و 2 أعلاه، يجوز لكلا الطرفين المتعاقدين، بناءً على أسس غير تمييزية، اعتماد أو المحافظة على تدابير تتعلق بتحويل رأس المال والأداءات:

أ) في حالة ما إذا كان ميزان الأداءات والوضعية المالية الخارجية يواجهان صعوبات خطيرة أو مهددين بمواجهتها؛

ب) أو في الحالات التي، في ظروف استثنائية، تسبب تحركات الرساميل أو تهدد بخلق صعوبات خطيرة في تدبير الاقتصاد الكلي، وخاصة فيما يتعلق بسياسات النقد وأسعار الصرف؛

ج) أو لحماية حقوق الدائنين.

4. إن الإجراءات المشار إليها في الفقرة 3 من هذه المادة يجب أن:

أ) لا تتجاوز ما هو ضروري للتعامل مع الظروف المنصوص عليها في الفقرة 3 من هذه المادة؛

ب) تكون مؤقتة ويتم إلغاؤها في أقرب وقت تسمح به الظروف؛ و

ج) تبلغ في حينها للطرف المتعاقد الآخر.

المادة 7

الطول محل المستثمر

1. إذا تم دفع تعويضات لمستثمري أحد الطرفين المتعاقدين بموجب ضمان قانوني أو تعاقدي ضد المخاطر غير التجارية المتعلقة بالاستثمارات، فإن الطرف المتعاقد الآخر يعترف للمؤمن بالطول محل المستثمر في حقوقه المعوض عليها.

2. طبقاً للضمان الممنوح للاستثمار المعني، يجوز للمؤمن ممارسة جميع الحقوق التي كان سيمارسها المستثمر لو لم يحل المؤمن محله.

3. لا يجب أن تتجاوز الحقوق أو المطالبات المعنية بالطول الحقوق أو المطالبات الأصلية للمستثمر.

4. يطبق طول حقوق والتزامات المستثمر المعوض على تحويل الأداءات المنجزة وفقاً للمادة 6 من هذا الاتفاق.

5. إن أي نزاع ينشأ بين طرف متعاقد ومؤمن استثمار الطرف المتعاقد الآخر تتم تسويته طبقاً لمقتضيات المادة 8 من هذا الاتفاق.

2. يعادل مبلغ هذا التعويض القيمة السوقية العادلة للاستثمار منزوع الملكية مباشرة قبل نزع الملكية الفعلي أو قبل أن يتم إعلان نزع الملكية للعموم باعتبار أيهما أسبق.
3. يجب أن يؤدي هذا التعويض دون تأخير غير مبرر ويجب أن يكون قابلاً للتحويل بحرية. وفي حالة التأخر في الأداء، يشمل هذا التعويض فوائد بسعر السوق اعتباراً من تاريخ استحقاق التعويض طبقاً للتشريع الوطني إلى غاية تاريخ الأداء.

المادة 5

التعويض عن الخسائر

1. يحظى مستثمرو أحد الطرفين المتعاقدين الذين لحقت باستثماراتهم، فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، أضرار أو خسائر ناجمة عن حرب أو أي نزاع مسلح آخر أو ثورة أو حالة طوارئ وطنية أو شغب أو تمرد أو أحداث مماثلة أخرى من قبل الطرف المتعاقد الآخر، فيما يتعلق بالاسترجاع أو التعويض، المكافأة، أو أي حل آخر، بمعاملة لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها الطرف المتعاقد الأخير لمستثمريه أو لمستثمري أية دولة ثالثة.
2. دون الإخلال بمقتضيات الفقرة 1 من هذه المادة، فإن مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين الذين لحقتهم فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، في إحدى الحالات المشار إليها في تلك الفقرة، خسائر ناتجة عن:
 - (أ) حجز ممتلكاتهم من طرف سلطات الطرف المتعاقد الآخر، أو
 - (ب) تدمير ممتلكاتهم من سلطات الطرف المتعاقد الآخر والذي لم يترتب عن عملية قتال أو لم تدع إليه ضرورة الموقف،
 يستفيدون من تعويض عادل وملائم عن الخسائر التي تكبدها خلال حجز أو نتيجة تدمير ممتلكاتهم. ويجب أن تكون الأضرار الناتجة قابلة للتحويل بحرية ويتم أدائها بدون تأخير غير مبرر وبعملة قابلة للتحويل بحرية ومعترف بها دولياً.

المادة 6

التحويلات

1. يضمن كل طرف متعاقد لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر، بعد أدائهم لواجباتهم الجبائية، حرية تحويل المبالغ المتعلقة باستثماراتهم بعملة قابلة للتحويل. وتشمل هذه المبالغ، على وجه الخصوص لا الحصر:
 - (أ) رأس المال أو مبالغ إضافية تهدف إلى صيانة الاستثمار أو الزيادة فيه؛
 - (ب) المداخل كما تم تعريفها في المادة 1 من هذا الاتفاق؛
 - (ج) المبالغ اللازمة لتسديد القروض المتعلقة بالاستثمار؛
 - (د) العائدات الناتجة عن بيع أو تصفية كلية أو جزئية لاستثمار ما؛
 - (هـ) التعويضات المنصوص عليها في المادتين 4 و5؛
 - (و) المبالغ الناتجة عن تسوية النزاعات، طبقاً للمادة 8؛

4. تتمتع مداخيل الاستثمارات، في حالة إعادة استثمارها طبقاً لقوانين وأنظمة الطرف المتعاقد الذي أنجز فوق ترابه الاستثمار، بنفس الحماية الممنوحة للاستثمار الأصلي.
5. إن الإجراءات التي يجب اتخاذها من طرف كلا الطرفين المتعاقدين لأسباب تتعلق بالأمن العام أو النظام العام أو الصحة العمومية أو حماية البيئة، لا يمكن اعتبارها معاملة "أقل أفضلية" بالمعنى المقصود في هذه المادة.

المادة 3

معاملة الاستثمارات

1. يمنح كل طرف متعاقد فوق ترابه لاستثمارات الطرف المتعاقد الآخر معاملة لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها، في ظروف مشابهة، لاستثمارات مستثمريه أو لاستثمارات أية دولة ثالثة، ويؤخذ بالمعاملة الأكثر أفضلية بالنسبة للمستثمر المعني بالأمر.
2. يوفر كل طرف متعاقد فوق ترابه لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر، فيما يخص إدارة وصيانة واستخدام والتمتع أو تصفية استثماراتهم معاملة لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها، في ظروف مشابهة، لمستثمريه أو لمستثمري دولة ثالثة ويؤخذ بالمعاملة الأكثر أفضلية بالنسبة للمستثمر المعني بالأمر.
3. بغض النظر عن الفقرتين 1 و2 أعلاه، لا تطبق معاملة الدولة الأكثر رعاية فيما يخص حق مستثمر في عرض نزاع ناتج عن هذا الاتفاق على أي مسطرة أخرى من مساطر تسوية النزاعات غير تلك التي نص عليها هذا الاتفاق.
4. لا يمكن تأويل مقتضيات الفقرتين 1 و2 من هذه المادة لإلزام طرف متعاقد على منح مستثمري الطرف المتعاقد الآخر حق الاستفادة من أي معاملة أو تفضيل أو امتياز يمكن لهذا الطرف المتعاقد منحه لمستثمري أي دولة ثالثة بموجب :
- أ- أي اتحاد جمركي أو منطقة تبادل حر أو اتفاقات نقدية أو اتفاقات دولية مشابهة قائمة أو يتم إحداثها مستقبلاً بما في ذلك أي أشكال أخرى للتعاون الاقتصادي الإقليمي والتي يكون أو من المحتمل أن يصبح هذا الطرف المتعاقد طرفاً فيها؛
- ب- أي اتفاق أو توافق دولي في مجال الضرائب.

المادة 4

نزع الملكية والتعويض

1. لا يمكن نزع ملكية أو تأميم أو اتخاذ أي إجراء آخر لنزع الملكية (المشار إليه بعده ب «نزع الملكية») تجاه استثمارات مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين المنجزة فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، إلا إذا كانت هذه الإجراءات من أجل المنفعة العامة، طبقاً لمسطرة منصوص عليها قانوناً وعلى أسس غير تمييزية ومقابل تعويض فوري ومناسب وفعلي.

إن أي تغيير في الشكل القانوني الذي يتم به استثمار الأصول لا يؤثر على طابعها الاستثماري، وفقا لهذا الاتفاق.

2. إن عبارة "مستثمر" تعني كل شخص طبيعي أو معنوي ينتمي لطرف متعاقد والذي يستثمر فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر وفقا لقوانين وأنظمة الطرف المتعاقد الأخير؛

أ) إن عبارة "شخص طبيعي" تعني كل شخص ذاتي يحمل جنسية طرف متعاقد وفقا لقوانينه؛ شريطة أن يعتبر الشخص الذاتي الذي يتمتع بجنسية مزدوجة مواطنا فقط للدولة التي تكون فيها جنسيته سائدة وفعالة؛

ب) إن عبارة "شخص معنوي" تعني أي كيان أنشأ أو أسس فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين وفقا للقوانين والأنظمة المعمول بها لدى هذا الطرف المتعاقد، والذي يوجد مقر أعماله الرئيسي وأنشطته الاقتصادية الفعلية معا فوق تراب هذا الطرف المتعاقد.

يمكن لطرف متعاقد أن يرفض منح امتيازات هذا الاتفاق لاستثمار مملوك أو متحكم فيه من طرف أشخاص لديهم جنسية دولة ليس لها علاقات دبلوماسية مع الطرف المتعاقد الراض والذي أنجز فوق ترابه الاستثمار. هذا الاستثمار لن يستفيد من هذا الاتفاق.

3. إن عبارة "مداخل" تعني المبالغ الناتجة عن الاستثمارات وتتضمن على وجه الخصوص، لا الحصر، الأرباح، الفوائد، الأرباح الموزعة والمستحقات.

4. إن عبارة "تراب" تعني:

أ) بالنسبة للمملكة المغربية: تراب المملكة المغربية، بما فيه أية منطقة بحرية واقعة وراء المياه الإقليمية للمملكة المغربية التي تم تعيينها أو سيتم تعيينها فيما بعد بموجب تشريع المغرب، طبقا للقانون الدولي، كمنطقة يمكن أن تمارس ضمنها المملكة المغربية حقوقها المتعلقة بأعماق البحار وتحت قاع البحر وكذا الموارد الطبيعية.

ب) بالنسبة لجمهورية رواندا عبارة تراب تعني تراب رواندا.

المادة 2

تشجيع وحماية الاستثمارات

1. يتعين على كل طرف متعاقد تشجيع استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر فوق ترابه ويقبل هذه الاستثمارات طبقا لقوانينه وأنظمتها.

يعتبر توسيع، تغيير أو تحويل استثمار أنجز طبقا للقوانين والأنظمة الجاري بها العمل فوق تراب الطرف المتعاقد الذي أنجز فيه الاستثمار بمثابة استثمار جديد.

2. تتمتع الاستثمارات المنجزة من طرف مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، بحماية وأمن كاملين. لمزيد من اليقين، فإن الحماية والأمن الكاملين المتطلبين وفقا لهذه الفقرة يعنيان فقط التزام كل طرف متعاقد بتوفير مستوى حماية الشرطة اللازم للمستثمرين ولاستثماراتهم فوق ترابه ودون أي التزام آخر.

3. لا يحق لأي طرف متعاقد بأي شكل أن يعوق، عن طريق تدابير غير معقولة أو تمييزية، إدارة و صيانة واستخدام والتمتع أو تصفية الاستثمارات المنجزة فوق ترابه من طرف مستثمري الطرف المتعاقد الآخر.

اتفاق
بين
حكومة المملكة المغربية
و
حكومة جمهورية رواندا
بشأن التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية رواندا المشار إليهما فيما يلي بـ "الطرفين المتعاقدين"؛

رغبة منهما في تكثيف التعاون الاقتصادي من أجل المنفعة المتبادلة لكلا الطرفين المتعاقدين، وعزما منهما على خلق والمحافظة على الظروف الملائمة لاستثمارات مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر؛ واعترافا منهما بأن التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات بموجب هذا الاتفاق سيؤديان إلى تحفيز العمل التجاري الفردي وزيادة الازدهار لكلا الطرفين المتعاقدين؛ قد اتفقتا على ما يلي:

المادة الأولى
التعريف

لأغراض هذا الاتفاق:

1. إن عبارة " استثمارات" تعني كل أنواع الأصول المستثمرة من طرف مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر وفقا لقوانين وأنظمة الطرف الأخير وتشمل، على وجه الخصوص، لا الحصر:

(أ) الممتلكات المنقولة وغير المنقولة وكذا كل حقوق الملكية الأخرى كالرهون، والرهون الحيازية والضمانات وحقوق الانتفاع والحقوق المماثلة؛

(ب) الأسهم وأي نوع آخر من المساهمة في الشركات؛

(ج) الديون النقدية أو أي دين آخر بموجب عقد له قيمة اقتصادية باستثناء :

- الديون النقدية التي تنشأ فقط عن العقود التجارية لبيع السلع والخدمات ؛
- وتمديد الدين المرتبط بصفقة تجارية، مثل تمويل التجارة.

(د) حقوق الملكية الفكرية، كما هو معترف بها من طرف المنظمة العالمية للملكية الفكرية بما في ذلك حقوق المؤلف وبراءات الاختراع والعلامات التجارية والأسماء التجارية والتصاميم الصناعية والطرق التقنية وغيرها من الحقوق المشابهة؛

(ه) امتيازات الأعمال الممنوحة بموجب القانون أو بموجب عقد، بما في ذلك الامتيازات المتعلقة بالتنقيب أو استخراج أو استغلال الموارد الطبيعية.

ظهير شريف رقم 1.17.85 صادر في 21 من رجب 1441 (16 مارس 2020) بنشر الاتفاق الموقع بكيغالي في 19 أكتوبر 2016

بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية رواندا بشأن التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماها الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق الموقع بكيغالي في 19 أكتوبر 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية رواندا بشأن التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات :

وعلى القانون رقم 07.17 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.17.32 بتاريخ 8 ذي الحجة 1438 (30 أغسطس 2017) ؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق الموقع بكيغالي في 19 أكتوبر 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية رواندا بشأن التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات.

وحرر بالدار البيضاء في 21 من رجب 1441 (16 مارس 2020).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : سعد الدين العثماني.

*

* *

المادة العشرون التطبيق في الزمن

تطبق هذه الاتفاقية على طلبات التسليم المتعلقة بالأفعال المرتكبة سواء قبل أو بعد دخولها حيز التنفيذ.

المادة الواحدة والعشرون مقتضيات ختامية

1. تبرم هذه الاتفاقية لمدة غير محددة.
2. يشعر كل طرف الطرف الآخر كتابة وفي أقرب الآجال الممكنة عبر الطرق الدبلوماسية بانتهاء الإجراءات الداخلية المتطلبة لدخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ.
3. تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ تسعين يوما بعد تاريخ التوصل بأخر إشعار.
4. يمكن لأحد الطرفين إنهاء العمل بهذه الاتفاقية بواسطة إشعار كتابي موجه عبر الطرق الدبلوماسية للطرف الآخر. ويبدأ سريان هذا الإنهاء بعد ستة أشهر من تاريخ التوصل به.
5. إن انتهاء مفعول هذه الاتفاقية لا يحول دون الاستجابة لطلبات التسليم التي تم التوصل بها قبل تاريخ الانتهاء.

ولهذا الغرض، قام الموقعان أسفله والمأذون لهم بذلك بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

حرر في موسكو بتاريخ 15 مارس 2016 في نظيرين أصليين باللغات العربية والروسية والفرنسية. وللنصوص الثلاثة نفس الحجية القانونية، وفي حالة الاختلاف في التأويل يرجح النص باللغة الفرنسية.

عن
روسيا الاتحادية

عن
المملكة المغربية

هذا الإشعار بيانا لهوية الشخص وعرضا للوقائع وتكييفها القانوني، ومدة العقوبة والمعلومات المتعلقة بالأمر بإلقاء القبض أو قرار الإدانة السالب للحرية.

في حالة الهبوط الاضطراري، فإن الإشعار باستعمال المجال الجوي يرتب نفس آثار طلب الاعتقال المؤقت المنصوص عليه في المادة الثامنة من هذه الاتفاقية، ويقوم الطرف الطالب فوراً بتوجيه طلب قانوني للعبور.

المادة السادسة عشرة طرق الاتصال

1. يتم التواصل بين الطرفين تطبيقاً لهذه الاتفاقية عبر الطرق الدبلوماسية.
- وفي حالة الاستعجال، يمكن التواصل مباشرة بين السلطات المركزية للطرفين.
2. يعين الطرفان كسلطة مركزية مكلفة بممارسة المهام المنصوص عليها في هذه الاتفاقية:
 - بالنسبة لروسيا الاتحادية: مكتب الوكيل العام بروسيا الاتحادية؛
 - بالنسبة للمملكة المغربية: وزارة العدل والحريات بالمملكة المغربية -مديرية الشؤون الجنائية والعفو-.
3. يشعر كل طرف الطرف الآخر بالطرق الدبلوماسية بكل تغيير يطرأ على تعيين السلطة المركزية.

المادة السابعة عشرة اللغات

يحرر طلب التسليم والوثائق المتعلقة به بلغة الطرف الطالب، وترفق بترجمة مصادق عليها بلغة الطرف المطلوب أو باللغة الفرنسية.

المادة الثامنة عشرة الإعفاء من التصديق

تعفى الوثائق التي يتم إرسال أصلها أو نسخة منها مصادق عليها طبقاً لهذه الاتفاقية من التصديق أو أي إجراء مماثل.

المادة التاسعة عشرة المصاريف

يتحمل الطرف المطلوب المصاريف المترتبة عن التسليم فوق إقليمه. ويتحمل الطرف الطالب المصاريف المترتبة عن نقل وحراسة وعبور الشخص المسلم.

2. يمكن تسليم هذه الأشياء حتى ولو تعذر تسليم الشخص المطلوب بسبب فراره أو وفاته.

3. يمكن للطرف المطلوب أن يحتفظ بالأشياء المشار إليها في الفقرة الأولى من هذه المادة طيلة المدة الضرورية لممارسة متابعات جنائية أو تسليمها مؤقتاً، شريطة أن يتم إرجاعها إليه.

4. تبقى حقوق الطرف المطلوب والغير على الأشياء محفوظة. وإذا وجدت هذه الحقوق يتم إرجاع تلك الأشياء مجاناً إلى الطرف المطلوب عند انتهاء المحاكمة في أقرب الآجال.

المادة الثالثة عشر تعدد طلبات التسليم

إذا قدم طلب التسليم في آن واحد من قبل الطرف الطالب وأطراف أخرى، سواء من أجل نفس الفعل أو من أجل أفعال مختلفة، فإن الطرف المطلوب يتخذ قراره بالتسليم مع أخذه في الاعتبار كل الظروف، وخاصة منها تلك المتعلقة بخطورة الجريمة ومكان ارتكابها، وتواريخ تلقي طلبات التسليم، وجنسية الشخص المطلوب تسليمه وكذا إمكانية إعادة تسليمه.

المادة الرابعة عشر معلومات حول المتابعات الجنائية

يجب على الطرف الذي تمت الاستجابة لطلبه بخصوص التسليم من أجل تحريك متابعات جنائية، أن يشعر الطرف الآخر، بناء على طلبه، بالقرار الصادر في الموضوع من طرف السلطة المختصة.

المادة الخامسة عشر العبور

1. يأذن كل طرف للطرف الآخر وبناء على طلبه، عبور إقليمه للشخص المسلم من طرف دولة أخرى ليتأتى تسليمه فوق إقليم الطرف الآخر.

2. تطبق مقتضيات المادة السابعة من هذه الاتفاقية بالنسبة لطلبات العبور. ويمكن رفض طلب العبور لنفس الأسباب المنصوص عليها في هذه الاتفاقية بالنسبة لطلب التسليم.

3. لا يكون طلب العبور ضرورياً عند استعمال المجال الجوي دون الهبوط. ويتعين إشعار الطرف الذي سيتم التحليق فوق إقليمه من قبل الطرف الآخر عند العبور، ويتضمن

المادة العاشرة

قرار التسليم وتسليم الشخص المطلوب

1. يشعر الطرف المطلوب الطرف الطالب بمآل طلب التسليم في أقرب الآجال. ويجب تعليل أي رفض ولو كان جزئياً.
2. إذا تمت الموافقة على التسليم، يقوم الطرف المطلوب بإشعار الطرف الطالب بمكان وتاريخ تسليم الشخص، وكذا بالتدابير السالبة للحرية التي قضاها المطلوب في إطار مسطرة التسليم.
3. يسلم الشخص في أجل ثلاثين يوماً بعد التاريخ المشار إليه في الفقرة الثانية من هذه المادة. ويمكن تمديد هذا الأجل عشرين يوماً من قبل الطرف المطلوب بناء على طلب معلل.
4. تعتبر الموافقة على التسليم كأن لم تكن إذا لم يتسلم الطرف الطالب الشخص المعني بالأمر في الأجل المحدد. وفي هذه الحالة يطلق سراحه ويمكن للطرف المطلوب أن يرفض التسليم من أجل نفس الفعل أو الأفعال.

المادة الحادية عشرة

التسليم المؤجل أو المؤقت

1. إذا كان الشخص المطلوب تسليمه متابعاً جنائياً أو يقضي عقوبة من أجل فعل أو أفعال غير الأفعال موضوع طلب التسليم في إقليم الطرف المطلوب، فإنه يجب على هذا الأخير البت باستعجال في الطلب، بغض النظر عن الفعل أو الأفعال المشار إليها وإشعار الطرف الطالب بقراره.
 2. يمكن للطرف المطلوب في حالة الموافقة على التسليم أن يؤجل التسليم إلى غاية انتهاء المسطرة وإلى غاية تنفيذ العقوبة أو إطلاق سراحه.
- ويمكن للطرف المطلوب بناء على طلب الطرف الآخر أن يسلم الشخص المطلوب مؤقتاً وفق الشروط والشكليات التي تم الاتفاق عليها بين الطرفين. ويبقى الشخص المسلم رهن الاعتقال خلال تواجده فوق إقليم الطرف الطالب، ويعاد إلى الطرف المطلوب داخل الأجل المتفق عليه.

المادة الثانية عشرة

تسليم الأشياء

1. يحجز الطرف المطلوب وفقاً لمقتضيات قانونه الداخلي الأشياء التي يمكن توظيفها كأدوات إثبات والتي تم بواسطتها ارتكاب الجريمة، وتسلم إلى الطرف الطالب عند تسليم الشخص.

د) أدق المعلومات الممكنة عن الشخص موضوع طلب التسليم وجنسيته وكذا كل المعلومات التي يتوفر عليها الطرف الطالب والتي تكون ضرورية لتحديد هوية المعني بالأمر.

هـ) بيان بشأن العقوبة المتبقية للتنفيذ.

المادة الثامنة الاعتقال المؤقت

1. إذا قدم أحد الطرفين طلباً للاعتقال المؤقت لشخص ينوي تقديم طلب تسليم بشأنه، يمكن للطرف الآخر اعتقال ذلك الشخص أو تطبيق تدبير آخر عليه مقيد لحرية حسب تشريعه.

2. يجب أن يتضمن طلب الاعتقال المؤقت المعطيات المضمنة في الأمر بإلقاء القبض أو أي سند آخر متعلق بتقييد الحرية الشخصية أو حكم نهائي صادر في حق الشخص موضوع طلب الاعتقال المؤقت، ثم تصريح بتقديم طلب للتسليم لاحقاً، وعرضاً لوقائع الجريمة مع الإشارة إلى تاريخ ومكان ارتكابها، وتكييفاً للعقوبة المتبقية، وكذا المعلومات الضرورية للتعرف على هوية المعني بالأمر وجنسيته.

3. يخبر الطرف المطلوب الطرف الطالب بمآل طلبه، مع الإشارة، عند الاقتضاء، إلى تاريخ الاعتقال المؤقت أو تطبيق تدابير أخرى مقيدة لحرية المعني بالأمر.

4. ينتهي العمل بإجراءات الاعتقال المؤقت للشخص أو التدابير الوقائية الأخرى، إذا لم يتوصل الطرف المطلوب بطلب التسليم والوثائق المشار إليها في المادة السابعة من هذه الاتفاقية، خلال أجل 60 يوماً بعد التاريخ المشار إليه في الفقرة الثالثة من هذه المادة. غير أن ذلك لا يمكن أن يشكل عائقاً أمام اعتقال المعني بالأمر مؤقتاً من جديد أو تطبيق تدبير آخر مقيد للحرية بهدف التسليم إذا ما تم تقديم طلب التسليم لاحقاً على الأجل المنصوص عليها أعلاه.

المادة التاسعة معلومات تكميلية

إذا كانت المعلومات المقدمة من قبل الطرف الطالب غير كافية ليتأتى للطرف المطلوب اتخاذ قرار تطبيقاً لمقتضيات هذه الاتفاقية، فإن لهذا الأخير تقديم طلب استكمال المعلومات الضرورية ويمكنه أن يحدد أجلاً للحصول على هذه المعلومات. ويمكن تمديد هذا الأجل من قبل الطرف المطلوب بناء على طلب معلل.

المادة السادسة قواعد الاختصاص

1. لا يمكن أن يكون الشخص الذي تم تسليمه موضوع متابعة أو محاكمة أو اعتقال من أجل تنفيذ عقوبة أو تدبير وقائي أو أي تقييد لحريته الشخصية، من أجل فعل سابق على تاريخ التسليم غير الفعل الذي طلب من أجله التسليم، ما عدا في الحالات التالية:

أ- إذا وافق الطرف الذي سلم الشخص على ذلك. ويقدم طلب في الموضوع مرفقاً بالمستندات المنصوص عليها في المادة السابعة وبمحضر قضائي يتضمن تصريحات الشخص المسلم. وتعطى الموافقة إذا كانت الجريمة المطلوب من أجلها الشخص تستوجب هي نفسها التسليم بمقتضى هذه الاتفاقية؛

ب- إذا لم يغادر الشخص المسلم طوعياً، رغم إمكانية ذلك، إقليم الطرف الطالب خلال الخمسة وأربعين يوماً الموالية لإطلاق سراحه النهائي أو عاد إليه إرادياً بعد مغادرته.

2. إذا تغير التكييف القانوني للأفعال التي سلم الشخص من أجلها، أثناء سريان المسطرة، فإن الشخص المطلوب يمكن متابعته جنائياً أو الحكم عليه إذا كان التكييف الجديد ملائماً لشروط التسليم.

3. تكون موافقة الطرف المطلوب ضرورية ما عدا في الحالة المنصوص عليها في البند "ب" من الفقرة الأولى من هذه المادة، لتمكين الطرف الطالب من تسليم الشخص المسلم إليه إلى طرف آخر، يكون مبحثاً عنه أو مداناً، من قبل هذا الأخير، من أجل جرائم ارتكبت قبل التسليم.

المادة السابعة طلب التسليم والوثائق المرفقة

يجب أن يقدم طلب التسليم كتابة ومرفقاً بالوثائق التالية:

أ) أصل أو نسخة مصادق عليها إما من مقرر حكم بالإدانة قابل للتنفيذ أو أمر بإلقاء القبض أو أية وثيقة أخرى تكون لها نفس الحجية، صادرة وفق الشكليات المقررة في قانون الطرف الطالب؛

ب) عرض للأفعال موضوع طلب التسليم، تتضمن تاريخ ومكان اقتراف هذه الأفعال وتكييفها القانوني؛

ج) نسخة مصادق عليها من مقتضيات القانونية الواجبة التطبيق وكذا المقتضيات المتعلقة بالتقادم؛

- (ب) ارتكبت الجريمة موضوع طلب التسليم خارج إقليم الطرف المطلوب وكان تشريع هذا الطرف لا ينص على عقوبة لمثل هذه الجريمة إذا ارتكبت خارج إقليمه أو لا يسمح بالتسليم من أجل هذه الجريمة؛
- (ج) كان الحكم الصادر في مواجهة الشخص المطلوب تسليمه قد صدر غيابياً، ما لم يلتزم الطرف الطالب بفتح مسطرة جديدة بحضور مرتكب الفعل بناء على طلب هذا الأخير؛
- (د) كان الشخص موضوع طلب التسليم قد تمت متابعته من أجل نفس الأفعال لدى الطرف المطلوب؛
- (هـ) اعتبر الطرف المطلوب أن التسليم يمكن أن يمس بسيادته أو أمنه أو نظامه العام أو بمصالحه الأساسية الأخرى.

المادة الرابعة عقوبة الإعدام

إذا كانت الأفعال التي قدم من أجلها طلب التسليم معاقبا عليها بالإعدام حسب تشريع الطرف الطالب، وكان تشريع الطرف المطلوب لا ينص على هذه العقوبة أو لا ينفذها عموماً، فإن الاستجابة للطلب تكون مشروطة بتقديم ضمانات كافية للطرف المطلوب من قبل الطرف الطالب بعدم تنفيذ عقوبة الإعدام.

في غياب هذه الضمانات في تشريع الطرف الطالب، يقوم هذا الأخير في حالة التسليم بقوة القانون باستبدال عقوبة الإعدام بالسجن المؤبد، وإذا كانت هذه العقوبة غير موجودة، يتم تعويضها بالعقوبة القصوى المنصوص عليها في تشريع هذا الطرف.

المادة الخامسة تحريك المتابعات الجنائية في إقليم الطرف المطلوب

1. يجب على الطرف المطلوب، عند رفض طلب التسليم في الحالات المشار إليها في الفقرة الأولى البند "أ" والفقرة الثانية البند "أ" من المادة الثالثة، وبناء على طلب الطرف الآخر أن يحيل الوثائق المسطرة على السلطات المختصة من أجل تحريك المتابعات الجنائية. ولهذه الغاية يحيل الطرف الطالب ووثائق المسطرة ومعطيات أخرى ضرورية للمحاكمة والأشياء المرتبطة بالجريمة التي يتوفر عليها.

تبقى حقوق الطرف الطالب والأغيار محفوظة بالنسبة للأشياء التي تم تسليمها. وإذا وجدت هذه الحقوق يتم إرجاعها مجاناً في أقرب الآجال للطرف الطالب بمجرد انتهاء المحاكمة.

2. يخبر الطرف المطلوب الطرف الآخر بمآل المتابعات الجنائية التي تم تحريكها.

المادة الثالثة رفض التسليم

1. لا يقبل التسليم إذا:

- (أ) كان الشخص موضوع طلب التسليم من مواطني الطرف المطلوب؛
- (ب) كان الشخص الذي قدم بشأنه طلب التسليم قد تمت محاكمته نهائياً من أجل نفس الجريمة في إقليم الدولة المطلوبة؛
- (ج) كانت المتابعة الجنائية أو تنفيذ العقوبة قد سقطت بالتقادم وفقاً لتشريع الطرفين؛
- (د) كانت الجريمة المطلوب من أجلها التسليم موضوع عفو أو عفو شامل في الدولة المطلوبة طبقاً لقانونها لفائدة الشخص مرتكب الجريمة موضوع طلب التسليم، وكانت هذه الأخيرة مختصة بتحريك المتابعة بشأنها؛
- (هـ) كان الشخص موضوع طلب التسليم قد تمت محاكمته، أو ستتم محاكمته من طرف محكمة استثنائية لدى الطرف الطالب، أو إذا وجدت أسباب جدية تدعو للاعتقاد بأن الضمانات الدنيا لحماية حقوق الدفاع لم تحقق أو لن تتحقق وفقاً لما تنص عليه مقتضيات العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية المؤرخ في 16 دجنبر 1966؛
- (و) كانت الجريمة موضوع طلب التسليم تعتبر جريمة سياسية؛
- ومن أجل تطبيق هذه الاتفاقية، لا يعتبر الطرفان كجرائم سياسية ما يلي:

- الاعتداء على حياة رئيس الدولة أو أحد أفراد عائلته؛
- الجرائم الخطيرة التي تستهدف حياة، أو السلامة الجسدية أو حرية الأشخاص الذين يتمتعون بحماية دولية بمن فيهم الأعوان الدبلوماسيين؛
- الجرائم التي تشمل الاختطاف، أو أخذ الرهائن أو الاحتجاز التعسفي؛
- الجرائم المنصوص عليها في الاتفاقيات الدولية متعددة الأطراف التي يعد الطرفان طرفاً فيها.

- (ز) كان للطرف المطلوب أسباب جدية تدعو للاعتقاد بأن طلب التسليم من أجل فعل جرمي قدم بهدف متابعة أو معاقبة الشخص لاعتبارات تتعلق بالعرق أو الدين أو الجنسية أو الآراء السياسية أو بأن وضعية هذا الشخص قد تتفاقم جراء إحدى هذه الأسباب أو غيرها.

2. يمكن عدم الاستجابة لطلب التسليم إذا:

- (أ) كان الفعل موضوع طلب التسليم قد ارتكب كاملاً أو جزئياً في إقليم الطرف المطلوب؛

اتفاقية بين المملكة المغربية وروسيا الاتحادية في ميدان تسليم المجرمين

إن المملكة المغربية

و

روسيا الاتحادية

المشار إليهما فيما بعد بـ "الطرفين"،

رغبة منهما في نسج علاقات تعاون قضائي وطيد في مجال تسليم المجرمين،

اتفقا على ما يلي:

المادة الأولى الالتزام بالتسليم

يلتزم كل طرف بتسليم الطرف الآخر، في إطار المعاملة بالمثل، عند تقديم طلب، طبقاً للمقتضيات والشروط المنصوص عليها في هذه الاتفاقية، الشخص الموجود بإقليمه المتابع من أجل جريمة أو المبحوث عنه من أجل تنفيذ عقوبة سالبة للحرية لدى الطرف الآخر.

المادة الثانية الأفعال الموجبة للتسليم

1. تكون موجبة للتسليم الأفعال المعتبرة جرائم بمقتضى قوانين الطرفين والمعاقب عليها بعقوبة لا تقل عن سنة حبساً، بغض النظر عن الفرق بين المصطلحات المستعملة. وعندما يقدم طلب التسليم لتنفيذ عقوبة واحدة أو أكثر، فإنه يتعين أن تفوق مدة العقوبة المتبقية حتى وإن كانت مضمومة ستة أشهر.

2. إذا كان طلب التسليم يخص أفعالا مختلفة معاقب عليها بمقتضى قوانين كلا الطرفين بعقوبة سالبة للحرية، لكن البعض منها لا يتوفر على الشرط الوارد في الفقرة الأولى من هذه المادة، المتعلقة بمدة العقوبة، فإنه يمكن للطرف المطلوب أن يمنح التسليم بالنسبة لهذه الأفعال أيضا.

3. يستجاب لطلب التسليم في ميدان الرسوم والضرائب، والجمارك والصرف وفقا لمقتضيات هذه الاتفاقية، وذلك بالنسبة للأفعال التي تشكل حسب قانون الطرف المطلوب جريمة. وفي هذه الحالة، لا يمكن رفض التسليم بدعوى أن قانون الطرف المطلوب لا يفرض نفس أنواع الرسوم والضرائب أو لا يتوفر على نفس التنظيم الجاري به العمل لدى الطرف الطالب في ميدان الرسوم والضرائب، والجمارك والصرف.

ظهير شريف رقم 1.18.36 صادر في 21 من رجب 1441 (16 مارس 2020) بنشر الاتفاقية في ميدان تسليم
المجرمين، الموقع بموسكو في 15 مارس 2016 بين المملكة المغربية وروسيا الاتحادية

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماه الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية في ميدان تسليم المجرمين، الموقع بموسكو في 15 مارس 2016 بين المملكة المغربية وروسيا

الاتحادية ؛

وعلى القانون رقم 28.16 الموافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.18.03

بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1439 (15 فبراير 2018) ؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية في ميدان تسليم المجرمين، الموقع بموسكو

في 15 مارس 2016 بين المملكة المغربية وروسيا الاتحادية.

وحرر بالدار البيضاء في 21 من رجب 1441 (16 مارس 2020).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : سعد الدين العثماني.

*

* *

المادة التاسعة

يسوى أي خلاف يتعلق بتأويل أو تنفيذ هذا الاتفاق عن طريق المفاوضات أو المشاورات بين الطرفين.

المادة العاشرة

لا يمكن نقل المعلومات التي تم التوصل إليها أثناء تنفيذ الأنشطة المشتركة بموجب هذا الاتفاق لطرف ثالث، ما لم يتفق الطرفان على خلاف ذلك كتابيا.

المادة الحادية عشر

يمكن إدخال تعديلات على هذا الاتفاق باتفاق مشترك بين الطرفين. تأخذ هذه التعديلات شكل محاضر وفقا للترتيب المنصوص عليه في المادة الثانية عشر من هذا الاتفاق.

المادة الثانية عشر

يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ اعتبارا من تاريخ استلام آخر إشعار كتابي، عبر القنوات الدبلوماسية، يخبر فيه الطرفان بعضهما البعض باستكمال الإجراءات الداخلية الضرورية لدخوله حيز التنفيذ.

أبرم هذا الاتفاق لمدة خمس سنوات وتجدد تلقائيا لفترات مماثلة ما لم يخطر أحد الطرفين الطرف الآخر، من خلال القنوات الدبلوماسية وبفترة إشعار لا تقل عن ستة أشهر قبل انتهاء فترة الصلاحية الحالية، قراره بعدم تجديده.

لا يؤثر إنهاء هذا الاتفاق على تنفيذ البرامج و / أو المشاريع قيد التنفيذ في إطار هذا الاتفاق ما لم يتفق الطرفان على خلاف ذلك.

حرر في موسكو بتاريخ 15 مارس 2016 في نظيرين أصليين باللغات العربية والروسية والفرنسية. ولجميع النصوص نفس الحجية. في حال الاختلاف في التأويل، يعتمد النص الفرنسي.

عن
حكومة روسيا الاتحادية

عن
حكومة المملكة المغربية

يبلغ الطرفان بعضها البعض من خلال القنوات الدبلوماسية عن التغييرات الحاصلة على مستوى تعيين سلطات مختصة أخرى.

المادة الخامسة

يسهم الطرفان في تنفيذ مقتضيات هذا الاتفاق من خلال صياغة برامج و / أو مشاريع في المجالات المذكورة في المادة الثانية من هذا الاتفاق.

يتفق الطرفان بشأن إجراءات تنفيذ البرامج والمشاريع في إطار هذا الاتفاق حالة بحالة .

المادة السادسة

لغرض تقييم وتتبع تنفيذ مقتضيات هذا الاتفاق، يحدث الطرفان فريق عمل للتعاون في مجال حماية البيئة والاستخدام العقلاني للموارد الطبيعية. يبلغ الطرفان بعضها البعض، من خلال القنوات الدبلوماسية، بشأن الرئيسان المشتركان لفريق العمل الذين تم تعيينهما لهذا الغرض.

يضع فريق العمل خطة عمل لمدة ثلاث سنوات بشأن الأنشطة التي سيتم إنجازها وفقا لأولويات الطرفين.

تعقد اجتماعات فريق العمل مرة واحدة في السنة بالتناوب في المملكة المغربية و روسيا الاتحادية.

المادة السابعة

يتحمل كل طرف النفقات المتعلقة بتنقل ممثليه لحضور اجتماعات فريق العمل المنصوص عليه في المادة السادسة من هذا الاتفاق.

يتحمل الطرف المضيف تكاليف تنظيم وعقد اجتماعات فريق العمل.

المادة الثامنة

لا يؤثر اتفاق التعاون هذا على حقوق والتزامات الطرفين المترتبة عن اتفاقات دولية أخرى تشارك فيها دولتيهما

8. نظام الحكامة البيئية؛
9. التغييرات المناخية و مصادر الطاقة المتجددة ؛
10. الحفاظ على التنوع البيولوجي؛
11. حماية البحار والحفاظ على تنوعها البيولوجي؛
12. حماية الغلاف الجوي والمياه والأترية من التلوث.
13. تقييم ومراقبة والوقاية والقضاء على تلوث الغلاف الجوي؛
14. تطوير واستخدام الأنظمة المعلوماتية في مجال حماية البيئة؛
15. منع ومكافحة الآثار السلبية لتكنولوجيا الكائنات المعدلة وراثيا على البيئة.
16. متابعة وضعية البيئة.

يمكن للطرفين أيضا الاتفاق على التعاون في مجالات أخرى يتم تحديدها خلال تنفيذ هذا الاتفاق.

المادة الثالثة

يتخذ التعاون بين الطرفين في إطار هذا الاتفاق الأشكال التالية:

- تبادل المعلومات حول البرامج التي ينفذها الطرفان في مجال حماية البيئة والاستخدام العقلاني للموارد الطبيعية وتبادل المنشورات العلمية والتقنية؛
- تبادل الزيارات بين الخبراء والمختصين للسلطات المختصة للطرفين من أجل تبادل الخبرات والتجارب وضمان نقل التكنولوجيات الجديدة.
- تنظيم الطرفين لاجتماعات وندوات حول المواضيع ذات الاهتمام المشترك، بمشاركة خبراء دولتي الطرفين؛
- تنفيذ برامج لتعزيز القدرات في المجالات المحددة في المادة الثانية من هذا الاتفاق.
- توفير المساعدة التقنية للطرف الذي يرغب في ذلك على شكل برامج مشتركة.
- أشكال تعاون أخرى يتفق عليها الطرفان خلال تنفيذ هذا الاتفاق.

المادة الرابعة

يسند الطرفان تنفيذ هذا الاتفاق إلى السلطات المختصة التالية:

- ✓ عن الجانب المغربي : وزارة الطاقة والمعادن والماء والبيئة للمملكة المغربية.
- ✓ عن الجانب الروسي: وزارة الموارد الطبيعية والبيئة لروسيا الاتحادية.

تساهم السلطات المختصة في تطوير الاتصالات اللازمة مع إدارات ومؤسسات بلديهما في إطار تنفيذ هذا الاتفاق.

اتفاق تعاون
بين
حكومة المملكة المغربية
و
حكومة روسيا الاتحادية
في مجالات حماية البيئة
والاستخدام العقلاني للموارد الطبيعية

إن حكومة المملكة المغربية

و

حكومة روسيا الاتحادية،

المشار إليهما فيما يلي، ب"الطرفين"؛

رغبة منهما في تعزيز وتطوير وتنويع العلاقات بين البلدين،

وأخذا بالحسبان أهمية الاستخدام العقلاني للموارد الطبيعية وحماية البيئة من أجل تحقيق التنمية المستدامة والرخاء للأجيال الحالية والمستقبلية،

واقترانها منها بكون التعاون بين الطرفين في مجال حماية البيئة والاستخدام الرشيد للموارد الطبيعية يعود بالمنفعة على كلا الطرفين، ويساهم في تعزيز الصداقة بين البلدين،

أخذا بعين الاعتبار ضرورة تطوير التعاون التقني لحماية البيئة والاستخدام العقلاني للموارد الطبيعية،

وفقا للمبادئ والتوصيات الصادرة عن مؤتمر الأمم المتحدة حول البيئة والتنمية (ريو + 20 ريو دي جانيرو 2012) ومؤتمر القمة العالمي للتنمية المستدامة (جوهانسبرغ، 2002)

اتفقتا على ما يلي:

المادة الأولى

يتعهد الطرفان بتعزيز وتطوير التعاون في مجال حماية البيئة والاستخدام العقلاني للموارد الطبيعية، على أساس مبادئ المساواة في الحقوق والإنصاف، واحترام السيادة والمنفعة المتبادلة، وفقا للتشريعات والالتزامات الدولية لكليهما وكذا مقتضيات هذا الاتفاق.

المادة الثانية

يتعاون الطرفان بموجب هذا الاتفاق، في المجالات التالية:

1. دراسة تأثير تغيرات المناخ على الموارد الطبيعية؛
2. الاستعمال الرشيد للموارد المائية؛
3. تدبير النفايات؛
4. التقنيات المرتبطة بمعالجة الصور الكونية والجوية لأغراض البحث عن المياه الجوفية وتقييم التعرية الساحلية؛
5. دراسة وتقييم جودة موارد المياه السطحية؛
6. نظام الوقاية من الكوارث الطبيعية والعرضية؛
7. تقنيات تجديد البيئة؛

ظهير شريف رقم 1.17.24 صادر في 21 من رجب 1441 (16 مارس 2020) بنشر اتفاق التعاون في مجالات حماية البيئة والاستخدام العقلاني للموارد الطبيعية، الموقع بموسكو في 15 مارس 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة روسيا الاتحادية

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماه الله وأعز أمره أننا :

بناء على اتفاق التعاون في مجالات حماية البيئة والاستخدام العقلاني للموارد الطبيعية، الموقع بموسكو في 15 مارس 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة روسيا الاتحادية :

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، اتفاق التعاون في مجالات حماية البيئة والاستخدام العقلاني للموارد الطبيعية، الموقع بموسكو في 15 مارس 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة روسيا الاتحادية.

وحرر بالدار البيضاء في 21 من رجب 1441 (16 مارس 2020).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : سعد الدين العثماني.

*

* *

ب - عن طريق القضاء

في حالة عدم إمكانية تسوية القضية عن طريق المصالحة، وتم إحالتها على السلطة القضائية المختصة، فإن السلطات المغربية المعنية بالأمر تحدد كفالة مصرفية طبقا للمادة 110 من ظهير 31 مارس 1919 بمثابة قانون التجارة البحرية. وتودع هذه الكفالة من طرف مجهزة السفينة الروسية المخالفة في بنك تعيينه السلطات المغربية.

2- الكفالة البنكية نهائية وغير قابلة للمراجعة قبل البث في القضية. ويتم رفع اليد عن الكفالة من طرف السلطات المختصة مباشرة بعد صدور حكم لا يدين القبطان المعني بالأمر وذلك بعد اقتطاع المصاريف المحتملة للمحكمة.

3- كما أنه في حالة الإدانة بغرامة تقل عن الكفالة المودعة، يتم رفع اليد عن المبلغ المتبقي بعد صدور الحكم واقتطاع مبلغ الغرامة والمصاريف المحتملة للمحكمة.

4- يتم الإفراج عن السفينة مع الترخيص لطاقتها بمغادرة الميناء البحري:

- سواء بعد أداء الالتزامات الناتجة عن إجراء الصلح والإدلاء بقسيمة التسوية.
- سواء بعد إيداع كفالة مصرفية في انتظار انتهاء الإجراءات القضائية والإدلاء بشهادة تثبت إيداع الكفالة.

ملحق VI

الإجراء المتبع في حالة الحجز

1 - الإشعار بالحجز

يخبر الطرف المغربي الطرف الروسي عبر القناة الدبلوماسية، في أجل أربعة وعشرين (24) ساعة بكل عملية حجز تتم في منطقة الصيد الأطلسية للمغرب لسفينة صيد روسية تعمل في إطار الاتفاق، مع إرسال تقرير مختصر للظروف والأسباب الداعية إلى الحجز.

يتم إخبار الطرف الروسي بسير الإجراءات المتبعة والعقوبات المحتملة تطبيقها.

2 - محضر الحجز

يتعين على قبطان السفينة الروسية بعد معاينة المحضر المحرر من طرف السلطة المغربية المكلفة بمراقبة الصيد، التوقيع على هذه الوثيقة مع تضمينها لملاحظاته إن اقتضى الحال.

لا يؤثر هذا الإمضاء على حق ووسائل الدفاع التي يمكن أن يستند إليها قبطان سفينة الصيد الروسية ضد المخالفة المتابع من أجلها.

يجب على قبطان سفينة الصيد الروسية قيادة سفينته إلى الميناء البحري المغربي الذي تحدده السلطة المغربية المسؤولة عن مراقبة البحر.

3 - تسوية حالة الحجز

1- طبقا لمقتضيات ظهير 23 نوفمبر 1973 بمثابة القانون المنظم للصيد البحري، يمكن تسوية المخالفة سواء:

أ - عن طريق المصالحة

يحدد التشريع المغربي مبلغ الغرامة المطبقة داخل مجموعة غرامات محددة بين مبلغ أقصى ومبلغ أدنى.

ملحق V

التعاون في ميدان البحث العلمي والتقني

1 - طبقا للمادتين 2 و 5 من هذا الاتفاق، يعمل الطرفان على تشجيع الإجراءات الهادفة إلى تطوير المعارف المتعلقة بتأثير وتقلب النظام البيئي البحري وكذا ديناميكية الثروات البحرية بهدف حمايتها وتدبيرها.

2- يدعو الطرفان إلى اتخاذ الإجراءات الحمائية من أجل المحافظة على أنواع الأسماك المهتدة بالانقراض.

لذا، يعمل الطرفان على تعزيز:

- التعاون الثنائي وتبادل الخبرات والمعلومات العلمية والتقنية الضرورية لمتابعة تطور المخزونات السمكية والأنظمة البيئية البحرية.

- إنجاز البرامج والدراسات المختصة، المقررة من طرف اللجنة المشتركة خاصة المنصوص عليها في المادة 17 من هذا الاتفاق، فيما يتعلق بتقلبات عوامل البيئة البحرية وتأثيرها على الإنتاج الأولي وعلى الثروات البحرية.

3 يقدم الطرف الروسي للطرف المغربي الدعم والمساعدة لتقوية قدراته فيما يتصل بدراسة وتقييم حجم الثروات البحرية وبيئتها وكذا البحث عن مناطق وتقنيات صيد جديدة و تربية الأحياء المائية.

4- طبقا للمادة 5 من هذا الاتفاق، يبعث سنويا الطرف الروسي سفينة روسية للبحث العلمي مع طاقمها والخبراء الروس الضروريين.

5- سيتم سنويا وضع برنامج للأبحاث العلمية، الذي يكون معتمدا من قبل الطرفين في إطار اللجنة المشتركة.

6- تتجلى كذلك المساعدة الروسية، بطلب من الطرف المغربي، في وضع رهن إشارته خبراء عن طريق مشاورات دورية، وإمكانية استعمال المعدات العلمية قصد تطوير البرامج والدراسات المختصة المقررة من طرف اللجنة المشتركة المنصوص عليها في المادة 17 من هذا الاتفاق.

*

* *

ملحق IV

شروط المسافنة والتزود بالمؤونة

تستوجب كل عملية مسافنة لمنتوج سفن الصيد الروسية على متن سفن الشحن طلب الحصول على ترخيص مسبق يوجهه قبطان سفينة الصيد الروسية عبر ممثل شركة الإيداع إلى إدارة قطاع الصيد البحري بالمملكة المغربية.

يجب أن يتضمن طلب المسافنة مكان الشحن ومكونات وكميات المنتوج المنقولة والمواصفات التقنية للسفينتين الماتحة والمتقنية وكذا الجهة الموجه إليها المنتوج المصنع.

تتم عمليات مسافنة منتوج الصيد لسفن الصيد وسفن الشحن المرخصة للطرف الروسي، وكذا التزود بالمؤونة داخل ميناء بحري مغربي أو بالمرفأ التابع له وذلك بحضور الملاحظين العلميين وسلطات المراقبة المغربية.

يجب إشعار السلطات المغربية المختصة، في وقت كاف، بخصوص أي عملية للمسافنة أو التزود بالمؤونة لهذه السفن.

بعد كل عملية مسافنة يتم إعداد وثيقة، في نسختين، تثبت الكميات المشحونة حسب المنتوج والنوع، تسلّم واحدة منها للملاحظ العلمي بعد إمضاءها من طرف قبطان سفينة الصيد الروسية.

لا يمكن للسفن الناقلة أو الممولة الاستفادة من أي رخصة كيف ما كان نوعها إذا كانت قد تورطت في صيد غير شرعي، وغير مصرح به وغير منظم؛ في المنطقة الاقتصادية الحرة للمغرب أوفي منطقة جغرافية تابعة لمنطقة جهوية لتدبير الصيد (ORGP) ولاسيما تلك المتعلقة بعمليات المسافنة أو التزود بالمؤونة.

نموذج من تصريح المسافنة مدون في المرفق 6 من الملحق II.

III. الجرد الثاني النهائي

عند نهاية كل سنة من نشاط الصيد، يجتمع الطرف المغربي والطرف الروسي من أجل التدقيق النهائي للحسابات الثانية.

في حالة استنفاد حصة الصيد المرخصة في أجل يقل عن سنة من مزاولة نشاط الصيد فإن الجرد النهائي يجب أن يتم داخل 15 يوما التي تلي معاينة إنجاز هذه الحصة.

في حالة وجود فائض في المستحقات المالية لصالح الطرف المغربي، يتفق الطرفان على تحويله للسنة الموالية على أساس الأداءات المستخلصة من طرف كل سفينة.

IV. تسويق المنتج

يحرص الطرف الروسي على أن لا يتم تسويق المنتج المجمد الذي تصطاده سفنه بمنطقة الصيد الأطلسية للمغرب إلى بلدان منافسة للصناعة المغربية لمصبرات السمك.

V. أجور البحارة المغربية ومصاريف سفن الصيد الروسية بالمغرب

يؤدي الطرف الروسي مباشرة أجور البحارة المغربية وكذلك المصاريف المترتبة عن أشغال وعمليات الصيد لسفنه العاملة بمنطقة الصيد الأطلسية للمغرب.

*

* *

ملحق III المقابل المالي للصيد

I. المقابل المالي

يمنح الطرف الروسي للمملكة المغربية مقابلا ماليا سنويا كتعويض عن إمكانيات الصيد الممنوحة من طرف المغرب لفائدة سفن الصيد الروسية في منطقة الصيد المرخصة، مكونا من:

1. مقابل مالي سنوي جزافي يمثل حق ولوج سفن الصيد الروسية لمنطقة الصيد الأطلسية للمغرب. وهذا المقابل المالي محدد في مبلغ سبعة (07) ملايين دولار أمريكي.

2. رسوم سنوية تؤدي من طرف المجهزين الروس على رخص الصيد طبقا للتشريع المغربي .

يتم أداء الرسوم السنوية على رخص الصيد وكذلك المقابل المالي المشار إليه في النقطة 1 أعلاه من لدن الطرف الروسي قبل تسليم رخص الصيد عن طريق حوالة باسم الخازن الوزاري التابع لوزارة الفلاحة والصيد البحري بالرباط كما هو مشار لرقمه في النقطة الثانية (II) أدناه.

وبالنسبة لرخص الصيد، يتم تطبيق نسبة الصرف الجاري بها العمل يوم تحويل العملة.

3. تمثل المستحقات المالية السنوية، المؤداة من طرف المجهزين الروس، مبلغ 17,5 % من قيمة مجموع المنتج المصنع الذي يتم حسابه اعتمادا على قاعدة الأئمة المرجعية بالدولار الأمريكي للطن من المنتج المصنع المشار إليه أسفله كما يلي:

- المنتج المجمد : 596

- الصيد العرضي : 1344

- دقيق السمك : 1176

- زيت السمك : 1008

بالنسبة للسنوات المالية لهذا الاتفاق، يتم تحيين الأئمة المرجعية المستعملة في تحديد القيمة الإجمالية للمنتج المصنع، وذلك من أجل حساب المقابل المالي على أساس تطور الدلالات الاقتصادية والتجارية لقطاع الصيد البحري. يتم دفع التعويض المالي المنصوص عليه في النقطة 1 وكذا المستحقات المشار إليها في النقطة 3 أعلاه، في الحساب الخاص المسمى "صندوق تنمية الصيد".

II. كيفيات الأداء

المستحقات المالية السنوية المشار إليها في النقطة 3 أعلاه، الواجبة على المجهزين الروس، يتم أدائها مسبقا على أساس قاعدة شهرية وفقا للحصة الممنوحة من الطرف الروسي لكل سفينة وذلك قبل الشروع في مزاولة نشاط الصيد.

يتم حساب المستحقات المالية المؤداة مسبقا على أساس الكمية اعتمادا على الأئمة المرجعية المطبقة لتحديد القيمة الإجمالية للمنتج المصنع المشار إليها في النقطة 3 أعلاه.

عند نهاية نشاط صيد كل سفينة، يعمل الطرفان على تسوية وضعيتها المالية.

ترسل إدارة قطاع الصيد البحري بالمملكة المغربية للوكالة الفيدرالية الروسية للصيد وثائق رسوم التحصيل وكذا تفاصيل الحسابات والمبالغ الواجب أدائها من طرف مجهزي الصيد الروس.

يؤدي مجهزو الصيد الروس المرخص لهم تعويضاتهم مباشرة باسم الخازن الوزاري التابع لوزارة الفلاحة والصيد البحري بالرباط المفتوح ببنك المغرب تحت رقم 001810007800020110750201.

المراسل الروسية: BKAMMAMR رقم الحساب 04442922 التابع ل Deutsche Bank Trust Company
.Americas New York, NY US , Code Swift BKTRUS33

مرفق 5 من الملحق II

بطاقة المسافنة

إلى:

التاريخ : من

الساعة المانحة:

السفينة المستقبلة.

رقم الرخصة

الكمية بالأطنان	الصيد العرضي بالأطنان	الكمية بالأطنان	الشحن
			(L)25+ 30 وحدة/10 كيلو
			(M):20+ 50 وحدة/10 كيلو
			(MM)20+ 60 وحدة/10 كيلو
			(S)16+ 90 وحدة/10 كيلو
			(2S)-16 110 وحدة/10 كيلو
			(3S)16+ 130 وحدة/10 كيلو
			المصنع*
	المجموع	/	المجموع

السرتين	السردنيل
16	(L)25+ 30 وحدة/10 كيلو
المصنع	(M)+ 20 60 وحدة/10 كيلو
	المصنع*
المجموع	المجموع

الأنشوبة	الإسقمري
دقيق	(L)25+ 30 وحدة/10 كيلو
زيت	(M)20+ 60 وحدة/10 كيلو
أخرى	(S)16+ 90 وحدة/10 كيلو
	(2S)16+ 110 وحدة/10 كيلو
	المصنع*
	المجموع

المجموع الإجمالي
* نوع المعالجة

المراقب العلمي التوقيع	انقبطان التوقيع
---------------------------	--------------------

مرفق 3 من الملحق II
البطاقة اليومية للتصريحات:
المصطادات الإنتاج و المطروحات

البخرة	دليل النداء	العلم
إطار الممارسة	الرخصة	التاريخ (يوم شهر سنة)

المصطادة بالأطنان

السردين	الاسقمري	الشرن	ساردينال	الأنشوبة
الصيد العرضي	معلومات أخرى (تحدد)			

تفاصيل الصيد العرضي (الكمية)
الإنتاج المجد بالأطنان

السردين		سرسنال		الإسقمري		الشرن	
الكمية	نوع المعالجة	الكمية	نوع المعالجة	الكمية	نوع المعالجة	الكمية	نوع المعالجة
	الأنشوبة		الدقيق	الصيد العرضي	مختلفات		
	الكمية						

* بدون رأس أو بدون رأس و أحشاء
تقطيع يدوي أو تقطيع آلي

تفاصيل المطروحات مع تحديد الكمية بالأطنان
الملاحظات و التوقيعات

الريبان	المراقب العلمي
الإسم والنسب	الإسم والنسب
التوقيع	التوقيع

*

* *

مرفق 2 من الملحق II خصائص محطة الراديو الخاصة بقطاع الصيد البحري

دليل محطة الراديو : 242.069.000
دليل الراديو : CNM
الموقع : الرباط
سلم التردد : 1,6 الى 30 Mhz
صنف البث : SSB-2JB
قوة البث : 800 واط (W)

موجات العمل

الموجة	المسالك	البث	الاستقبال
الموجة 8	831	8285KHz	8809KHz
الموجة 12	1206	12245KHz	13092KHz
الموجة 16	1612	16393KHz	17275KHz

مداومة المحطة

الفترة	المواقيت
الأيام المفتوحة	من 8:30 إلى 16:30
السبت، الأحد وأيام العطل	من 9:30 إلى 14:00
شهر رمضان	من 9 إلى 15:00

VHF قناة 16 قناة 70 ASN

راديو تليكس

النوع : DP-5

صنف البث : ARQ-FEC

الرقم : 31.356

التلفون : 14/212.537.688.212

تليفاكس : 212.537.688.213

الإتصال عند الحاجة بالسيد أحمد جوكير (E-mail: jouker@mpm.gov.ma)

*

* *

ملاحظات المراقب		
الوضعية	التاريخ	نوع الملاحظة

ملاحظات المراقب (العموميات):

.....

.....

.....

.....

حرر بالرباط:

توقيع المراقب:

ملاحظات القبطان:

.....

.....

.....

.....

نسخة من التقرير مسلمة بتاريخ: توقيع القبطان:

التقرير المرسل إلى:

الصفة:

الطابع:

مرفق 1 من الملحق II تقرير المراقب

اسم المراقب:
اسم السفينة:
رقم وميناء التسجيل:
الميزة:
المحمولة:
GT القوة:
حصان:
رخصة الصيد:
رقم:
نوع:
اسم القبطان:
الجنسية:
إبحار المراقب: التاريخ:
الميناء:
نزول المراقب: التاريخ:
الميناء:
تقنيات الصيد المسموح بها:
معدات الصيد المستعملة:
عيون شبك الكيس:
الفرشة:
المسافة بين العقد:
مكان أو أماكن الصيد المعتادة:
المسافة حسب الشاطئ:
عدد البحارة المغاربة على متن السفينة:
تقدير المراقب
الصيد الاجمالي (بالطن):
% السردين:
% الاسقمري:
%- الشرن:
%- سردينال:
%- الأنشوبة:
%- الصيد العرضي:
الإنتاج: - المجمد:
الصيد العرضي: - الزيت:
الصيد العرضي (الأصناف):
المطروحات بالطن:
الأصناف:

VIII - انتهاء نشاط الصيد

يلتزم الطرف الروسي بإنهاء أي نشاط صيد لسفنه العاملة في منطقة الصيد الأطلسية للمغرب، عندما تستوفي هذه السفن حصة الصيد السنوية الممنوحة لها حسب هذا الاتفاق.

IX - مراقبة حصة الصيد

إن سفن الصيد الروسية المرخص لها بالعمل في منطقة الصيد الأطلسية للمغرب، ملزمة بالسماح للموظفين المغاربة المعيّنين بمراقبة الصيد بالصعود على متنها و توفير الظروف الملائمة لهم قصد إنجاز مهام المراقبة سواء المتعلقة بعمليات الصيد أو تتقيل المنتوج والذين لهم كامل الصلاحية لهذا الغرض من لدن الطرف المغربي.

قبل مغادرة منطقة الصيد الأطلسية للمغرب، يمكن للموظفين المغاربة والذين لهم كامل الصلاحية لهذا الغرض أن يصعدوا على متن سفن الصيد الروسية أو سفن الشحن قصد إخضاعها في أي وقت للمراقبة للتأكد من كميات منتجات الصيد المتواجدة على متنها.

على إثر هذه المراقبة، يحرر محضر في نسختين ويتضمن كميات منتجات الصيد المتواجدة على متن السفينة ويوقع من طرف القبطان وتسلم نسخة منه لهذا الأخير.

لا يجوز أن تعرقل أو توقف عملية المراقبة سير النشاط على متن السفينة.

في حالة اكتشاف عدم المطابقة بين كميات منتجات الصيد المتواجدة على متن سفينة الصيد الروسية والكميات المصرح بها، تسحب رخصة الصيد من السفينة.

تعتبر نسبة 5 % كأقصى هامش للخطأ يمكن السماح به في الكميات الأولية المصرح بها، الموجودة على متن سفن الصيد الروسية. لكن هذا الهامش لا ينطبق على التصريحات النهائية المبلغ عنها من الطرف الروسي إلى الطرف المغربي.

X - حالة تكرار المخالفات

زيادة على العقوبات المعمول بها طبقاً للقوانين المغربية، فإن السلطات المغربية المختصة لها الحق في سحب رخصة الصيد من أي سفينة روسية ارتكبت مخالفتين متتاليتين لقانون الصيد المغربي الجاري به العمل أو لمقتضيات هذا الاتفاق.

XI - التصريح بالصيد والمنتجات المصنعة والمنقولة وسجلات المصطادات

1. يصرح مجهزو السفن الروسية، عبر تمثلية الوكالة الفيدرالية الروسية للصيد بالمغرب، بالكميات المصطادة والمنتجات المصنعة والمنجزة من طرف سفن الصيد الروسية وكذا كميات المنتجات المصنعة المنقولة سواء بين سفن الصيد الروسية المرخص لها أو بين سفن الصيد وسفن الشحن المرخص لها. يجب أن يكون هذا التصريح الموقع من طرف قبطان السفينة والملاحظ العلمي مطابقاً للنماذج المشار إليها في المرفقات 3 و4 و5 و6 من الملحق II.

وتكون التصريحات شهرية، ويجب ترسل في آخر الشهر الموالي للشهر المعني.

2. يلتزم ربان سفن الصيد الروسية باستعمال سجل يومي بوضوح الكميات المصطادة حسب النوع والتاريخ ومكان هذه المصطادات وكذا سجل يومي يدون فيه كميات المنتجات المصنعة والمنجزة النهائية. وترسل نسخة من كل سجل يومي إلى إدارة قطاع الصيد البحري بالمغرب عند نهاية كل رحلة.

نموذج من هذه السجلات اليومية مدون بالمرفقين 7 و8 من الملحق II.

3. في حالة عدم احترام هذه المقتضيات، فإن السلطات المغربية المختصة لها الحق في تعليق رخصة صيد السفينة الروسية المخلة إلى غاية إتمام هذه الإجراءات.

*

* *

3- عندما تصطاد سفينة صيد روسية في إطار هذا الاتفاق وتكون موضوع تتبع عبر القمر الاصطناعي حسب أحكام الأنظمة الروسية وتدخل مناطق الصيد المغربية، فإن تقارير التوضع اللاحقة ترسل مباشرة من طرف مركز المراقبة لروسيا الاتحادية إلى مركز رصد ومراقبة الصيد بالمغرب (CSC) بوتيرة زمنية لا تزيد عن ساعتين (تحديد هوية السفينة وخط الطول وخط العرض والاتجاه وسرعة الإبحار). هذه المعلومات تصنف كتقارير تموضع وترسل في نفس الوقت إلى الجهة المعنية بواسطة ناقل إلكتروني أو أي أداة مؤمنة.

في حالة وجود عطب تقني أو ضرر يمس جهاز التتبع الدائم عبر القمر الاصطناعي المثبت على متن سفينة الصيد الروسية، يرسل قبطان السفينة عبر الفاكس، في وقت مناسب، إلى مركز المراقبة بروسيا وكذا إلى مركز الرصد والمراقبة بالمغرب (CSC) المعلومات الضرورية. في هذه الحالات، من المستحسن إرسال تقرير عن الوضع العام كل 4 ساعات. تقرير التوضع الشامل هذا، يتضمن تقارير التوضع كما هو مسجل من طرف قبطان السفينة على أساس كل ساعتين.

يرسل مركز المراقبة بروسيا في حينه هذه التقارير إلى مركز رصد ومراقبة الصيد بالمغرب (CSC). يتم إصلاح التجهيزات المصابة بالعطب داخل أجل لا يتعدى شهرا واحدا. عند نهاية هذا الأجل، فإن السفينة المعنية ملزمة بمغادرة مناطق الصيد المغربية أو ولوج أحد الموانئ البحرية بالمغرب.

يرصد مركز المراقبة بروسيا تحركات سفن الصيد الروسية العاملة داخل المياه المغربية بوتيرة ساعة واحدة. وفي حال تعذر تتبع هذه السفن وفق الشروط المتفق عليها، يتم إشعار مركز الرصد والمراقبة بالمغرب (CSC) مباشرة بذلك.

إذا تبين لمركز الرصد والمراقبة بالمغرب (CSC) بأن السفن الروسية لا ترسل المعلومات المطلوبة، تبلغ المصالح الروسية المختصة بروسيا الاتحادية فوراً بذلك.

تستعمل معطيات التتبع والمراقبة المرسله تبعاً للأليات الأنفة الذكر من طرف السلطات المغربية حصرياً لتتبع ومراقبة سفن الصيد الروسية التي تصطاد في إطار هذا الاتفاق. ولا يجوز، بأي حال من الأحوال، تسليمها لجهات أخرى.

4- يجب أن تكون مكونات البرامج ومعدات نظام التتبع عبر القمر الاصطناعي موثوقة ولا تسمح لأي تزوير لمعطيات التوقع ولا يمكن التلاعب بمعلوماتها يدوياً.

يجب أن يكون النظام كلياً أوتوماتيكياً، ويشغل بصفة مستمرة دون أن يتأثر بالظروف البيئية والمناخية. ويمنع الإضرار به أو تكسيره أو تعطيله أو الدخول على خط تشغيله عبر نظام التتبع عبر القمر الاصطناعي.

5- يتأكد ربابنة سفن الصيد الروسية بأن:

• المعطيات لن تكون غير مفهومة أو فاسدة؛

• الهوائي الخاص بجهاز التتبع عبر القمر الاصطناعي غير محجوب؛

• التيار الكهربائي المزود لأجهزة التتبع عبر القمر الاصطناعي غير مقطوع؛

• جهاز التتبع عبر القمر الاصطناعي غير مفصول.

6- يتفق الطرفان المغربي و الروسي، بأن يتبادلا، بطلب من أحدهما، المعلومات الخاصة بتجهيزات نظام التتبع عبر الأقمار الاصطناعية للتأكد من المطابقة التامة بين تجهيزات الطرفين واستجابتها لشروط الطرف الآخر.

7- كل اختلاف بشأن تأويل أو تطبيق هذه المقترحات، يتم التشاور بشأنه بين الطرفين في إطار اللجنة المشتركة المنصوص عليها في المادة 17 من هذا الاتفاق.

يتفق الطرفان المغربي والروسي، عند الاقتضاء، على مراجعة هذه المقترحات في إطار اللجنة المشتركة.

VII - الدخول والخروج من منطقة الصيد الأطلسي المغربي

تبلغ بواخر الصيد الروسية العاملة في إطار هذا الاتفاق إلى محطة راديو إدارة قطاع الصيد البحري بالمغرب بدخولها وخروجها من منطقة الصيد الأطلسي المغربي وكذا المصطادات والمنتجات المصنعة المتواجدة على متنها في هذا الوقت.

و في حال تعذر الاتصال عبر جهاز الراديو، يمكن للسفن استعمال إمكانيات الاتصال الأخرى الموجودة على متنها.

إن مواصفات محطة الراديو وأرقام التلكس والفاكس لإدارة قطاع الصيد البحري مدونة في المرفق 2 للملحق II.

6. عند مغادرة الملاحظين العلميين المغاربة لسفينة الصيد الروسية أو عند عملية التنقيب أو التفريغ للمنتوج المصنع، يقوم الملاحظون العلميون وقبطان السفينة بالمصادقة على كمية المصطادات والمنتجات المصنعة المنجزة حسب النوع والمنتوج.

7. يقوم الملاحظ العلمي في نهاية مهمته وقبل مغادرة السفينة بإعداد تقرير حول عمله، يرسل للسلطات المغربية المختصة و ترسل نسخة منه لتمثيلية الوكالة الفيدرالية الروسية للصيد بالمملكة المغربية.

يتم توقيع التقرير بحضور قبطان السفينة الذي يمكنه إضافة أية ملاحظات يراها ضرورية متبوعة بتوقيعه. وتسلم نسخة من التقرير لقبطان السفينة عند مغادرة الملاحظ العلمي.

نموذج تقرير المراقب مدون في المرفق I من الملحق II .

V - طرق إركاب الملاحظين والبحارة المغاربة

من أجل إركاب الملاحظين والبحارة المغاربة على متن سفن الصيد الروسية وكذا مغادرتهم لها، يلتزم الطرف الروسي بتأمين هذه العمليات عبر مؤسساته المختصة سواء عند بداية رحلة الصيد لكل سفينة روسية مرخص لها أو خلال رسوها في أحد الموانئ المغربية أو في منطقة الصيد الأطلسية للمغرب.

في هذه الحالة الأخيرة، يتكفل المجهزون الروس المعنيون بالأمر بنقل الملاحظين و البحارة المغاربة من وإلى هذه المنطقة.

يلتزم الجانب الروسي بأخذ التدابير الضرورية التالية من أجل:

• استبدال الملاحظين العلميين، الذين قضوا فترة طويلة في البحر على متن سفن الصيد الروسية، سواء في ميناء مغربي أو في منطقة الصيد؛ و

• في حالة الضرورة القصوى، يتم استبدال أو تعويض البحارة المغاربة بسبب صحي أو عذر قاهر مبرر.

في حالة عدم حضور الملاحظ في المكان والزمان المتفق عليه خلال اثني عشرة (12) ساعة الموالية، يعفى المجهز الروسي مباشرة من ضرورة إركابه.

يتم إشعار السلطات المغربية المختصة من طرف السلطات الروسية المعنية مسبقا قبل سبعة (07) أيام على الأقل بتواريخ بداية كل رحلة صيد وأوقات وصول ومدة رسو سفن الصيد الروسية المرخص لها.

VI - نظام تتبع سفن الصيد عبر القمر الاصطناعي (VMS)

1- يجب أن تكون سفن الصيد الروسية العاملة في إطار هذا الاتفاق مجهزة على حسابها الخاص، بنظام التتبع والتتبع المستمر المستعملة للاتصالات عبر القمر الاصطناعي المطابق للنظام المعمول به بإدارة قطاع الصيد البحري والمعتمد لدى السلطات المغربية.

2- لأغراض المراقبة عبر القمر الاصطناعي، تسلم السلطات المغربية للطرف الروسي المعطيات الجغرافية (خطوط الطول وخطوط العرض) الخاصة بمناطق الصيد المغربية. وتسلم هذه المعلومات على شكل إلكتروني معبر عنها بالدرجة والدقيقة والثانية.

يتم بين الطرفين المغربي والروسي تبادل المعلومات الخاصة بالأنظمة المستعملة للاتصال الإلكتروني وذلك بين مركزي المراقبة في كلا البلدين. هذه المعلومات تشمل في حدود الإمكان الأسماء وأرقام الهاتف والفاكسات والعناوين الإلكترونية التي يمكن استعمالها للتواصل بصفة عامة بين مركزي المراقبة.

يحدد موقع السفن بهامش خطأ يقل عن 500 متر وهامش ثقة في حدود تسعة وتسعين بالمائة (99%) .

- 4 - يكون البحارة المغاربة المقبولون على متن سفن الصيد الروسية ملزمين بما يلي:
 - أن يتوفروا على دفتر بحري؛
 - أن يدلوا بشواهد طبية تثبت قدرتهم على العمل على متن سفن الصيد؛
 - أن يحترموا نظام الشغل على متن سفن الصيد الروسية والامتثال لأوامر رؤسائهم.
 - 5 - يتم إشعار الطرف المغربي بكل إجراء تأديبي يتم اتخاذه تجاه البحارة المغاربة.
 - 6 - يحدد الأجر الشهري لكل بحار مغربي وفقا لمؤهلاته طبقا للعقود المحددة في النقطة 3 أعلاه.
 - 7 - يسلم المجهزون الروس أو من يمثلهم لإدارة قطاع الصيد البحري عن طريق تمثيلية الوكالة الفيدرالية الروسية للصيد قبل نهاية كل سنة، وثائق إثبات أداء أجور البحارة المغاربة.
- في كل الأحوال، تطبق الحقوق والمعايير الأساسية المعتمدة من قبل منظمة العمل الدولية (OIT) بصفة تلقائية على البحارة المغاربة الذين تم إركابهم على متن السفن الروسية للصيد البحري.

IV- إركاب الملاحظين العلميين المغاربة

1. كل سفينة صيد روسية مرخصة ملزمة بإركاب ملاحظ علمي مغربي، بصفة دائمة، على متنها؛
 2. خلال إبحاره على متن سفينة الصيد الروسية المرخصة، المكلف بمهمة على متنها، يقوم الملاحظ العلمي بدراسة و تتبع كل أنشطة السفينة وخاصة:
 - معدات الصيد المتواجدة على متن السفينة؛
 - مناطق الصيد التي يمارس بها نشاط الصيد؛
 - مكونات المصطادات و الأسماك المتخلص منها؛
 - تقنيات وعمليات معالجة المصطادات على متن السفينة؛
 - عمليات المسافنة داخل الميناء البحري أو قبائله؛
 3. لأجل القيام بمهامه، يمكن للملاحظ العلمي المغربي :
 - الإطلاع في أي وقت على وثائق السفينة (الرخصة ودفتر اليوميات والخرائط الخاصة بمنطقة الصيد المسموح بها... الخ)؛
 - استعمال بعض الآلات من قبيل أدوات التوضع و يمكنه أيضا استعمال تجهيزات والملاحة واستكشاف الأسماك دون الإضرار بسير عمليات الملاحة والصيد؛
 - استعمال أدوات الاتصال الخاصة بالسفينة كالراديو للتحدث إلى السلطات المغربية المعنية أو لسفن صيد أخرى؛
 - أخذ عينات بيولوجية لأغراض علمية؛
 - أخذ صور تبيانية للمعاينات المنجزة على متن السفينة والولوج لكل أقسام السفينة والتي لها علاقة بنشاط الصيد كإماكن معالجة المنتوج المصطاد والتبريد والتجميد والتخزين؛
 - اتخاذ جميع الترتيبات المناسبة كي لا تلحق ظروف إبحاره على متن السفينة توقفا أو عرقلة لعمليات الصيد؛
 - الاعتناء بالمتلكات والتجهيزات المتواجدة على متن السفينة واحترام سرية الوثائق الخاصة بهذه السفينة.
 4. خلال إركابهم على متن سفينة صيد روسية، تمنح للملاحظين العلميين المغاربة نفس الامتيازات الممنوحة، عادة، لضباط سفن الصيد الروسية، وعند الضرورة تقدم لهم المساعدة من طرف قبطان السفينة أو أفراد الطاقم.
 5. عند معاينة عدم مطابقة نشاط سفينة الصيد الروسية مع مقتضيات هذا الاتفاق أو تلك المقتضيات المحددة نظام الصيد البحري المغربي الجاري به العمل، يشعر الملاحظون العلميون قبطان السفينة ويسلمونه عناصر الإثبات التي تسمح لهم بعدم ملاحظة عدم المطابقة.
- وعليه يتوجب على قبطان سفينة الصيد الروسية أخذ هذه الملاحظات بعين الاعتبار والتقييد بجميع مواد الاتفاق .

ملحق II

شروط مزاولة سفن الصيد الروسية لأنشطة الصيد بمنطقة الصيد الأطلسية للمغرب

I- إصدار رخص الصيد

تسلم تمثيلية الوكالة الفيدرالية الروسية للصيد بالمملكة المغربية للسلطات المغربية المختصة لائحة بأسماء سفن الصيد الروسية التي ترغب في مزاولة أنشطة الصيد طبقا للشروط المنصوص عليها في الملحق I، وذلك في أجل 30 يوما على الأقل قبل بداية صلاحية رخص الصيد.

تتضمن هذه اللائحة أسماء أرقام تسجيل السفن الروسية وخاصياتها التقنية المحددة وأرقامها الخاصة بالنداء عبر الراديو وقدرات الصيد لكل سفينة (الإنتاج، التجميد و التخزين).
على أساس هذه الوثيقة يصدر الطرف المغربي رخص الصيد.

كل سنة، يرفق أول طلب لرخصة الصيد، بنسخة من عقد الجنسية الخاص بالسفينة أو بأية وثيقة أخرى رسمية مماثلة إضافة إلى شهادة دولية صالحة للسعة وصورة جانبية لهذه السفينة تبين هويتها. كل سفينة صيد مرخصة ملزمة، بطلب من السلطات المغربية، بالالتحاق مرة في السنة على الأكثر بأحد موانئ المملكة في أجل لا يتعدى الثلاثة أشهر التي تلي تاريخ الإشعار بهذا الطلب، وذلك بغرض الخضوع لفحص تقني والتأكد من المعطيات التقنية الخاصة بالسفينة وكذلك فحص معدات الصيد الموجودة على متن السفينة. ويجرى هذا الفحص خلال ال 24 ساعة المفتوحة التي تلي وصول السفينة إلى أحد الموانئ المغربية التالية: الدار البيضاء أو الجرف الأصفر أو أكادير أو العيون أو الداخلة.

تسلم إدارة قطاع الصيد البحري بالمغرب للسلطات الروسية المعنية رخص الصيد 15 يوما على الأقل قبل بداية صلاحيتها.

كل رخصة صيد تسلم باسم سفينة معنية، وغير قابلة للتفويت. ويجب أن تتواجد رخصة الصيد على متن السفينة في كل وقت.

II- استبدال رخص الصيد

1. عند الضرورة، خلال إنجاز رخص الصيد، وبطلب من الطرف الروسي، يمكن استبدال رخصة الصيد الخاصة بسفينة صيد روسية وإصدار أخرى بنقلها لسفينة صيد روسية في حدود الحمولة المسموح بها وذلك قبل بدء نشاط الصيد من طرف السفينة المقترحة مسبقا.

2. إذا تعذر على سفينة صيد روسية مرخص لها مزاولة نشاطها لأزيد من ثلاثة (03) أشهر لأسباب تقنية بحتة، فإن السلطات المغربية المختصة، بطلب من الطرف الروسي، يمكنها أن تدرس إمكانية تعويض هذه السفينة بسفينة صيد بأخرى من نفس الفئة.

3. في هذه الحالة، فإن سفينة الصيد البديلة ملزمة بأداء واجبات الرخصة طبقا للتشريع المغربي الجاري به العمل.

III- إركاب البحارة المغاربة

1 - كل سفينة صيد روسية مرخص لها ملزمة بتشغيل ستة عشرة (16) بحارا مغربيا على الأقل على متنها، وبصفة مستمرة، وذلك خلال فترة هذا الاتفاق.

يتم إيواء البحارة المغاربة في غرف خاصة من فردين أو أربعة أو ستة أفراد.

2 - البحارة المغاربة نوو الكفاءة من بينهم الضباط والميكانيكيين والملازمين ورؤساء الأطقم يؤمنون على متن السفن الصيد الروسية عملهم بصفة متمرنين وذلك بطريقة مزدوجة مع نظرائهم الروس. ويستفيدون أيضا من نفس ظروف الإيواء على متن السفينة على غرار نظرائهم الروس.

3 - ينجز المجهزون الروس أو من يمثلهم بالمملكة المغربية عقود عمل للبحارة المغاربة تحدد أجورهم ونظام الضمان الاجتماعي المطبق على المعنيين والذي يشمل أيضا التأمين على الحياة وأخطار حوادث الشغل والمرض. ويجب المصادقة من طرف السلطات المغربية المختصة على نسخ من عقود عمل البحارة المغاربة الذين تم إركابهم على متن سفن الصيد الروسية مع تسليم نسخ منها لإدارة قطاع الصيد البحري في أجل شهر بعد إبرامها.

المرفق 1 من الملحق I

اللائحة الكاملة للأصناف السطحية أو نصف سطحية التي يمكن أن تشكل الصيد العرضي

الاسم المحلي	الاسم العلمي / الصنف
الشخار	Pomadasys incisus
شرغو	Diplodus sp
زريقة رمادية	Spondylisoma cantharus
تغوالين/ بوريكتي	Plectorhynchus mediterraneus
الحمل / تاقيا	Lithognathus mormyrus
العضاض / بركة	Dentex sp
بوفا	Boops boops
سمطة	Trachinus vipera
الروينو	Trigla sp
المسرب	Sarpa salba
كابي	Capros sp
شعيرية	Brama brama
الرايوز	Macroramphosus sp
براكودا	Sphyraena sp
الشرن البدين	Chloroscombrus chrysurus
مالفا/ ياكوريت	Auxis thazard
مالفا/ تونين	Euthynnus alletteratus
ليمتاو	Katauwonus pelamis
بالوميت / ايغل / تازارا	Orcynopsis unicolor
يونيت/ سردا	Sarda sarda
ارغل نكار	Scomberomorus tritor
شرن	Caranx spp
شرن	Decapterus rhonchus
اولاح	Lichia spp
ليمون	Seriola spp
اولاح	Trachinotus ovatus
بغباغ	Naucrates ductor
شعيرية	Stromateus fiatola
بومخيط	Belone spp
سمطة	Lepidopus Caudatus
سمطة	Trichiurus lepturus
قراض	Pomatomeus saltatrix

يمنع منعاً كلياً تحويل الكميات المصطادة من السمك إلى دقيق أو زيت للسمك. يجوز فقط تحويل السمك الفاسد أو المتهاك أو غير صالح للأكل وكذلك الفضلات الناتجة عن تحويل السمك السطحي الصغير المرخص له إلى دقيق أو زيت للسمك. سيحدد الطرف المغربي نسبة الكميات التي ستحول إلى دقيق و/أو زيت للسمك وذلك في إطار اللجنة المشتركة.

يقوم الملاحظون العلميون بمراقبة صارمة لهذا النشاط .

تعاقب كل سفينة صيد روسية احتفظت على متنها بالرخويات والقشريات والأنواع القاعية الأخرى، أو تحويلها بطريقة صناعية إلى دقيق و/أو زيت للسمك بحجز المنتوج و سحب رخصة الصيد.

IV. عدد ونوع السفن المرخص لها

عدد سفن أسطول الصيد الحاملة للعلم الروسي المرخص لها بالصيد في المنطقة الأطلسية للمغرب خلال السنة الأولى من الاتفاق أقصاه عشرة (10) سفن صيد لا تتعدى حمولتها 7 765 طن خام للواحدة. بالنسبة لسنوات الاتفاق الأخرى، يتم تحديد عدد السفن المرخصة وكذا حمولتها من قبل الطرفين في إطار اللجنة المشتركة.

V. عيون الشباك ومعدات الصيد

يرخص لسفن الصيد الروسية العاملة في إطار هذا الاتفاق باستعمال شباك الجر السطحي أو نصف السطحي . القياس الأدنى المرخص به للعيون الممددة لشباك الجر السطحي أو شبه السطحي هو 40 مم. يمكن دعم جيب الشباك السطحي ونصف السطحي بغطاء إضافي لا تقل عيونه عن 400 مم و بدعامات حبلية بفارق متر ونصف (1,5) على الأقل الواحدة عن الأخرى ما عدا الدعامات الحبلية الموجودة نهاية الجيب والتي لا يجب أن تتواجد في أقل من 2 أمتار من منطقة إغلاق الجيب. يمنع دعم الجيب أو تثنيته بأي أداة أخرى ولا يسمح بأي حال استهداف أنواع أخرى غير الأسماك السطحية الصغيرة المرخصة بموجب هذا الاتفاق.

*

* *

ملحق I

إمكانيات الصيد الممنوحة من طرف المملكة المغربية روسيا الاتحادية

I. منطقة الصيد

1. تمارس سفن الصيد الروسية المرخص لها بالصيد في منطقة الصيد الأطلسية للمغرب، نشاطها في المنطقة الواقعة جنوب خط التساوي $28^{\circ}00'$ شمالا.
- تحدد المواقع الدقيقة لمنطقة الصيد المرخص لها طبقا للترتيب المبرم بين الطرفين والمحذر في رخص الصيد التي تسلمها الجهات المغربية المختصة لسفن الصيد الروسية المرخص لها.
2. لا يسمح لسفن الصيد الروسية بالصيد إلا خارج 15 ميل بحري من الشواطئ المغربية داخل منطقة الصيد المحددة في النقطة الأولى المشار إليها أعلاه.
3. يجب على سفن الصيد الروسية المسموح لها بالصيد، الالتزام بفترات الراحة البيولوجية التي تقرها المملكة المغربية في منطقة الصيد الأطلسية المشار إليها سابقا، والامتناع عن أي نشاط للصيد.
- في حالة إقرار فترة راحة بيولوجية، يبلغ الطرف المغربي الطرف الروسي، قدر الإمكان، ثلاثة (03) أشهر مسبقا عن فترة أو فترات التوقف عن الصيد وكذا المناطق المعنية بهذا الإجراء.

II. أنواع الأسماك السطحية المرخص بها

يجوز لسفن الصيد الروسية صيد أنواع الأسماك السطحية التالية: السردين وسردنال والأسقمري والشرن، والأنشوبا.

تحدد تركيبة النسبة المصطادة حسب مجموعات الأنواع خلال السنة الأولى لهذا الاتفاق كما يلي:

- السردين والسردنال: 23%؛

- الأسقمري والشرن والأنشوبا: 75%؛

- الصيد العرضي: 2%.

بالنسبة للسنوات الأخرى من الاتفاق، تحدد مجموعات الأنواع المشار إليها أعلاه من جانب الطرف المغربي في إطار اللجنة المشتركة.

III - الحصص المرخص بها

- 1 - تحدد الحصص السنوية المرخص بها في 140.000 طن من السمك السطحي لمدة الاتفاق. وتخفض هذه الحصص تبعا لحالة الموارد بعد الرأي العلمي للمعهد الوطني للبحث في الصيد البحري في إطار اللجنة المشتركة.
- 2 - لا يجب أن تتعدى كميات السمك السطحي ونصف السطحي المشكلة للصيد العرضي غير الأنواع المحددة في النقطة II المشار إليها أعلاه، نسبة أقصاها 2% من الكميات المصطادة لكل سفينة وفي كل رحلة.
- ترفق بهذا الملحق لائحة تضم الأنواع السطحية ونصف السطحية التي يمكن أن تشكل الصيد العرضي الموجودة في المرفق I لهذا الملحق (الملحق I).
- يمنع منعاً كلياً صيد الرخويات والقشريات والأنواع القاعية الأخرى. في حالة صيد هذه الأنواع بطريقة عرضية، يجب إرجاعها فوراً إلى البحر.

المادة العشرون

لا يجب أن تؤثر مقتضيات هذا الاتفاق أو في الحكم مسبقاً، بأي شكل من الأشكال، على الاتفاقات الثنائية أو متعددة الأطراف المبرمة من لدن كل طرف، وكذا وجهات نظر كل طرف بخصوص قضايا القانون الدولي للبحار.

المادة الحادية والعشرون

- 1- يطبق هذا الاتفاق مؤقتاً ابتداء من تاريخ التوقيع عليه، ويدخل حيز التنفيذ ابتداء من تاريخ آخر إشعار كتابي يؤكد استكمال الطرفين للإجراءات الداخلية المطلوبة للموافقة عليه.
 - 2- يُلغى هذا الاتفاق الموقع بتاريخ 14 فبراير 2013 بشأن التعاون في مجال الصيد البحري بين حكومة المملكة المغربية وحكومة روسيا الاتحادية ويحل محله .
 - 3- يبرم هذا الاتفاق لمدة أربع سنوات تبتدئ من تاريخ التوقيع عليه. ويحتفظ كل طرف بحق إشعار الطرف الآخر، كتابةً وعبر القنوات الدبلوماسية، بنيته في إلغاء هذا الاتفاق سنة أشهر مسبقاً.
- و حرر بموسكو بتاريخ 15 مارس 2016، في نظيرين أصليين باللغات العربية والروسية والفرنسية، وللنصوص الثلاث نفس الحجية.

عن
حكومة روسيا الاتحادية

عن
حكومة المملكة المغربية

*

* *

المادة السابعة عشرة

1- لتحقيق أهداف هذا الاتفاق، يحدث الطرفان لجنة مشتركة مغربية روسية في مجال الصيد البحري، المشار إليها فيما بعد بـ "اللجنة المشتركة"، ويعين كل طرف ممثليه في هذه اللجنة وذلك حسب المساطر والإجراءات الجاري بها العمل في بلده.

2- تتاطب باللجنة المشتركة المهام التالية وعلى الخصوص:

- الإشراف على تطبيق هذا الاتفاق وحل الخلافات المحتملة؛
- إقامة صلة الوصل الضرورية بين الطرفين في القضايا ذات الاهتمام المشترك في ميدان الصيد البحري؛
- تحديد البرامج وخطط العمل طبقا لمقتضيات هذا الاتفاق؛
- تقييم الدعم المقدم لتقوية الأبحاث العلمية، وتطوير فعالية تدبير الثروات البحرية كما هو منصوص عليه في النقطة 3 من المادة 5 من هذا الاتفاق؛
- دراسة الملاءمات المحتملة لمكونات حصيلة الصيد الممنوحة من قبل الطرف المغربي إلى الطرف الروسي خلال مدة صلاحية هذا الاتفاق؛
- تحديد أساليب التعاون في مجال مكافحة الصيد غير المشروع وغير المصرح به وغير المنظم والتعاون الإداري من أجل احترام القوانين المغربية ومقتضيات هذا الاتفاق؛
- تحديد ظروف التعاون في مجال التكوين؛
- تحدد سنويا:

- . حصة صيد أنواع المصطادات السطحية الصغيرة المسموح باصطيادها؛
- . مكونات المصطادات حسب مجموع الأصناف؛
- . عدد السفن المرخص لها؛
- . الأسعار المرجعية المطبقة على المنتجات المصنعة لتحديد المقابل المالي.

3- تدرس اللجنة المشتركة جميع القضايا الناتجة عن تطبيق هذا الاتفاق، وتحرر القرارات المتخذة داخل اللجنة المشتركة في محاضر تصبح واجبة التنفيذ وملزمة للطرفين.

4- تجتمع اللجنة المشتركة مرة في السنة، بالتناوب في المغرب وروسيا. ويمكن عقد دورات استثنائية بطلب من أحد الطرفين.

5- تقوم اللجنة المشتركة بأشغالها وفقا للمساطر والإجراءات المحددة في دورتها الأولى.

المادة الثامنة عشرة

إن كلا الطرفين ليسا مسؤولين عن التزامات الأشخاص المعنويين أو الذاتيين الذين أبرموا عقودا في إطار هذا الاتفاق.

المادة التاسعة عشرة

يتشاور الطرفان في حالة نشوء خلاف بينهما يتعلق بتأويل أو تطبيق هذا الاتفاق وملاحقه.

2- يتعهد الطرف الروسي باتخاذ كل الإجراءات الضرورية من أجل تعويض المستحقات غير المؤداة من طرف السفن الروسية التي لم تف بهذا الالتزام في أجل أقصاه شهرا واحدا أو حتى نهاية هذا الاتفاق على أقصى تقدير.

3- يشعر الطرف المغربي الطرف الروسي، كتابةً ومسبقاً بأجل كاف، بكل القوانين والأنظمة الجديدة في ميدان الصيد البحري بالمملكة المغربية وذلك من أجل ضمان احترامها من طرف سفن الصيد الروسية العاملة في منطقة الصيد الأطلسية للمغرب.

تطبق سفن الصيد الروسية هذه القوانين والأنظمة في أجل شهر ابتداء من تاريخ توصل الطرف الروسي بالإشعار.

4- إن الإجراءات ذات الطابع التشريعي لا يجب أن تكتسي طابعاً تمييزياً إزاء سفن الصيد الروسية العاملة في منطقة الصيد الأطلسية للمغرب أو أن تعرقل ممارسة حق الصيد الممنوح للطرف الروسي.

5- من أجل المساهمة في تطبيق مقتضيات هذا الاتفاق، يبقى الطرف الروسي على نشاط تمثيلية الوكالة الفيدرالية الروسية للصيد بالمملكة المغربية.

المادة الرابعة عشرة

1- كل سفينة صيد روسية تعمل في المنطقة الأطلسية للمغرب تخالف القوانين والأنظمة المغربية الخاصة بالصيد أو مقتضيات هذا الاتفاق، تعاقب طبقاً للتشريع المغربي الجاري به العمل وكذلك طبقاً للمقتضيات ذات الصلة باتفاقية الأمم المتحدة لقانون البحار لعام 1982.

2- في حالة توقيف سفينة صيد روسية عاملة في منطقة الصيد الأطلسية للمغرب أو حجزها، يشعر الطرف المغربي الطرف الروسي بذلك عبر القناة الدبلوماسية في أقرب الأجل الممكنة.

3- إذا تم توفير كفالة أو أية ضمانات أخرى كافية، يتم رفع الحجز فوراً عن السفينة الروسية المعنية ويتم إطلاق سراح طاقمها.

المادة الخامسة عشرة

بناء على طلب الطرف المغربي، يساهم الطرف الروسي في تزويد وحدات التعليب المغربية بالأسماك السطحية بواسطة سفن الصيد الروسية العاملة في منطقة الصيد الأطلسية للمغرب. يتم تحديد طرق وشروط هذا التزويد باتفاق مشترك بين الفاعلين الاقتصاديين بالبلدين.

المادة السادسة عشرة

حرصاً منهما على التأكد من نجاعة التدابير المتخذة للاستغلال العقلاني والمحافظة على الثروات البيولوجية، يتعاون الطرفان من أجل تفادي ومكافحة الصيد غير المشروع وغير المصرح به وغير المنظم في منطقة الصيد الأطلسية للمغرب وخاصة عبر تبادل المعلومات.

2- يمنح الطرف المغربي لسفن الصيد الروسية المرخص لها بالصيد في منطقة الصيد الأطلسية للمغرب الإمكانيات التالية:

- الرسو والمساحلة والإصلاح؛
- الإنزال والإركاب والتنقل بين السفن للمعدات التقنية وقطع الغيار؛
- التزود بالماء الشروب والوقود والمؤونة؛
- تنقل المنتجات المصنعة من طرف سفن الصيد الروسية وذلك طبقا للشروط المحددة من طرف اللجنة المشتركة.

3- يتم تحديد شروط إيداع سفن الصيد الروسية في موانئ المملكة المغربية طبقا للتشريعات الجاري بها العمل والقرارات المتخذة من طرف اللجنة المشتركة.

المادة العاشرة

يلتزم الطرف الروسي باستقبال ملاحظين علميين مغاربة على متن سفن الصيد الروسية المرخص لها بالصيد في منطقة الصيد الأطلسية للمغرب، ومنحهم كل التسهيلات اللازمة للقيام بمهامهم المتفق عليها بين الطرفين في إطار اللجنة المشتركة.

المادة الحادية عشرة

يلتزم الطرف الروسي بإركاب بحارة مغاربة قصد تشغيلهم على متن سفن الصيد الروسية المرخص لها بالصيد في منطقة الصيد الأطلسية للمغرب حسب الشروط المتفق عليها بين الطرفين في إطار اللجنة المشتركة.

المادة الثانية عشرة

يمد الطرف الروسي الطرف المغربي بكل المعطيات الإحصائية المتعلقة بنشاط الصيد للسفن الروسية المرخص لها بالصيد في منطقة الصيد الأطلسية للمغرب، ولا سيما المعلومات المتعلقة بالكميات المصطادة كل نوع وحجم المنتج المصنع المجدد المنقول لسفن أخرى، وفقا للإجراءات المحددة من قبل الطرف المغربي.

تخضع كل سفن الصيد الروسية العاملة بموجب هذا الاتفاق للتتبع بواسطة الأقمار الاصطناعية خلال تواجدها بالمياه المغربية.

المادة الثالثة عشرة

1- يلتزم الطرف الروسي باتخاذ كل الإجراءات الضرورية لضمان احترام السفن الروسية التي تصطاد بمنطقة الصيد الأطلسية للمغرب لمقتضيات هذا الاتفاق وللقرارات المتخذة من طرف اللجنة المشتركة، وكذا القوانين والأنظمة التي تدبر نشاط الصيد بمنطقة الصيد الأطلسية للمغرب، ومقتضيات اتفاقية الأمم المتحدة لقانون البحار لعام 1982.

المادة السابعة

من أجل دعم مساهمة الطرف الروسي للسياسة المغربية المتعلقة بالمحافظة على الثروات البحرية وإعادة تكوين مخزون بعض الأصناف المهددة بالاستغلال المفرط، وتلتزم سفن الصيد الروسية باحترام الأنظمة المغربية الجاري به العمل وكذا تدابير المحافظة على هذه الثروات وإعادة تكوين مخزون بعض أنواع الأسماك طبقا لاتفاقية الأمم المتحدة لقانون البحار لسنة 1982، ولمخططات العمل الدولية وخاصة مخططات منظمة الأمم المتحدة للأغذية والزراعة (الفاو).

المادة الثامنة

1- إن ممارسة أنشطة الصيد من طرف السفن الروسية بمنطقة الصيد الأطلسية للمغرب المنصوص عليها في الملحق II، خاضعة لما يلي:

- تسديد الطرف الروسي لتعويض مالي سنوي مقابل حق ولوج السفن الروسية لمنطقة الصيد الأطلسية للمغرب،

- تسديد مجهزي السفن الروسية للحقوق التالية:

. حقوق واجبات رخصة الصيد الممنوحة للسفن الروسية طبقا للأنظمة الجاري بها العمل في المملكة المغربية؛
. رسوم سنوية متعلقة بحق الصيد تمثل نسبة مئوية من قيمة المنتج المصنع من طرف السفن الروسية.

2- ويتم تحديد مبلغ التعويض المالي السنوي المتعلق بحق ولوج منطقة الصيد، وكذا النسبة المئوية المتعلقة بالرسوم السنوية والأسعار المرجعية على أساس حساب هذه الرسوم في الملحق III لهذا الاتفاق.

3- يؤدي تجهزو السفن الروسية مسبقا وشهريا الرسوم المتعلقة بحق الصيد حسب الحصص الممنوحة لكل سفينة وذلك قبل بداية مزاولة نشاط الصيد بمنطقة الصيد الأطلسية للمغرب.

4- يعمل الطرفان على ضمان التطبيق السليم لهذه الإجراءات والشروط من خلال التعاون الإداري الملائم بين سلطتيهما المختصة.

المادة التاسعة

1- طبقا للتشريع المغربي الجاري به العمل، يساهم الطرف المغربي في وضع الشروط الملائمة لإنجاز أنشطة الصيد والعمليات الناتجة عنها، وكذا لدخول موانئ المملكة المغربية والخروج منها لفائدة أعضاء أطقم سفن الصيد الروسية المرخص لها قانونا بالصيد في منطقة الصيد الأطلسية للمغرب.

- تنمية المبادلات في مجال المعارف المهنية وتكوين الأطر لفائدة قطاع الصيد البحري؛
- تجارة منتجات الصيد المصنعة؛
- التسويق؛
- تربية الأحياء المائية.

2- ويتم تحديد موضوع وشروط تطبيق التوجهات المشار إليها أعلاه من طرف اللجنة المشتركة.

المادة الرابعة

يتعاون الطرفان في ميدان التكوين البحري المتعلق بقطاع الصيد البحري. وفي هذا الصدد، يمنح الطرف الروسي إمكانيات ومنح تكوينية بالمؤسسات الروسية المتخصصة لفائدة رعايا مغاربة. سيتم تحديد شروط تنفيذ هذا التعاون داخل اللجنة المشتركة.

المادة الخامسة

1- يتعاون الطرفان، إما ثنائيا أو في إطار المنظمات المختصة بتدبير الصيد، سواء على المستوى الإقليمي أو شبه الإقليمي، من أجل إقرار وتنفيذ تدابير تضمن المحافظة على الثروات السمكية والاستغلال العقلاني لها.

ويتشاور الطرفان بشأن القضايا ذات الاهتمام المشترك.

وسيمت تحديد وإقرار الطرق العملية من أجل إنجاز هذا التعاون، في الوقت المناسب، باتفاق مشترك.

2- من أجل تطبيق مقتضيات هذه المادة يقوم الطرفان بحملات استكشافية بواسطة سفن أبحاث روسية في إطار البرامج المعدة من طرف المعهد الوطني للبحث للصيد البحري بالمملكة المغربية، بمساهمة المؤسسات العلمية الروسية للصيد البحري.

يحدد الطرفان كل سنة شروط التطبيق الفعلي لهذه الأبحاث العلمية خلال انعقاد دورات اللجنة المشتركة.

3- يمنح الطرف الروسي للطرف المغربي الدعم من أجل تقوية الأبحاث العلمية، وتحسين فعالية تدبير الثروات البحرية ومراقبة استغلالها.

المادة السادسة

1- يمتح الطرف المغربي لسفن الصيد الروسية في منطقة الصيد الأطلسية للمغرب إمكانيات لصيد الأنواع السطحية الصغيرة وذلك طبقا للشروط المحددة في الملحق I.

2- يحدد الطرف المغربي سنويا مكونات الصيد حسب أصناف الأنواع المصطادة ومناطق الصيد والأسعار المرجعية وكذا عدد ونوع سفن الصيد الروسية المرخص لها بالصيد في منطقة الصيد الأطلسية للمغرب، وذلك طبقا لمخطط تهيئة مصايد الأسماك السطحية الصغيرة بالمنطقة الأطلسية.

وأخذا بعين الاعتبار أن نشاط الصيد البحري يشكل دورة اقتصادية كاملة؛ وحرصا منهما على تدعيم علاقتهما عن طريق تعاون وثيق وعميق؛

وعزما منهما على تحديد أساليب تعاونهما في ميدان اقتصاد الصيد البحري على أسس المنفعة المتبادلة؛

وإذ تحذوهما الرغبة في تنمية وتنويع تعاونهما في قطاع الصيد؛

اتفقتا على ما يلي :

المادة الأولى

يحدد هذا الاتفاق مبادئ التعاون بين المملكة المغربية وروسيا الاتحادية فيما يخص المحافظة على الثروات السمكية في المنطقة الاقتصادية الخالصة للمغرب واستغلالها، ويحدد شروط قيام البواخر الحاملة للعلم الروسي المسماة فيما بعد "بواخر الصيد الروسية"، بالصيد في المجالات البحرية للواجهة الأطلسية والتي تمارس فيها المملكة المغربية حقوقها السيادية و/أو الخاضعة لولايتها، والمسماة فيما بعد "منطقة الصيد الأطلسية للمغرب".

ترد المقتضيات التقنية المتعلقة بإمكانيات الصيد وشروط مزاولته والمقابل المالي في ملحقات الاتفاق رقم I-II-III-VI-V-IV والتي تشكل جزءا لا يتجزأ من هذا الاتفاق.

المادة الثانية

يتعاون الطرفان في مجال البحث العلمي المرتبط بالثروة السمكية لا سيما فيما يرتبط بتخطيط وتنظيم رحلات البحث العلمية الضرورية وتحليل أعمالها للحفاظ على الثروات السمكية واستغلالها العقلاني سواء داخل منطقة الصيد الأطلسية للمغرب أو فيما وراء حدودها.

يتعاون الطرفان في المجالات المتعلقة بتقنيات وتكنولوجيات الصيد وتكنولوجيات معالجة السمك وبتنمية تربية الأحياء المائية.

تحدد شروط تطبيق هذه المادة من طرف اللجنة المشتركة المغربية الروسية للصيد البحري المنصوص على إنشائها في المادة 17 من هذا الاتفاق والمشار إليها فيما بعد بـ "اللجنة المشتركة"، وكذلك عن طريق المشاورات بين الهيئات المختصة لكلا الطرفين.

المادة الثالثة

1- يشجع الطرفان ، طبقا للتشريعات والأنظمة الخاصة بكل دولة على حدة، التواصل ويساهمون في دعم التعاون بين الفاعلين الاقتصاديين لكلا البلدين في الميادين التالية:

- تنمية الصناعات المرتبطة بالصيد البحري، وخاصة بناء وإصلاح السفن وصناعة معدات وآلات الصيد؛

اتفاق
تعاون في مجال الصيد البحري
بين
حكومة المملكة المغربية
و
حكومة روسيا الاتحادية

إن حكومة المملكة المغربية، المشار إليها بـ "الطرف المغربي" ،

و

حكومة روسيا الاتحادية، المشار إليها بـ "الطرف الروسي"،

والمشار إليهما معا فيما بعد بـ "الطرفين"؛

اعتباراً منهما لعلاقات الصداقة بين المملكة المغربية وروسيا الاتحادية ورغبة منهما في تعزيزها؛
ورغبة منهما في تنمية وتحسين التعاون الثنائي المتبادل في ميدان الصيد البحري واقتصاد الصيد
وكذا في القطاعات المرتبطة به؛

وتأكيداً منهما على التثبيت بمبادئ وأهداف اتفاقية الأمم المتحدة لقانون البحار المبرمة في 10 دجنبر
1982 ووفقاً لهذه الاتفاقية فإن المملكة المغربية قد أقامت منطقة اقتصادية خالصة تمتد إلى 200
ميل بحري من شواطئها والتي تمارس داخلها حقوقها السيادية بهدف استكشاف واستغلال والمحافظة
على موارد هذه المنطقة وتديرها؛

ووعياً منهما بالاهتمام الذي يوليانه للمحافظة، والاستغلال العقلاني للثروات السمكية وحماية البيئة
البحرية؛

واعترافاً منهما بضرورة التعاون العلمي الوثيق بهدف إعداد إجراءات للحفاظ على الثروات السمكية
واستغلالها العقلاني؛

وعزماً منهما على ضمان الحفاظ على الثروات البيولوجية في المياه المحاذية للسواحل المغربية
وتدبيرها؛

ووعياً منهما بأهمية الدور الذي يلعبه قطاع الصيد البحري والصناعات المرتبطة به في التنمية
الاقتصادية والاجتماعية في المملكة المغربية وبالجهد التي تبذلها من أجل جعل هذا القطاع مكوناً
أساسياً لاقتصادها الوطني وانشغالها المشروع بالحفاظ على مكتسباتها في هذا الميدان؛

ظهير شريف رقم 1.16.171 صادر في 21 من رجب 1441 (16 مارس 2020) بنشر اتفاق التعاون في مجال الصيد البحري،

الموقع بموسكو في 15 مارس 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة روسيا الاتحادية

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على اتفاق التعاون في مجال الصيد البحري، الموقع بموسكو في 15 مارس 2016 بين حكومة المملكة المغربية

وحكومة روسيا الاتحادية ؛

وعلى القانون رقم 31.16 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.16.144 بتاريخ

21 من ذي القعدة 1437 (25 أغسطس 2016) ؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، اتفاق التعاون في مجال الصيد البحري، الموقع بموسكو في

15 مارس 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة روسيا الاتحادية.

وحرر بالدار البيضاء في 21 من رجب 1441 (16 مارس 2020)،

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : سعد الدين العثماني.

*

* *

ابتداء من الأول من يناير من السنة الميلادية التالية مباشرة للسنة التي تم فيها تسليم الإخطار؛

(ب) بالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ من الأول من يناير من السنة الميلادية التالية مباشرة للسنة التي تم فيها تسليم الإخطار.

و إثباتا لما تقدم، قام الموقعان أدناه بموجب السلطة المخولة لهما في هذا الصدد من طرف حكومتيهما بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

حررت هذه الاتفاقية و وقعت في مدينة مراكش بتاريخ 2013/12/27 م، من نسختين أصليتين باللغة العربية.

عن
حكومة دولة قطر
علي شريف العمادي
وزير المالية

عن
حكومة المملكة المغربية
محمد بوسعيد
وزير الاقتصاد والمالية

المادة (28)

أعضاء البعثات الدبلوماسية والمناصب القنصلية

لا تؤثر أحكام هذه الاتفاقية على الامتيازات المالية الممنوحة لأعضاء البعثات الدبلوماسية أو المناصب القنصلية بموجب القواعد العامة للقانون الدولي أو بموجب أحكام اتفاقية خاصة.

المادة (29)

نفاذ الاتفاقية

1- تدخل هذه الاتفاقية حيز النفاذ بعد ثلاثين يوماً من تاريخ استلام وتبادل آخر الإخطارات عبر القنوات الدبلوماسية التي تشير إلى اكتمال الإجراءات الدستورية اللازمة في كل دولة لدخول هذه الاتفاقية حيز النفاذ وتطبق أحكامها:

(أ) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المؤداة أو المقيدة في الحساب ابتداء من الأول من يناير من السنة الميلادية التالية مباشرة لسنة دخول الاتفاقية حيز النفاذ؛

(ب) بالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ من الأول من يناير من السنة الميلادية التالية مباشرة لسنة دخول الاتفاقية حيز النفاذ.

2- يتوقف سريان الاتفاقية الموقعة بتاريخ 17 مارس 2006 بشأن تجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي فيما يتعلق بالضرائب على الدخل بين حكومة دولة قطر و حكومة المملكة المغربية وذلك من تاريخ سريان هذه الاتفاقية.

المادة (30)

إنهاء الاتفاقية

تبقى هذه الاتفاقية نافذة المفعول لفترة غير محددة، إلا أنه يجوز لأي من الدولتين المتعاقدين إنهاء هذه الاتفاقية عبر القنوات الدبلوماسية بإخطار إنهاء خطي للدولة المتعاقدة الأخرى في أو قبل اليوم الثلاثين من شهر يونيو في أي سنة ميلادية تلي انقضاء فترة خمسة سنوات من تاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز النفاذ. في هذه الحالة ينتهي العمل بالاتفاقية :

(أ) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المؤداة أو المقيدة في الحساب

- ج) تقديم معلومات من شأنها أن تكشف سرا تجاريا أو صناعيا أو مهنيا أو طريقة تجارية، أو أي معلومات يكون الكشف عنها مخالفاً للنظام العام.
- 4- إذا تم طلب معلومة من قبل دولة متعاقدة وفقاً لهذه المادة، يجب على الدولة المتعاقدة الأخرى أن تستخدم إجراءاتها المتبعة لجمع المعلومات للحصول على المعلومة المطلوبة، حتى وإن لم تكن هذه الدولة الأخرى تحتاج تلك المعلومة لأغراضها الضريبية. ويخضع الالتزام الوارد بالجملة الأخيرة للحدود الواردة بالبند (3) من هذه المادة، لكن لا يجوز بأي حال من الأحوال تفسير تلك الحدود على أنها تسمح لدولة متعاقدة أن ترفض تقديم المعلومة فقط لأنه ليس لديها مصلحة محلية في تلك المعلومة.
- 5- لا يجوز بأي حال من الأحوال تفسير أحكام البند (3) من هذه المادة على أنها تسمح لدولة متعاقدة أن ترفض تقديم المعلومة فقط لأن المعلومة في حوزة بنك، أو مؤسسة مالية أخرى، أو شخص مفوض أو شخص يتصرف بصفته وكيلاً أو أميناً على الممتلكات أو لأن المعلومة تتعلق بحصص ملكية في شخص ما.

المادة (27)

المساعدة لتحصيل الضرائب

- 1- تسعى الدولتان المتعاقدتان إلى تقديم المساعدة لبعضهما البعض، طبقاً للقواعد الخاصة لتشريعاتهما وأنظمتها، لغرض تحصيل الضرائب المشار إليها في هذه الاتفاقية و كذا الزيادات في الحقوق و الحقوق الإضافية و تعويضات التأخير و الفوائد و المصاريف المرتبطة بهذه الضرائب، عندما تكون هذه المبالغ مستحقة نهائياً تطبيقاً لقوانين و أنظمة الدولة المطالبة.
- 2- يرفق الطلب المعد لهذه الغاية بالوثائق التي تقتضيها قوانين و أنظمة الدولة المطالبة لإثبات أن المبالغ المزمع تحصيلها مستحقة نهائياً.
- 3- بناء على هذه الوثائق، تتم الإعلانات و الإجراءات المتعلقة بالاستخلاص و التحصيل في الدولة المطلوبة وفقاً للقوانين و الأنظمة المطبقة على استخلاص و تحصيل الضرائب الخاصة بها.
- 4- إن الدين المطابق للضريبة المزمع تحصيلها لا يعتبر ديناً مميزاً في الدولة المطلوبة.

4- يجوز أن تتصل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين مع بعضهما البعض بشكل مباشر من أجل التوصل إلى اتفاق في ضوء البنود السابقة من هذه المادة. وتسعى السلطات المختصة من خلال التشاور إلى وضع إجراءات وشروط وطرق وأساليب ثنائية مناسبة من أجل تنفيذ إجراءات الاتفاق المشترك الذي نصت عليه هذه المادة.

المادة (26)

تبادل المعلومات

1 - يتعين على السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين أن تتبادل المعلومات كلما كان ذلك ضروريا لتنفيذ أحكام هذه الاتفاقية أو لإدارة أو تنفيذ القوانين المحلية في الدولتين المتعاقبتين الخاصة بالضرائب من أي نوع أو وصف المفروضة باسم الدولتين المتعاقبتين أو أقسامهما السياسية أو سلطاتهما/ جماعاتهما المحلية طالما أن تلك الضرائب المفروضة ليست مخالفة للاتفاقية. ولا تحد المادتان (1) و(2) من هذه الاتفاقية من تبادل المعلومات.

2- تعامل أية معلومات تتلقاها دولة متعاقدة وفقاً للبند (1) من هذه المادة بسرية بنفس الطريقة التي تعامل بها المعلومات التي يتم الحصول عليها بمقتضى القانون المحلي لتلك الدولة، ولا يتم الكشف عنها إلا للأشخاص أو السلطات (بما في ذلك المحاكم والهيئات الإدارية) المعنية بتحديد أو تحصيل الضرائب المشار إليها بالبند (1) من هذه المادة أو تنفيذ أو إقامة الدعوى فيما يخص هذه الضريبة أو البت بالطعون المتعلقة بها وكذلك الأشخاص المسؤولين عن الإشراف و المراقبة على الأشخاص والسلطات والأنشطة المذكورة. وعلى هؤلاء الأشخاص أو السلطات استخدام تلك المعلومات لتمثل هذه الأغراض فقط. ويجوز لهم الكشف عن المعلومات في إجراءات المحكمة العلنية أو في الأحكام القضائية.

3 - لا يجوز بأي حال من الأحوال تفسير أحكام البندين (1) و (2) من هذه المادة بشكل يؤدي إلى إلزام دولة متعاقدة بما يلي:

(أ) اتخاذ تدابير إدارية مخالفة للقوانين أو الممارسات الإدارية في تلك الدولة أو في الدولة المتعاقدة الأخرى،

(ب) تقديم معلومات لا يمكن الحصول عليها بموجب القوانين أو النظم الإدارية المعتادة فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى،

4- يجب ألا تخضع مشاريع/مقاولات دولة متعاقدة يملك رأسمالها جزئياً أو كلياً أو يديرها بشكل مباشر أو غير مباشر مقيم أو أكثر في الدولة المتعاقدة الأخرى ، للضريبة في الدولة المذكورة أولاً أو لأي متطلبات تتعلق بها والتي قد تكون مغايرة أو أكثر عبثاً من الضريبة أو المتطلبات المتعلقة بها و التي تخضع لها مشاريع/مقاولات أخرى تابعة للدولة المتعاقدة المذكورة أولاً.

5- لا يعتبر إعفاء مواطني دولة قطر من الضريبة بمقتضى القانون القطري تمييزاً في مفهوم هذه المادة.

6- تطبق أحكام هذه المادة، رغم أحكام المادة (2) من هذه الاتفاقية، على الضرائب بمختلف أنواعها و تسمياتها.

المادة (25)

إجراءات الاتفاق المشترك

1- حينما يعتبر شخص أن إجراءات إحدى الدولتين المتعاقدين أو كليهما تؤدي أو سوف تؤدي بالنسبة له إلى فرض ضريبة لا تتفق مع أحكام هذه الاتفاقية، فيمكنه، بصرف النظر عن وسائل المعالجة المنصوص عليها في القوانين المحلية لكلتا الدولتين المتعاقدين، أن يعرض قضيته أمام السلطة المختصة التابعة للدولة المتعاقدة التي يقيم فيها أو للسلطة المختصة في الدولة المتعاقدة التي هو من مواطنيها، إذا كانت قضيته تندرج ضمن البند (1) من المادة (24) من هذه الاتفاقية. ويجب عرض القضية خلال سنتين من تاريخ أول إخطار بفرض الضريبة التي لا تتفق مع أحكام هذه الاتفاقية.

2- يتعين على السلطة المختصة، إذا تبين لها أن الاعتراض مسوغاً، وإذا لم تكن هي قادرة على التوصل إلى حل مرضي، أن تسعى إلى تسوية القضية عن طريق الاتفاق المشترك مع السلطة المختصة بالدولة المتعاقدة الأخرى، وذلك من أجل تجنب فرض ضريبة لا تتفق مع أحكام هذه الاتفاقية.

3- يتعين على السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين أن تسعى، عن طريق الاتصال المشترك فيما بينهما إلى التغلب على الصعوبات أو الغموض الذي قد ينشأ جراء تفسير أو تطبيق هذه الاتفاقية. كما يجوز لهما التشاور فيما بينهما لإزالة الازدواج الضريبي في الحالات التي لم ترد في هذه الاتفاقية.

طبقاً للقانون الداخلي لهذه الدولة و المتعلق بالتشجيعات الجبائية تعتبر بمثابة أداء لهذه الضرائب و يجب خصمها من الضريبة المحتمل فرضها على الدخل المذكور في الدولة المتعاقدة الأخرى.

3- إذا كان الدخل الذي يحصل عليه مقيم في دولة متعاقدة معفى من الضريبة في هذه الدولة طبقاً لأي حكم من هذه الاتفاقية، فإن هذه الدولة، من أجل تحديد سعر الضريبة على باقي دخل هذا المقيم، تأخذ بعين الاعتبار الدخل المعفى.

المادة (24)

عدم التمييز

1- لا يخضع مواطنو دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لأية ضريبة أو التزام يتعلق بها، تختلف أو تكون أكثر عبثاً من تلك التي يخضع لها أو يمكن أن يخضع لها مواطنو هذه الدولة الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصاً بالنظر إلى الإقامة. ويطبق هذا الحكم كذلك، رغم أحكام المادة (1) من هذه الاتفاقية، على الأشخاص غير المقيمين في دولة متعاقدة أو في أي من الدولتين المتعاقدين.

2- يجب عدم فرض ضريبة على منشأة دائمة يملكها مشروع/مقاولة دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى بشكل تفضيلي أقل في تلك الدولة الأخرى على مشاريع/مقاولات تابعة لتلك الدولة الأخرى تباشر نفس النشاطات. لا يجوز تفسير هذا النص على أنه يلزم دولة متعاقدة بمنح مواطن من الدولة المتعاقدة الأخرى أي خصومات شخصية وإعفاءات وتخفيضات لأغراض ضريبية بسبب الحالة المدنية أو المسؤوليات العائلية التي تمنحها لمواطنيها.

3- باستثناء ما تطبق عليه أحكام البند (1) من المادة (9) والبند (7) من المادة (11) والبند (7) من المادة (12) من هذه الاتفاقية، تخصم الفائدة أو الإتاوة أو أي مدفوعات أخرى يدفعها مشروع/مقاولة دولة متعاقدة إلى مقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى، من أجل تحديد أرباح المشروع/المقاولة التي ستخضع للضريبة كما لو أن تلك الفائدة أو الإتاوة أو المدفوعات الأخرى قد تم دفعها إلى مقيم في الدولة المذكورة أولاً.

2- لا تطبق أحكام البند (1) من هذه المادة، على المكافآت التي يتم الحصول عليها برسم أعمال بحث لم يتم إنجازها للمصلحة العامة، بل أساسا بهدف تحقيق منفعة خاصة لفائدة شخص أو أشخاص معينين.

المادة (22)

الدخول الأخرى

1- تخضع عناصر دخل مقيم في دولة متعاقدة، أينما تنشأ، والتي لم تتناولها المواد السابقة من هذه الاتفاقية، للضريبة فقط في تلك الدولة.

2- لا تطبق أحكام البند (1) من هذه المادة، على الدخل غير الدخل الناشئ من الأموال غير المنقولة كما تم تعريفه في البند (2) من المادة (6) من هذه الاتفاقية، إذا كان المستفيد من ذلك الدخل مقيما في دولة متعاقدة و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى نشاطا صناعيا أو تجاريا بواسطة منشأة دائمة توجد بها، أو مهنة مستقلة من خلال مقر ثابت يوجد بها، و كان الحق أو الملكية المولد للدخل يرتبط بها ارتباطا فعليا. و في هذه الحالة، تطبق أحكام الحق أو الملكية المولد للدخل يرتبط بها ارتباطا فعليا. و في هذه الحالة، تطبق أحكام المادتين (7) و (14) من هذه الاتفاقية، حسبما يقتضيه الحال.

المادة (23)

طرق تجنب الازدواج الضريبي

يتم تجنب الازدواج الضريبي بالطرق الآتية :

1- عندما يحصل مقيم في دولة متعاقدة على دخل تفرض عليه الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى طبقا لأحكام هذه الاتفاقية، فإن الدولة المذكورة أولا تمنح على الضريبة التي تستخلصها عن دخل هذا المقيم ، مع مراعاة أحكام البند (2) من هذه المادة ، خصما يساوي مبلغ الضريبة على الدخل المؤداة في الدولة المتعاقدة الأخرى. إلا أن هذا الخصم لا يمكنه أن يتجاوز الجزء من الضريبة على الدخل في الدولة المذكورة أولا، المحسوبة قبل الخصم، و المطابقة للدخل المفروضة عليه الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- لهدف تطبيق أحكام البند (1) من هذه المادة، إن الإعفاءات و التخفيضات الضريبية التي يستفيد منها مقيم في دولة متعاقدة برسم الدخل الخاضع للضريبة في هذه الدولة لفترة محددة

(ب) و مع ذلك تخضع المعاشات التقاعدية للضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان الشخص الطبيعي مقيماً في هذه الدولة الأخرى و يحمل جنسيتها.

3- تطبق أحكام المواد (15)، (16)، (17) و(18) من هذه الاتفاقية، على الأجور و الرواتب و غيرها من المكافآت المماثلة و كذا على المعاشات المؤداة مقابل خدمات مقدمة في إطار نشاط صناعي أو تجاري تمارسه دولة متعاقدة أو إحدى أقسامها السياسية أو سلطاتها/جماعاتها المحلية.

المادة (20)

الطلبة و المتدربون

1- المبالغ التي يحصل عليها طالب أو متدرب مقيم، أو كان قبل التحاقه مباشرة بدولة متعاقدة مقيماً في الدولة المتعاقدة الأخرى و يقيم في الدولة الأولى لغرض وحيد هو متابعة دراسته أو تدريبه، و التي يتقاضاها لأجل تغطية المصاريف المتعلقة بتعهد شؤون دراسته أو تدريبه لا تخضع للضريبة في هذه الدولة شريطة أن يكون مصدرها خارج هذه الدولة.

2- فيما يخص المنح و المرتبات برسم عمل مقابل أجر التي لا يطبق عليها البند (1) من هذه المادة، فالطالب أو المتدرب المشار إليه في البند (1) من هذه المادة، له الحق كذلك، خلال مدة دراسته أو تدريبه، في أن يستفيد من نفس الإعفاءات و الخصومات أو التخفيضات الممنوحة للمقيمين في الدولة التي يقيم فيها.

المادة (21)

المدرسون و الباحثون

1- إذا قام أي شخص طبيعي بزيارة دولة متعاقدة بدعوة من هذه الدولة أو من جامعة أو مؤسسة تعليمية أو ثقافية غير هادفة للربح تابعة لهذه الدولة، أو في إطار برنامج للتبادل الثقافي لفترة زمنية لا تتجاوز سنتين بهدف التدريس، إلقاء محاضرات أو إجراء بحوث في هذه المؤسسة — بصفته مقيماً أو كان مباشرة قبل هذه الزيارة مقيماً في الدولة المتعاقدة الأخرى — فإنه يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً عن مرتبه المتعلق بهذا النشاط شريطة أن يحصل على هذا المرتب من مصدر خارج هذه الدولة.

تخضع للضريبة فقط في هذه الدولة. و يطبق هذا الحكم كذلك على المرتبات العمرية/مدى الحياة المدفوعة لمقيم في دولة متعاقدة.

2- يعني مصطلح "مرتبات عمرية/مدى الحياة " مبلغاً محدداً يدفع دورياً في أوقات محددة خلال سنوات الحياة أو خلال فترة محددة أو يمكن تحديدها بموجب التزام بتسديد المبلغ مقابل تعويض كاف وواف من المال أو ما يعادله.

3- المعاشات و المرتبات العمرية/مدى الحياة وغيرها من المرتبات العمرية أو الظرفية المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو إحدى أقسامها السياسية من أجل التأمين عن الحوادث الشخصية تخضع للضريبة فقط في هذه الدولة.

4- على الرغم من أحكام البند (1) من هذه المادة ، فإن المعاشات التقاعدية و غيرها من المبالغ المؤداة طبقاً لتشريع الضمان الاجتماعي في دولة متعاقدة تخضع للضريبة فقط في هذه الدولة.

المادة (19)

الخدمات المؤداة للحكومة/الوظائف العمومية

1- (أ) الأجور و الرواتب و المكافآت المماثلة الأخرى، غير المعاشات التقاعدية ، المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو إحدى أقسامها السياسية أو سلطاتها/جماعاتها المحلية لشخص طبيعي مقابل خدمات سابقة لهذه الدولة أو لهذا القسم أو لهذه السلطة/الجماعة المحلية تخضع للضريبة فقط في هذه الدولة؛

(ب) غير أن هذه الأجور و الرواتب و المكافآت المماثلة الأخرى لا تخضع للضريبة إلا في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كانت الخدمات مقدمة في هذه الدولة و كان الشخص الطبيعي مقيماً فيها:

(1) و يحمل جنسية هذه الدولة، أو

(2) لم يصبح مقيماً في هذه الدولة لمجرد تقديم الخدمات فقط.

2- (أ) المعاشات التقاعدية المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو إحدى أقسامها السياسية أو سلطاتها/جماعاتها المحلية سواء كان ذلك مباشرة أو عن طريق الاقتطاع من ودائع تم إنشاؤها لشخص طبيعي برسم خدمات مقدمة لهذه الدولة أو لهذا الفرع أو لهذه السلطة/الجماعة المحلية تخضع للضريبة فقط في هذه الدولة؛

المادة (16)

مكافآت المديرين و أجور كبار المسؤولين الإداريين

- 1- تخضع المكافآت و أتعاب الحضور و التعويضات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم في دولة متعاقدة بصفته عضو مجلس الإدارة أو مجلس المراقبة أو مجلس مماثل لشركة مقيمة في الدولة المتعاقدة الأخرى للضريبة في هذه الدولة الأولى.
- 2- الأجور و الرواتب و المكافآت المماثلة الأخرى التي يحصل عليها مقيم في دولة متعاقدة بصفته مسؤولاً يشغل منصباً إدارياً من مستوى عال في شركة مقيمة في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى.

المادة (17)

الفنانون والرياضيون

- 1- على الرغم من أحكام المادتين (14) و(15) من هذه الاتفاقية، فإن الدخل الذي يحققه مقيم في دولة متعاقدة بصفته فناناً (ك ممثل مسرحي أو سينمائي أو إذاعي أو تلفزيوني) أو موسيقياً أو رياضياً، من نشاطاته الشخصية التي يمارسها بهذه الصفة في الدولة المتعاقدة الأخرى، يجوز أن يخضع للضريبة في تلك الدولة الأخرى.
- 2- إذا كان الدخل المتحقق من نشاطات شخصية يزاولها فنانون أو رياضيون بصفتهم المذكورة ، لا يعود للفنانين أو للرياضيين أنفسهم بل لشخص آخر، فإن ذلك الدخل، وبالرغم من أحكام المواد (7) و (14) و(15) من هذه الاتفاقية، يجوز أن يخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة التي يمارس فيها الفنانون أو الرياضيون نشاطاتهم.
- 3- على الرغم من أحكام البندين (1) و (2) من هذه المادة، فإن دخل الأنشطة المذكورة في البند (1) من هذه المادة ، في إطار برنامج مبادلات ثقافية أو رياضية موافق عليه و ممول كلياً أو جزئياً من طرف حكومتي الدولتين المتعاقدتين و التي لا تمارس بهدف الربح، تعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس بها هذه الأنشطة.

المادة (18)

المعاشات التقاعدية والمرتببات العمرية/مدى الحياة

- 1- مع مراعاة أحكام البند (2) من المادة (19) من هذه الاتفاقية ، فإن المعاشات التقاعدية و غيرها من المرتببات المماثلة المؤداة لمقيم في دولة متعاقدة برسم عمل سابق،

2- تشمل عبارة "مهنة حرة" على وجه الخصوص النشاطات المستقلة ذات الطابع العلمي أو الأدبي أو الفني أو التربوي أو التعليمي، وكذا النشاطات المستقلة للأطباء و المحامين و المهندسين و المهندسين المعماريين و أطباء الأسنان و المحاسبين.

المادة (15)

المهن غير المستقلة

1- مع مراعاة أحكام المواد (16) و(18) و(19) و(20) و(21) من هذه الاتفاقية، تخضع الأجور و الرواتب و المكافآت الأخرى المماثلة التي يتقاضاها مقيم في دولة متعاقدة برسم عمل مأجور للضريبة فقط في هذه الدولة، ما عدا إذا كان العمل ممارسا في الدولة المتعاقدة الأخرى. فإذا كان هذا العمل ممارسا فيها، فإن المكافآت المحصل عليها بهذه الصفة تخضع للضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- على الرغم من أحكام البند (1) من هذه المادة، تخضع المكافآت التي يتقاضاها مقيم في دولة متعاقدة برسم عمل مقابل أجر يمارسه في الدولة المتعاقدة الأخرى للضريبة فقط في الدولة الأولى شريطة:

(أ) أن يقيم المستفيد في الدولة الأخرى فترة أو فترات زمنية لا تتجاوز في مجموعها 183 يوما عن كل فترة زمنية قدرها إثني عشر شهرا تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛ و

(ب) أن تكون المكافآت مدفوعة من صاحب عمل أو لحساب صاحب عمل غير مقيم في الدولة الأخرى؛ و

(ج) ألا تتحمل أعباء المكافآت منشأة دائمة أو مقر ثابت يملكها صاحب العمل في الدولة الأخرى.

3- على الرغم من الأحكام السابقة من هذه المادة، فإن المكافآت المحصل عليها برسم عمل مقابل أجر على متن سفينة أو طائرة مستغلة في النقل الدولي تخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مركز الإدارة الفعلية للمشروع/للمقولة.

3- تخضع الأرباح الناتجة من نقل ملكية سفن أو طائرات تشغل في النقل الدولي أو الناتجة عن أموال منقولة ذات علاقة بتشغيل مثل تلك السفن أو الطائرات للضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مركز الإدارة الفعلية للمشروع/للمقاولة.

4- الأرباح الناتجة عن نقل ملكية أسهم رأسمال شركة تتكون أموالها أساسا، بطريقة مباشرة أو غير مباشرة، من أموال غير منقولة توجد في دولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة.

غير أن الأرباح المذكورة أعلاه، التي يحققها مقيم في دولة متعاقدة، تخضع للضريبة فقط في هذه الدولة إذا كان المالك المستفيد من هذه الأرباح هو هذه الدولة أو أحد أقسامها السياسية أو سلطاتها/ جماعاتها المحلية أو أي مؤسسة مملوكة كلياً بشكل مباشر أو غير مباشر لهذه الدولة أو أحد أقسامها السياسية أو سلطاتها/ جماعاتها المحلية.

5- تخضع الأرباح الناتجة عن نقل أي ملكية غير التي أشارت إليها البنود من (1) إلى (4) من هذه المادة، للضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يقيم فيها ناقل الملكية.

المادة (14)

المهن المستقلة

1- يخضع الدخل الذي يحققه مقيم في دولة متعاقدة من خلال ممارسته لمهنة حرة أو أنشطة أخرى ذات طابع مستقل للضريبة فقط في هذه الدولة؛ غير أنه يجوز أن يخضع هذا الدخل للضريبة في الدولة الأخرى في الحالات التالية:

(أ) إذا كان للمقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى مقر ثابت لممارسة نشاطاته بصفة اعتيادية، و في هذه الحالة، فإن الجزء من الدخل المنسوب لهذا المقر الثابت يخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى فقط ؛ أو

(ب) إذا كانت إقامته في الدولة المتعاقدة الأخرى لفترة أو لفترات زمنية تساوي أو تتعدى في مجموعها 183 يوماً خلال أي فترة إثني عشر شهراً تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛ و في هذه الحالة، فإن الجزء من الدخل الناتج عن النشاطات الممارسة في هذه الدولة الأخرى يخضع للضريبة فقط في هذه الدولة الأخرى .

5- لا تطبق أحكام البندين (1) و (2) من هذه المادة، إذا كان المستفيد من الإتاوات مقيماً في دولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى التي تنشأ فيها الإتاوات نشاطاً صناعياً أو تجارياً بواسطة منشأة دائمة توجد بها، أو مهنة مستقلة بواسطة مقر ثابت يوجد بها، و كان الحق أو الملكية الذي تتولد عنها الإتاوات مرتبطاً ارتباطاً فعلياً بالمنشأة الدائمة أو المقر الثابت المذكورين.

6- تعتبر الإتاوات نشأت في دولة متعاقدة إذا كان المدين هو تلك الدولة المتعاقدة، أو قسماً سياسياً، أو سلطة/جماعة محلية أو مقيماً في هذه الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالإتاوات في دولة متعاقدة، سواء كان مقيماً في دولة متعاقدة أو غير مقيم فيها، منشأة دائمة أو مقر ثابت يرتبط بها العقد الذي ترتب عنه أداء الإتاوات و تحملت من أجله تلك الإتاوات، فعندئذ تعتبر هذه الإتاوات ناشئة في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها المنشأة الدائمة أو المقر الثابت.

7- إذا ترتب بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمالك المستفيد من الإتاوات أو تربط كليهما بأشخاص آخرين و تجاوز مبلغ الإتاوات، باعتبار الخدمات التي تدفع من أجلها، المبلغ المتفق عليه بين المدين و المالك المستفيد في غياب مثل هذه العلاقات، فإن أحكام هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. و في هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من المدفوعات خاضعاً للضريبة وفق تشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة الأحكام الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة (13)

أرباح رأس المال

1- يجوز أن تخضع الأرباح التي يحققها مقيم في دولة متعاقدة من نقل ملكية الأموال غير المنقولة المشار إليها في المادة (6) من هذه الاتفاقية، والموجودة في الدولة المتعاقدة الأخرى للضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2- يجوز أن تخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقولة التي تدخل في أصول منشأة دائمة و التي يملكها مشروع/مقاول دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى أو الأموال المنقولة التي ترتبط بالمقر الثابت يملكها مقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى من أجل ممارسة مهنة مستقلة، بما في ذلك الأرباح الناتجة عن نقل ملكية هذه المنشأة الدائمة (بمفردها أو مع مجموع المشروع/المقاول) أو هذا المقر الثابت.

تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. وفي هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من المدفوعات خاضعا للضريبة طبقا لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة الأحكام الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة (12)

الإتاوات

1- تخضع الإتاوات التي تنشأ في دولة متعاقدة و المؤادة إلى مقيم في دولة متعاقدة أخرى للضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2- غير أنه يجوز أن تخضع هذه الإتاوات للضريبة في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها وحسب تشريع هذه الدولة، لكن إذا كان المالك المستفيد من الإتاوات مقيما في الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لن تتجاوز 10% (عشرة بالمائة) من المبلغ الإجمالي للإتاوات .

3- على الرغم من أحكام البندين (1) و (2) من هذه المادة، تخضع الإتاوات التي تنشأ في دولة متعاقدة و تدفع لمقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى للضريبة فقط في تلك الدولة الأخرى إذا كان المالك المستفيد من الإتاوات هو حكومة تلك الدولة المتعاقدة الأخرى أو أحد أقسامها السياسية أو إحدى سلطاتها/ جماعاتها المحلية أو أي مؤسسة مملوكة بالكامل لحكومة تلك الدولة.

4- يعني مصطلح "الإتاوات" الوارد في هذه المادة الأداءات على اختلاف أنواعها مقابل استعمال أو الحق في استعمال حق المؤلف عن عمل أدبي، فني أو علمي، بما في ذلك الأفلام السينمائية و الأشرطة و التسجيلات الخاصة بالبحث الإذاعي أو التلفزيوني أو البحث عن طريق الأقمار الاصطناعية، أو الارتباط، أو الألياف البصرية أو كل التقنيات المماثلة المستعملة في البحث الموجه للعموم، و الأشرطة المغنطة، و الأقراص و أقراص الليزر (برامج المعلوماتية)، و براءات الاختراع، و علامات الصنع أو علامات تجارية، و رسم أو نموذج، و تصميم، و صيغة أو طريقة سرية، و استعمال أو الحق في استعمال تجهيز صناعي، تجاري، فلاحي أو علمي و مقابل معلومات لها صلة بتجربة مكتسبة في الميدان الصناعي، التجاري أو العلمي (اكتساب المهارة)، و كذا مقابل المساعدة التقنية و تقديم الخدمات و المستخدمين غير تلك المشار إليها في المادتين (14) و (15) من هذه الاتفاقية.

الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لن تتجاوز 10% (عشرة بالمائة) من المبلغ الإجمالي للفوائد.

3- بالرغم من أحكام البندين (1) و(2) من هذه المادة، فإن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة و المدفوعة إلى حكومة الدولة المتعاقدة الأخرى أو إلى سلطة/ جماعة محلية فيها أو إلى بنكها المركزي أو إلى أي مؤسسة مملوكة بالكامل لحكومة تلك الدولة الأخرى، تعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة المشار إليها أولاً.

4- يعني مصطلح "الفوائد" وفق استخدامه في هذه المادة الدخل الناشئ من مطالبات السديون بكافة أنواعها، سواء كانت مضمونة برهن أو غير مضمونة وسواء كانت تمنح أو لا تمنح حق المشاركة في أرباح الدائن، وعلى وجه التحديد، الدخل من الأوراق المالية الحكومية والدخل من السندات أو سندات الدين بما في ذلك علاوات الإصدار والجوائز المتعلقة بتلك الأوراق المالية أو بالسندات أو سندات الدين. و لا تعتبر غرامات تأخير السداد بمثابة فوائد لأغراض هذه المادة.

5- لا تطبق أحكام البندين (1) و (2) من هذه المادة ، إذا كان المالك المستفيد من الفوائد، مقيماً في دولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى التي تنشأ فيها الفوائد نشاطاً صناعياً أو تجارياً بواسطة منشأة دائمة توجد بها، أو مهنة مستقلة بواسطة مقر ثابت يوجد بها، و كان الدين الذي تتولد عنه الفوائد مرتبطاً فعلياً بالمنشأة الدائمة أو المقر الثابت المذكور.

6- تعتبر الفوائد ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين هو تلك الدولة المتعاقدة أو قسماً سياسياً، أو سلطة/جماعة محلية أو مقيماً في هذه الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالفوائد في دولة متعاقدة ، سواء كان مقيماً في دولة متعاقدة أو غير مقيم فيها، منشأة دائمة أو مقر ثابت يرتبط بها الدين الذي ترتب عنه أداء الفوائد و تحملت من أجله تلك الفوائد، فعندئذ تعتبر هذه الفوائد ناشئة في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها المنشأة الدائمة أو المقر الثابت.

7- إذا ترتب بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمالك المستفيد من الفوائد أو تربط كليهما بأشخاص آخرين، و تجاوز مبلغ الفوائد، باعتبار الدين الذي تدفع من أجله، المبلغ المتفق عليه بين المدين و المالك المستفيد في غياب مثل هذه العلاقات، فإن أحكام هذه المادة لا

5- لا تطبق أحكام البندين (1) و (2) من هذه المادة، إذا كان المالك المستفيد من أرباح الأسهم، مقيماً في دولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى حيث تقيم الشركة الموزعة لأرباح الأسهم نشاطاً صناعياً أو تجارياً بواسطة منشأة دائمة توجد بها، أو مهنة مستقلة بواسطة مقر ثابت يوجد بها، وكانت المساهمة الموجبة لأرباح الأسهم مرتبطة بها ارتباطاً فعلياً. و في هذه الحالة، تطبق أحكام المادة (7) أو المادة (14) من هذه الاتفاقية، حسبما يقتضيه الحال.

6- عندما تحصل شركة مقيمة في دولة متعاقدة أرباحاً أو دخلاً من الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك الدولة الأخرى لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الأسهم المؤداة من قبل هذه الشركة، ما عدا الحالة التي يتم فيها دفع أرباح الأسهم تلك إلى مقيم بالدولة الأخرى أو بمدى ما تكون المساهمة التي تدفع أرباح الأسهم بشأنها مرتبطة بصورة فعلية بمنشأة دائمة أو مقر ثابت يوجد في تلك الدولة الأخرى، كما لا يجوز لها أن تخضع أرباح الشركة غير الموزعة إلى ضريبة الأرباح غير الموزعة، حتى لو كانت أرباح الأسهم المؤداة أو الأرباح غير الموزعة مكونة كلياً أو جزئياً من أرباح أو دخل ناشئ في تلك الدولة الأخرى.

7- على الرغم من أي حكم آخر من هذه الاتفاقية، عندما تملك شركة مقيمة في دولة متعاقدة منشأة دائمة في الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الأرباح المفروضة عليها الضريبة طبقاً للبند (1) من المادة (7) من هذه الاتفاقية، تخضع لضريبة محجوزة من المصدر في هذه الدولة الأخرى إذا كانت هذه الأرباح موضوعة رهن إشارة المقر في الخارج، غير أن الضريبة المحجوزة على هذا النحو لن تتجاوز 5% (خمسة بالمائة) من مبلغ الأرباح المذكورة بعد خصم الضريبة على الشركات المطبقة عليها في هذه الدولة المتعاقدة الأخرى.

المادة (11)

الفوائد

1- تخضع الفوائد التي تنشأ في دولة متعاقدة والمؤداة لمقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى للضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2- غير أنه يجوز أن تخضع هذه الفوائد للضريبة في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها وفقاً لتشريع هذه الدولة، لكن إذا كان المالك المستفيد من الفوائد مقيماً في الدولة المتعاقدة

3- لا تطبق أحكام البند (2) من هذه المادة، إذا أدت متابعات قضائية أو إدارية أو قانونية أخرى إلى حكم نهائي يقضي إثر إجراءات نتجت عنها تسوية للأرباح بموجب البند (1) من هذه المادة، بأن أحد المشروعين/المقاولتين يخضع لغرامات جزائية فيما يتعلق بالغش أو الإهمال الشديد أو التغاضي المتعمد.

المادة (10)

أرباح الأسهم

1- تخضع أرباح الأسهم التي تدفعها شركة مقيمة في دولة متعاقدة إلى مقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى للضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2 - ومع ذلك ، فإن أرباح الأسهم هذه يجوز أن تخضع للضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة حيث تقيم الشركة التي تدفع أرباح الأسهم وفقاً لقوانين تلك الدولة، ولكن إذا كان المالك المستفيد من أرباح الأسهم مقيماً في الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لن تتجاوز:

(أ) 5% (خمسة بالمائة) من إجمالي قيمة أرباح الأسهم، إذا كان المالك المستفيد في حوزته مباشرة ما لا يقل عن 10% (عشرة بالمائة) من رأس مال الشركة التي تؤدي أرباح الأسهم؛

(ب) 10% (عشرة بالمائة) من إجمالي قيمة أرباح الأسهم في جميع الحالات الأخرى.

3- بالرغم من أحكام البندين (1) و(2) من هذه المادة، فإن أرباح الأسهم التي تدفعها شركة مقيمة في دولة متعاقدة تخضع للضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان المالك المستفيد من أرباح الأسهم هو حكومة الدولة المتعاقدة الأخرى أو أحد أقسامها السياسية أو إحدى سلطاتها/جماعاتها المحلية أو أي مؤسسة مملوكة بالكامل لحكومة تلك الدولة الأخرى.

4- تعني عبارة "أرباح الأسهم" المستعملة في هذه المادة الدخل الناشئ من الأسهم، أسهم أو سندات الانتفاع، حصص المناجم، حصص المؤسسين أو حصص أخرى مساهمة في الأرباح باستثناء الديون، وكذا الدخل الناشئ من حصص المشاركة الأخرى وكذا المداخل الأخرى الخاضعة لنفس النظام الضريبي المطبق على دخل الأسهم حسب تشريع الدولة التي تقيم بها الشركة الموزعة لأرباح الأسهم.

حصة الأرباح المحققة بهذه الكيفية و العائدة لكل مشارك حسب نسبته في الاستغلال المشترك.

4- لأغراض هذه المادة، فإن أرباح مشروع/مقاولة تابعة لدولة متعاقدة و المتأتية من استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي تشمل الأرباح الناتجة عن استغلال أو تأجير الحاويات إذا كانت هذه الأرباح تابعة للدخل الذي تطبق عليه أحكام البند (1) من هذه المادة.

المادة (9)

المشروعات/المقاولات المشتركة

1- حيثما:

(أ) يساهم مشروع/مقاولة تابع لدولة متعاقدة بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو رقابة أو في رأسمال مشروع/مقاولة تابع لدولة متعاقدة أخرى؛ أو
(ب) يساهم نفس الأشخاص بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو رقابة أو في رأس مال مشروع/مقاولة تابع لدولة متعاقدة، ومشروع/مقاولة تابع للدولة المتعاقدة الأخرى، وفي أي من الحالتين، إذا وضعت أو فرضت شروط فيما بين المشروعين/المقاولتين فيما يتعلق بعلاقتهم التجارية أو المالية تختلف عن تلك التي يمكن وضعها بين مشروعين/مقاولتين مستقلين، فإن أية أرباح يمكن أن يحققها أي من المشروعين/المقاولتين ولكنه لم يحققها بسبب وجود هذه الشروط، يجوز ضمها لأرباح هذا المشروع/المقاولة وإخضاعها للضريبة وفقاً لذلك.

2- إذا أدرجت دولة متعاقدة أرباح مشروع/مقاولة تابع لها وأخضعت، للضريبة وفقاً لذلك، أرباح مشروع/مقاولة تابع لدولة متعاقدة أخرى خاضعة للضريبة في هذه الدولة المتعاقدة الأخرى، وكانت الأرباح التي تم إدراجها على هذا النحو، أرباحاً كان من الممكن أن تتحقق لمشروع/مقاولة تابع للدولة المتعاقدة المذكورة أولاً لو كانت الشروط الموضوعية بين المشروعين/المقاولتين هي نفسها التي يمكن أن تكون قائمة بين مشروعين/مقاولتين مستقلين، عندئذٍ يجوز للدولة المتعاقدة الأخرى إجراء التعديل المناسب على مبلغ الضريبة المفروضة على تلك الأرباح. وعند إجراء هذا التعديل، يجب أن تراعى الأحكام الأخرى في هذه الاتفاقية، وعلى السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين التشاور فيما بينهما إذا اقتضت الضرورة ذلك.

بالمثل، فإنه لا يدخل في احتساب أرباح المنشأة الدائمة نفس المبالغ المدرجة من طرف المنشأة الدائمة في الجانب المدين من حساب المقر المركزي للمشروع/للمقاولة أو لأي من مكاتبها.

4- إذا جرى العرف في دولة متعاقدة على تحديد الأرباح التي تنسب إلى منشأة دائمة على أساس تقسيم نسبي لأرباح المشروع/المقاولة الكلية على مختلف أقسامه، فإن أحكام البند (2) من هذه المادة، لا تمنع تلك الدولة المتعاقدة من تحديد الأرباح التي ستخضع للضريبة على أساس مثل هذا التقسيم النسبي الذي جرى عليه العرف، غير أن طريقة التقسيم النسبي يجب أن تؤدي إلى نتيجة تتفق مع المبادئ التي تتضمنها هذه المادة.

5- لا تنسب أية أرباح إلى المنشأة الدائمة استناداً فقط إلى قيام هذه المنشأة الدائمة بشراء سلع أو بضائع المشروع/المقاولة.

6- لأغراض البنود السابقة من هذه المادة، يتم تحديد الأرباح التي تنسب إلى المنشأة الدائمة بنفس الطريقة سنة بعد أخرى ما لم يكن هناك سبب قوي وكاف لخلاف ذلك.

7- حيثما تشتمل الأرباح على عناصر للدخل تمت معالجتها بشكل منفصل في مواد أخرى من هذه الاتفاقية، فإن أحكام تلك المواد لا تتأثر بأحكام هذه المادة.

المادة (8)

النقل البحري والجوي

1- تخضع الأرباح التي يحققها مشروع/مقاولة دولة متعاقدة من تشغيل سفن أو طائرات في النقل الدولي للضريبة في تلك الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مركز الإدارة الفعلية للمشروع/للمقاولة.

2- إذا كان مركز الإدارة الفعلية لمشروع/لمقاولة الملاحة البحرية يوجد على متن سفينة، فإن هذا المركز يعتبر موجوداً في الدولة المتعاقدة التي تم في مينائها قيد هذه السفينة، أو، في حالة عدم وجود ميناء القيد، في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها مشغل السفينة.

3- تطبق أحكام البند (1) من هذه المادة، كذلك على الأرباح الناتجة عن المساهمة في مجموعة أو اتحاد أو في استغلال مشترك أو في وكالة دولية للاستغلال، لكن فقط على

3- تطبيق أحكام البند (1) من هذه المادة، على الدخل الناتج من الاستغلال المباشر للأموال غير المنقولة أو من تأجيرها أو استغلالها بأي شكل آخر.

4- تطبيق أحكام البندين (1) و (3) من هذه المادة، على الدخل من الأموال غير المنقولة لمشروع/مقولة وعلى الدخل من الأموال غير المنقولة المستخدمة لأداء مهنة مستقلة.

المادة (7)

أرباح الأعمال

1- تخضع أرباح مشروع/مقولة تابع لدولة متعاقدة للضريبة فقط في هذه الدولة المتعاقدة إلا إذا كان المشروع/المقولة يزاول نشاطاً في الدولة المتعاقدة الأخرى من خلال منشأة دائمة توجد بها. فإذا زاول المشروع/المقولة مثل هذا النشاط فإنه يجوز أيضاً أن تفرض الضريبة على أرباحه في الدولة المتعاقدة الأخرى، ولكن بالنسبة للجزء الذي يمكن أن ينسب منها إلى تلك المنشأة الدائمة، و لكن فقط بمقدار ما يعود منها إلى المنشأة الدائمة.

2- مع مراعاة أحكام البند (3) من هذه المادة وحيثما يزاول مشروع/مقولة تابع لدولة متعاقدة نشاطاً في الدولة المتعاقدة الأخرى من خلال منشأة دائمة كائنة فيها، تنسب في كل دولة متعاقدة إلى تلك المنشأة الدائمة، الأرباح التي من المتوقع تحقيقها فيما لو كان مشروعاً/مقولة مميزاً أو مستقلاً يباشر نفس النشاطات أو نشاطات مشابهة في نفس الظروف أو في ظروف مشابهة ويتعامل بصورة مستقلة تماماً مع المشروع/المقولة الذي يعتبر منشأة دائمة له.

3- عند تحديد أرباح منشأة دائمة، يسمح بخصم المصاريف التي تم تحملها لأغراض المنشأة الدائمة بما في ذلك المصاريف التنفيذية والإدارية العامة التي تم تحملها على هذا النحو سواء في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها المنشأة الدائمة أو في أي مكان آخر والمسموح بها بموجب القانون المحلي للدولة المتعاقدة التي توجد فيها المنشأة الدائمة، كما لن يسمح بأي خصم عن المبالغ المؤداة، عند الاقتضاء، (لأغراض أخرى غير استرداد المبالغ المصروفة) بواسطة المنشأة الدائمة للمقر المركزي للمشروع/للمقولة أو لأي من مكاتبها على شكل إتاوات أو أتعاب أو أداءات مماثلة أخرى مقابل استخدام حقوق براءات الاختراع أو حقوق أخرى، أو على شكل عمولات نظير خدمات معينة أو نشاط إداري أو، فيما عدا المشروعات/المقولات المصرفية، على شكل فوائد على الأموال المقرضة للمنشأة الدائمة. و

6- على الرغم من الأحكام السابقة من هذه المادة، يعتبر مشروع/مقاوله للتأمين بدولة متعاقدة، باستثناء إعادة التأمين، أن له منشأة دائمة في الدولة المتعاقدة الأخرى، إذا كان المشروع/المقاوله يحصل أقساط تأمين أو يقوم بتأمين مخاطر في إقليم الدولة الأخرى بواسطة شخص آخر غير الوكيل ذو الوضع المستقل الذي يطبق عليه البند (7) من هذه المادة .

7- لا يعتبر أن لمشروع/مقاوله في دولة متعاقدة منشأة دائمة في الدولة المتعاقدة الأخرى لمجرد أنه يمارس فيها نشاطه عن طريق وسيط أو وكيل عام بالعمولة أو أي وكيل آخر ذو وضع مستقل، شريطة أن يعمل هؤلاء الأشخاص في النطاق المعتاد لنشاطاتهم. غير أنه إذا كانت نشاطات هذا الوكيل مخصصة كلها أو معظمها لحساب هذا المشروع/المقاوله وكانت الشروط المنفق عليها أو المفروضة بين المشروع/المقاوله والوكيل في علاقاتهما التجارية و المالية تختلف عن تلك التي قد تربط بين مشروعين/مقاولتين مستقلين، فلا يمكن اعتباره كوكيل ذي وضع مستقل بمفهوم هذا البند.

8- إن كون شركة مقيمة في دولة متعاقدة تتحكم في شركة أو تتحكم بها شركة مقيمة في الدولة المتعاقدة الأخرى، أو أنها تزاوّل نشاطاً في تلك الدولة المتعاقدة (سواء كان من خلال منشأة دائمة أو خلافه)، فإن ذلك لا يجعل في حد ذاته أيّاً من الشركتين منشأة دائمة للشركة الأخرى.

المادة (6)

الدخل من الأموال غير المنقولة

1- الدخل الذي يحصل عليه مقيم في دولة متعاقدة من الأموال غير المنقولة (بما في ذلك الدخل من الزراعة أو الغابات) الكائنة في الدولة المتعاقدة الأخرى، يجوز أيضاً إخضاعه للضريبة في هذه الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- يكون لعبارة "الأموال غير المنقولة" دلالة المعنى المقصود بها بمقتضى قانون الدولة المتعاقدة الكائنة فيها الأموال المعنية. في جميع الأحوال، تشمل هذه العبارة الملكية الملحقة بالأموال غير المنقولة، والمواشي والآلات المستخدمة في الزراعة والغابات والحقوق التي تطبق بشأنها الأحكام العامة للقانون المتعلق بملكية العقار، وحق الانتفاع بالأموال غير المنقولة والحقوق في المدفوعات المتغيرة والثابتة كمقابل الاستغلال أو الحق في استغلال الرواسب المعدنية وغيرها من الموارد الطبيعية. لا تعتبر السفن والطائرات كأموال غير منقولة.

(ب) تقديم الخدمات، بما في ذلك الخدمات الاستشارية من طرف مشروع/مقاوله بواسطة إجراء أو مستخدمين آخرين تم توظيفهم لهذا الغرض، لكن فقط إذا تواصلت مثل هذه النشاطات (لنفس المشروع أو لمشروع مرتبط به) فوق إقليم دولة متعاقدة لمدة أو لمدد تزيد في مجموعها على ستة (6) شهور خلال أي فترة اثني عشر (12) شهرا؛

4- على الرغم من الأحكام السابقة من هذه المادة، تعتبر عبارة "المنشأة الدائمة" غير شاملة لما يلي:

(أ) استخدام المرافق فقط لأغراض تخزين أو عرض سلع أو بضائع مملوكة للمشروع/للمقاوله؛

(ب) الاحتفاظ بمخزون من سلع أو بضائع مملوكة للمشروع/للمقاوله فقط لغرض التخزين أو العرض؛

(ج) الاحتفاظ بمخزون من سلع أو بضائع مملوكة للمشروع/للمقاوله فقط لغرض تصنيعها بواسطة مشروع آخر؛

(د) الاحتفاظ بمكان ثابت للعمل فقط لغرض شراء بضائع أو سلع أو جمع معلومات للمشروع/للمقاوله؛

(هـ) الاحتفاظ بمكان ثابت للعمل فقط لغرض القيام بأية نشاطات ذات طابع تحضيرية أو مساند للمشروع/للمقاوله؛

(و) الاحتفاظ بمكان ثابت للعمل فقط للجمع بين أي من النشاطات المذكورة في الفقرات الفرعية من (أ) إلى (هـ) من هذا البند، شريطة أن يكون مجمل نشاط المكان الثابت للعمل الناتج عن هذا الجمع ذا طابع تحضيرية أو مساند.

5- على الرغم من أحكام البندين (1) و(2) من هذه المادة، إذا عمل شخص - غير الوكيل ذو الوضع المستقل الذي يطبق عليه البند (7) من هذه المادة - في دولة متعاقدة لحساب مشروع/مقاوله تابع للدولة المتعاقدة الأخرى، فإن ذلك المشروع/المقاوله يعتبر بأن له منشأة دائمة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولا فيما يتعلق بالنشاطات التي يقوم بها ذلك الشخص لصالح المشروع/المقاوله في حالة ما إذا كانت لديه ويزاول، بشكل معتاد في هذه الدولة، سلطة إبرام العقود باسم ذلك المشروع/المقاوله، إلا إذا كانت نشاطات ذلك الشخص محدودة في تلك النشاطات المشار إليها في البند (4) من هذه المادة، والتي إذا تمت ممارستها من خلال مكان ثابت للعمل لا تجعل من هذا المكان الثابت للعمل منشأة دائمة طبقا لأحكام هذا البند.

(ج) إذا كان له إقامة معتادة في كلتا الدولتين المتعاقبتين أو لم يكن له إقامة معتادة في أي منهما، يعتبر مقيماً فقط في الدولة التي يحمل جنسيتها؛
 (د) إذا كان هذا الشخص يحمل جنسية كلتا الدولتين أو لا يحمل جنسية أي منهما، تسوي السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين الأمر باتفاق مشترك.

4- إذا كان شخص من غير الأشخاص الطبيعيين مقيماً في كلتا الدولتين المتعاقبتين بمقتضى أحكام البند (1) من هذه المادة، يعتبر مقيماً فقط في الدولة التي يوجد بها مركز إدارته الفعلية.

المادة (5)

المنشأة الدائمة

1- لأغراض هذه الاتفاقية، تعني عبارة "المنشأة الدائمة" المكان الثابت للعمل الذي يمارس من خلاله المشروع/المقولة عمله كلياً أو جزئياً.

2- تشمل عبارة "المنشأة الدائمة" بوجه خاص:

(أ) مقر الإدارة؛

(ب) فرعا؛

(ج) مكتبا؛

(د) مصنعا؛

(هـ) ورشة؛

(و) منجما، بئرا للنفط أو للغاز، محجرا/مقلعا أو أي مكان آخر لاستكشاف/للتقيب

عن أو استخراج أو استغلال موارد طبيعية؛

(ز) موقعا يستخدم للبيع؛

(ح) مستودعا موضوعا تحت تصرف شخص من أجل تخزين سلع لشخص آخر؛ و

(ط) مزرعة أو حقلا.

3- تشمل عبارة " منشأة دائمة " كذلك:

(أ) موقع بناء، أو مشروع بناء أو تجميع أو تركيب، أو أنشطة إشراف متعلقة به،

شريطة استمرار ذلك الموقع أو المشروع أو الأنشطة لفترة تتجاوز ستة (6) شهور خلال أي

فترة اثني عشر (12) شهرا؛ و

(2) أي شخص معنوي أو شركة أشخاص أو جمعية منشأة طبقاً للتشريع الجاري به العمل في دولة متعاقدة.

2- عند تطبيق أحكام هذه الاتفاقية من قبل دولة متعاقدة، فإن أي عبارة أو مصطلح لم يرد لهما تعريفاً فيها، وما لم يقتض سياق النص خلاف ذلك، يكون لهذه العبارة أو المصطلح نفس المعنى بمقتضى قانون تلك الدولة فيما يتعلق بالضرائب التي تطبق عليها هذه الاتفاقية، ويرجح المعنى الممنوح لهذه العبارة أو المصطلح في القانون الضريبي لهذه الدولة على المعنى الوارد في القوانين الأخرى لهذه الدولة.

المادة (4)

المقيم

1- لأغراض هذه الاتفاقية تعني عبارة "مقيم في دولة متعاقدة" أي شخص يكون بمقتضى قوانين هذه الدولة خاضعاً للضريبة فيها بسبب سكنه أو إقامته أو مركز إدارة أعماله أو أي معيار آخر ذي طبيعة مشابهة، ويشمل أيضاً تلك الدولة وأي من أقسامها السياسية أو سلطاتها/جماعاتها المحلية. ولكن هذه العبارة لا تشمل أي شخص يخضع للضريبة في تلك الدولة فقط فيما يخص الدخل المتحقق من مصادر موجودة في تلك الدولة.

2- لأغراض البند (1) من هذه المادة، يشمل مصطلح "مقيم":

(أ) أي شخص طبيعي يكون محل إقامته أو مسكنه في إحدى الدولتين المتعاقدين

و يحمل جنسية إحدى هاتين الدولتين؛

(ب) أي مؤسسة مملوكة بالكامل لحكومة دولة متعاقدة.

3- في حالة أن يكون شخص طبيعي مقيماً، وفق أحكام البند (1) من هذه المادة، في كلتا الدولتين المتعاقدين، يسوى وضعه على النحو التالي:

(أ) يعتبر مقيماً فقط في الدولة المتعاقدة التي يملك فيها سكن دائم، وإذا كان له سكن دائم

في كلتا الدولتين المتعاقدين، يعتبر مقيماً فقط في الدولة المتعاقدة التي تكون له فيها علاقات شخصية وروابط اقتصادية أوثق (مركز المصالح الحيوية)؛

(ب) إذا تعذر تحديد الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مركز مصالحه الحيوية، أو إذا لم

يكن له سكن دائم في أي من الدولتين المتعاقدين، يعتبر مقيماً فقط في الدولة المتعاقدة التي يملك فيها إقامة معتادة؛

(ب) يعني مصطلح "إقليم قطر" الأراضي والمياه الداخلية والإقليمية لدولة قطر وقاعها وباطنها، والفضاء الجوي الذي يعلوها والمنطقة الاقتصادية الخالصة والجرف القاري، والتي تمارس عليها دولة قطر حقوقها السيادية واختصاصها القضائي- وفقاً لأحكام القانون الدولي وقوانينها وأنظمتها الداخلية؛

(ج) يعني مصطلح "المغرب" المملكة المغربية، وعندما يستعمل بالمعنى الجغرافي يشمل مصطلح "المغرب":

(1) تراب المملكة المغربية، المياه الإقليمية،

(2) والمنطقة البحرية ما وراء البحر الإقليمي وتشمل امتداد البحر و أعماقه الباطنية (الجرف القاري) والمنطقة الاقتصادية الخالصة التي يمارس المغرب عليها حقوقه السيادية طبقاً لتشريعته وللقانون الدولي، وذلك بهدف استكشاف واستغلال موارده الطبيعية؛

(د) يعني مصطلح "ضريبة" الضريبة المغربية أو الضريبة القطرية حسبما يقتضيه سياق النص؛

(هـ) يشمل مصطلح "شخص" أي شخص طبيعي أو شركة أو أي مجموعة أخرى من الأشخاص؛

(و) يعني مصطلح "شركة" أي شخص معنوي أو أي كيان يعتبر شخصاً معنوياً لأغراض فرض الضريبة؛

(ز) تعني عبارتا "مشروع/مقولة دولة متعاقدة" و"مشروع/مقولة الدولة المتعاقدة الأخرى" على التوالي مشروع/مقولة يديره مقيم في دولة متعاقدة ومشروع/مقولة يديره مقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

(ح) تعني عبارة "النقل الدولي" أية عملية نقل بواسطة سفينة أو طائرة يقوم باستغلالها مشروع/مقولة يوجد مركز إدارته الفعلية في دولة متعاقدة، باستثناء الحالة التي يتم فيها استغلال السفينة أو الطائرة فقط بين أماكن في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

(ط) تعني عبارة "السلطة المختصة":

(1) في حالة دولة قطر، وزير الاقتصاد و المالية، أو من يمثله قانوناً؛

(2) في حالة المملكة المغربية، وزير الاقتصاد و المالية أو من يمثله قانوناً؛

(ي) يعني لفظ "مواطن":

(1) أي شخص طبيعي يحمل جنسية دولة متعاقدة؛

3- الضرائب الحالية التي تطبق عليها هذه الاتفاقية هي:

(1) في حالة المملكة المغربية :

(أ) الضريبة على الدخل ؛

(ب) الضريبة على الشركات ؛

(والمشار إليها فيما بعد "بالضريبة المغربية")

(2) في حالة دولة قطر:

الضرائب على الدخل ؛

(والمشار إليها فيما بعد "بالضريبة القطرية").

4- تطبق هذه الاتفاقية أيضاً على أية ضرائب مماثلة أو مشابهة في جوهرها للضرائب الحالية، والتي قد تفرض بعد تاريخ توقيع هذه الاتفاقية، بالإضافة إلى الضرائب القائمة أو بدلاً عنها. ويتعين على السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين أن تخطر كل منهما الأخرى بأية تغييرات جوهرية قد يتم إدخالها على القوانين الضريبية لكل منهما.

المادة (3)

تعريف عامة

1- لغرض هذه الاتفاقية، وما لم يقتض سياق النص خلاف ذلك:

(أ) تعني عبارتا "الدولة المتعاقدة" و"الدولة المتعاقدة الأخرى" المغرب أو قطر

حسبما يقتضيه سياق النص؛

اتفاقية

بشأن

تجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي
فيما يتعلق بالضرائب على الدخل
بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة قطر

إن حكومة المملكة المغربية و حكومة دولة قطر،

رغبة منهما في إبرام اتفاقية لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي فيما يتعلق
بالضرائب على الدخل،

قد اتفقتا على ما يلي:

المادة (1)

الأشخاص الذين تنطبق عليهم الاتفاقية

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين في إحدى الدولتين المتعاقبتين أو في كليهما.

المادة (2)

الضرائب التي تشملها الاتفاقية

1- تطبق هذه الاتفاقية على الضرائب على الدخل المفروضة لحساب دولة متعاقدة أو
أقسامها السياسية أو لسلطاتها/جماعاتها المحلية، بغض النظر عن الطريقة التي تفرض بها.

2- تعتبر ضرائب على الدخل جميع الضرائب المفروضة على الدخل الإجمالي أو
عناصر من الدخل، بما فيها الضرائب على الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقولة
أو غير المنقولة، و الضرائب على المبالغ الإجمالية للأجور أو الرواتب المؤداة من قبل
مشاريع/مقاولات ، بالإضافة إلى الضرائب على أرباح رأس المال.

ظهير شريف رقم 1.15.34 صادر في 21 من رجب 1441 (16 مارس 2020) بنشر الاتفاقية الموقعة بمراكش في 27 ديسمبر 2013 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة قطر بشأن تجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي فيما يتعلق بالضرائب على الدخل.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماه الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية الموقعة بمراكش في 27 ديسمبر 2013 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة قطر بشأن تجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي فيما يتعلق بالضرائب على الدخل :

وعلى القانون رقم 21.14 الموافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.08 بتاريخ 29 من ربيع الآخر 1436 (19 فبراير 2015) ؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية الموقعة بمراكش في 27 ديسمبر 2013 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة قطر بشأن تجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي فيما يتعلق بالضرائب على الدخل.

وحرر بالدار البيضاء في 21 من رجب 1441 (16 مارس 2020)،

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : سعد الدين العثماني.

*

* *

المادة الثانية**الدخول في حيز التنفيذ**

تتبادل الدولتان المتعاقدتان كتابة وبالطرق الدبلوماسية الإخطار بإتمام المسطرة اللازمة وفقا لتشريعاتهما من أجل دخول هذا التعديل في حيز التنفيذ. يدخل هذا التعديل في حيز التنفيذ بتاريخ آخر الإخطارات.

وإثباتا لما تقدم، قام الموقعان أدناه بموجب السلطة المخولة لهما في هذا الصدد بالتوقيع على هذا التعديل.

و حرر بنيدلهي، بتاريخ 8 غشت 2013، في نظيرين أصليين باللغات الإنجليزية و الهندية و العربية، وللنصوص الثلاثة نفس الحجية. و في حالة وجود خلاف في التأويل، يرجح النص الإنجليزي.

عن حكومة المملكة المغربية

عن حكومة جمهورية الهند

السيد العربي رفوع

سفير صاحب الجلالة

ملك المغرب بالهند

الدكتورة سودها شارما

رئيسة الهيئة المركزية للضرائب المباشرة

إدارة الإيرادات

وزارة المالية

حكومة الهند

2 - تظل المعلومات المحصل عليها عملاً بالفقرة 1 من طرف دولة متعاقدة سرية بنفس الصفة التي تطبع المعلومات المحصل عليها عملاً بالتشريع الداخلي لهذه الدولة. ولا يجوز الكشف عنها إلا للأشخاص أو للسلطات (بما فيها المحاكم و الهيئات الإدارية) المكلفة بتحديد أو تحصيل الضرائب المشار إليها في الفقرة 1، أو بالمساطر أو المتابعات أو القرارات الناتجة عن الطعون المتعلقة بهذه الضرائب، أو هيئات المراقبة المتعلقة بهؤلاء الأشخاص أو هذه السلطات. ولا يجوز للأشخاص أو السلطات المذكورة استعمال هذه المعلومات إلا لهذه الأغراض. ويمكنهم الكشف عنها أثناء الجلسات العمومية للمحاكم أو عند إصدار الأحكام. لا يجوز الكشف عن المعلومات لأية سلطة أو وكالة تنفيذية أخرى في الدولة المتعاقدة المطالبة للمعلومات بدون موافقة كتابية صريحة من السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة المطلوبة.

3 - لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرتين 1 و 2 على أنها تلزم دولة متعاقدة:

(أ) باتخاذ تدابير إدارية تتعارض مع التشريع والممارسة الإدارية المعمول بهما فيها أو في

الدولة المتعاقدة الأخرى؛

(ب) بتقديم معلومات (بما ذلك الوثائق أو الصور المصادق عليها لهذه الوثائق) لا يمكن الحصول عليها حسب التشريع أو في إطار الممارسة الإدارية العادية المعمول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

(ج) بتقديم معلومات من شأنها كشف سر تجاري أو صناعي أو مهني أو طريقة تجارية أو تقديم معلومات يعتبر الكشف عنها مخالفاً للنظام العام.

4- إذا طلبت المعلومات من طرف دولة متعاقدة عملاً بهذه المادة، وجب على الدولة المتعاقدة الأخرى استخدام التدابير التي تتوفر عليها للحصول على المعلومات المطلوبة حتى وإن كانت الدولة الأخرى لا تحتاج إلى تلك المعلومات لأغراض ضريبية خاصة بها. ويخضع الالتزام المشار إليه في الجملة السابقة للقيود المنصوص عليها في الفقرة 3 ما لم تكن هذه القيود تحظر على دولة متعاقدة تقديم المعلومات لمجرد أن هذه المعلومات لا تشكل مصلحة داخلية بالنسبة إليها.

5- لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرة 3 على أنها تسمح لدولة متعاقدة بالامتناع عن توفير معلومات لمجرد أنها توجد في حوزة مصرف أو مؤسسة مالية أخرى أو وكيل أو شخص يعمل بصفة وكيل أو بصفة مؤتمن أو لأن المعلومات المطلوبة ترتبط بحقوق ملكية أحد الأشخاص.

تعديل لاتفاقية بين المملكة المغربية وجمهورية الهند

لتفادي الازدواج الضريبي ومنع التهرب الجبائي

في ميدان الضرائب على الدخل

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية الهند،

رغبة منهما في إبرام تعديل للاتفاقية بين المملكة المغربية وجمهورية الهند لتفادي الازدواج الضريبي ومنع التهرب الجبائي في ميدان الضرائب على الدخل الموقعة في الرباط بتاريخ 30 أكتوبر 1998 (المشار إليها فيما يلي بـ "الاتفاقية").

اتفقتا على ما يلي:

المادة الأولى

تحذف المادة 26 وتعوض بـ:

"المادة السادسة والضرون

تبادل المعلومات

1 - تتبادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين المعلومات (بما في ذلك الوثائق أو الصور المصادق عليها لهذه الوثائق) ذات الصلة في المدى المنظور لتطبيق أحكام هذه الاتفاقية أو لتدبير أو تطبيق التشريع الداخلي المتعلق بالضرائب، مهما كانت طبيعتها أو تسميتها والتي يتم فرضها لحساب الدولتين المتعاقبتين، أو فروعهما السياسية أو جماعاتهما المحلية ما دامت تلك الضرائب لا تتعارض مع الاتفاقية. ولن تؤثر المادة 1 على تبادل المعلومات.

ظهير شريف رقم 1.14.171 صادر في 21 من رجب 1441 (16 مارس 2020) بنشر تعديل الاتفاقية بين المملكة المغربية وجمهورية الهند لتفادي الازدواج الضريبي ومنع التهرب الجبائي في ميدان الضرائب على الدخل، الموقع بنيودلهي في 8 أغسطس 2013.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماه الله وأعز أمره أننا :

بناء على تعديل الاتفاقية بين المملكة المغربية وجمهورية الهند لتفادي الازدواج الضريبي ومنع التهرب الجبائي في ميدان الضرائب على الدخل، الموقع بنيودلهي في 8 أغسطس 2013 ؛

وعلى القانون رقم 08.14 الموافق بموجبه على التعديل المذكور والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.14.154 بتاريخ 25 من شوال 1435 (22 أغسطس 2014) ؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول التعديل المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، تعديل الاتفاقية بين المملكة المغربية وجمهورية الهند لتفادي الازدواج الضريبي ومنع التهرب الجبائي في ميدان الضرائب على الدخل، الموقع بنيودلهي في 8 أغسطس 2013.

وحرر بالدار البيضاء في 21 من رجب 1441 (16 مارس 2020).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : سعد الدين العثماني.

*

* *

مرفق 1

لائحة المدارس الأمريكية بالمغرب

1. المدرسة الأمريكية بالرباط
1 مكرر، شارع الأمير ابن عبد القادر
الرباط 10080

2. المدرسة الأمريكية بالدار البيضاء
طريق مكة
تقسيم أوكوك، حي كاليفورنيا
الدار البيضاء 20150

3. المدرسة الأمريكية بطنجة
149، زنقة كريستوفر كولومب
طنجة 90000

4. أكاديمية جورج واشنطن
كلم 5,6، طريق أزموور
الحي الحسني، الدار البيضاء 20220

5. المدرسة الأمريكية بمراكش
طريق ورزازات (كلم 9)
ص.ب. 6195
مراكش 40000

ج- يمكن تعديل هذا الاتفاق كتابياً عبر اتفاق مشترك بين الطرفين. وتدخل التعديلات حيز التنفيذ من تاريخ التوقيع عليها.

د- يجوز للطرفين إلغاء هذا الاتفاق، في أي وقت، بواسطة إشعار موجه، عبر القناة الدبلوماسية، للطرف الآخر. ويسري مفعول هذا الإلغاء سنتان (2) بعد تاريخ الإشعار المتعلق به.

وحرز بالرباط، بتاريخ 22 فبراير 2013، في نظيرين باللغتين العربية والإنجليزية؛ وللنصين معاً نفس الحجية.

عن
حكومة الولايات المتحدة الأمريكية
صامويل ل. كابلان
سفير الولايات المتحدة الأمريكية
بالمملكة المغربية

عن
حكومة المملكة المغربية
ناصر بوريطة
الكاتب العام لوزارة الشؤون
الخارجية والتعاون

*
*

المادة 11

تعفى لوازيم التدريس والمنقولات الموجهة للاستعمال المباشر من طرف المدارس الأمريكية، وكذا الوسائل السمعية والبصرية ذات الطابع التعليمي والعلمي والثقافي، من الرسوم الجمركية والضرائب على الواردات، طبقاً لمقتضيات الاتفاق المتعلق بتسهيل التداول الدولي للأجهزة وللأدوات السمعية والبصرية ذات الطابع التعليمي والعلمي والثقافي الموقع بنيويورك بتاريخ 15 يوليوز 1949، حيث يعتبر المغرب والولايات المتحدة طرفين فيه.

تستفيد المدارس الأمريكية من الاستيراد المؤقت مع تعليق الرسوم والضرائب، في حدود ثلاث سيارات معدة للاستخدام من قبل إدارة المدرسة. إن استيراد مركبات التعويض مشروط بما يلي:

- أن يتجاوز عمر السيارة أربع سنوات؛
- أن تتم تسوية الوضعية الجمركية للمركبة المراد تعويضها عبر إعادة تصديرها، أو بيعها أو تعشيرها؛
- الإغفاء من دفع الرسوم والضرائب المستحقة للتخلص من حطام السيارة الأولى إذا أصبحت غير صالحة للاستعمال بعد وقوع حادث.

المادة 12

إذا رغب المغرب في فتح مؤسسة للتعليم المدرسي، الابتدائي والثانوي بالولايات المتحدة الأمريكية، فإن وزارة الخارجية الأمريكية، اعترافاً بأهمية التعاون في ميدان التربية، وعلى أساس المعاملة بالمثل، ستعمل على تيسير إجراء المحادثات مع السلطات الحكومية المختصة للحصول على امتيازات مماثلة لتلك الممنوحة للمدارس الأمريكية بمقتضى هذا الاتفاق.

المادة 13

تتم تسوية كل اختلاف في تأويل أو تطبيق مقتضيات هذا الاتفاق بشكل ودي بين الطرفين.

المادة 14

أ- يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ من تاريخ التوصل بآخر إشعار، عبر تبادل مذكرات، والذي بمقتضاه يخبر أحد الطرفين الطرف الآخر، عبر القناة الدبلوماسية، باستكمال الإجراءات الداخلية المطلوبة لدخول الاتفاق حيز التنفيذ.

ب- يسري مفعول هذا الاتفاق لمدة غير محددة.

المادة 8

- أ- يتم تحديد رسوم التسجيل والتسجيل بالمدارس الأمريكية من طرف مجالس الإدارة لكل مدرسة على حدة.
- ب- تؤدي هذه المصاريف بالدرهم بالنسبة للمواطنين المغاربة وكذا الأجانب القاطنين بصفة دائمة بالمغرب.
- ج- تحدد مجالس إدارة هذه المدارس طرق الأداء بالنسبة للمواطنين الأمريكيين وكذا باقي الأجانب، بمن فيهم الدبلوماسيين والأعوان القنصليين، القاطنين بصفة مؤقتة بالمغرب.

المادة 9

- أ- باعتبار المدارس الأمريكية هيئات لا تهدف إلى الربح، فإنها ملزمة بتقديم تقاريرها الأدبية والمالية إلى السلطات المغربية المختصة.
- ب- تخضع المدارس الأمريكية، والموظفون الذين يعتبرون أجانب أو قاطنين غير دائمين بالمغرب، للضريبة طبقاً لمقتضيات القانون الجبائي المغربي الجاري به العمل، بما في ذلك مجموع التشريع المتعلق بالضرائب، بشرط تطبيق مقتضيات الفقرة (ج) من هذه المادة وكذا الاتفاقية بين المملكة المغربية والولايات المتحدة الأمريكية الهادفة لتفادي الازدواج الضريبي في مجال الضرائب على الدخل، الموقعة بالرباط بتاريخ فاتح غشت 1977 .
- ج- تعفى المدارس الأمريكية بالمغرب من أداء الضريبة المهنية وضريبة الخدمات المحلية طبقاً للمقتضيات القانونية الجاري بها العمل، باستثناء ما يخص الرسوم أو الضرائب المحلية المستخلصة كمقابل عن خدمات خاصة مقدمة.
- د- يطبق نظام الانخراط في الضمان الاجتماعي بالمغرب على كل المدارس الأمريكية.

المادة 10

- أ- يستفيد الموظفون الأجانب بالمدارس الأمريكية، المعينون من خارج المغرب، وفي أجل أقصاه ستة أشهر التي تلي تاريخ توليهم المنصب بالمغرب، من الاستيراد المعفى من الرسوم الجمركية على الأمتعة والأشياء المنقولة المعدة للاستعمال الشخصي، وهذا طوال مدة عقد العمل الذي يربطهم بهذه المدرسة.
- ب- تسلم بطاقات الإقامة ورخص العمل المخصصة إلى موظفي المدارس من طرف السلطات المغربية المختصة لمدة صلاحية عقد العمل الذي يربطهم بالمدارس.

المادة 5

أ- يتم تحديد جدول سنوي لأيام العطل والعطل الصيفية لكل مدرسة أمريكية على حدة من طرف مجلس إدارتها، مع الأخذ بعين الاعتبار الأعياد الدينية والوطنية في المغرب.

ب- يتم إرسال جدول العطل المذكور إلى السلطات التعليمية المغربية المختصة.

المادة 6

أ- تقدم المدارس الأمريكية برنامجا دراسيا مطابقا لمعايير الولايات المتحدة الأمريكية في مجال التعليم.

ب- تشمل برامج تعليم هذه المدارس على أساس قاعدة موحدة وشاملة لجميع الأسلاك، تعليم اللغة العربية والثقافة المغربية، وكذا تاريخ وجغرافية المغرب للتلاميذ المغاربة، بمن فيهم حاملي الجنسية المزدوجة. وتكون هذه البرامج موضوع تنسيق بين إدارات المدارس الأمريكية والسلطات التعليمية المغربية المختصة.

ج- إن الدروس المشار إليها في الفقرة (ب) من هذه المادة سوف يتم تدريسها من طرف أساتذة مغاربة، وسوف يخضعون للتفتيش من طرف السلطات المذكورة.

د- بطلب من هذه السلطات، تقدم المدارس الأمريكية للسلطات المغربية المختصة نسخة من السيرة الذاتية للمدرسين المعيّنين لتدريس التخصصات المذكورة في الفقرتين ب و ج من هذه المادة.

هـ- بناء على طلب من السلطات المغربية، تقدم المدارس الأمريكية معلومات لها عن المناهج الدراسية الأمريكية التي تدرس في هذه المدارس.

المادة 7

أ- يمكن للمدارس الأمريكية توظيف هيئة التدريس وموظفي الإدارة، حسب احتياجات المدارس وكذا تبعا لمعايير الكفاءة المحددة من طرف مجالس الإدارة لكل مدرسة على حدة.

ب- يتم اقتطاع أجور وامتيازات هيئة التدريس وكذا موظفي الإدارة حصريا من حساب الميزانيات الخاصة بكل مدرسة.

المادة 3

- أ- يجب أن يستجيب تهيئ المدارس الأمريكية لقواعد السلامة والمعايير الصحية المنصوص عليها في القانون المغربي.
- ب- تتم إدارة المدارس الأمريكية من طرف مجالس إدارة كل منها.
- ج- تتعاون مجالس الإدارة وإدارة المدارس الأمريكية مع السلطات التعليمية المغربية المختصة.
- د- إن الشهادات الدراسية الصادرة عن المدارس الأمريكية، والممنوحة من طرفها والمقبولة من لدن هيئات دولية متخصصة، يتم الاعتراف بها من طرف المغرب طبقا للشروط المنصوص عليها في القانون المغربي الجاري به العمل.
- هـ- بقدر ما يتم إنشاء المدارس الأمريكية بالمغرب لتأمين تـمدرس أطفال الجالية الدبلوماسية الأمريكية، فإن لهؤلاء الأطفال الأولوية في التسجيل.
- و- تفتح هذه المدارس كذلك للتلاميذ المغاربة، وكذا لأطفال الجاليات الأجنبية المقيمة بالمغرب بشكل دائم أو مؤقت.
- ز- تمنح موافقة ولوج المدارس الأمريكية وفقا للأنظمة المحددة من قبل المجالس الإدارية لهذه المدارس.
- ح- إن شروط التـمدرس هي نفسها المطبقة بالنسبة لكل التلاميذ بدون ميز باستثناء تلك المتعلقة بالقدرات الذاتية.

المادة 4

إن إغلاق مدرسة أمريكية بشكل مؤقت أو نهائي، سواء من طرف مسؤولي هذه المدرسة أو من طرف السلطات التعليمية المغربية المختصة، يجب أن يكون موضوع تصريح مكتوب مسبق. ويسري مفعول هذا الإجراء بانتهاء السنة الدراسية التي تلي تاريخ اتخاذ القرار المتعلق به، باستثناء حالات قوة القاهرة. وعلى الرغم من الإغلاق، فإن المدارس تستمر في استنفادتها من الإعفاءات الضريبية المقررة في هذا الاتفاق حتى التصفية النهائية.

اتفقتنا على ما يلي:

المادة 1

يهدف هذا الاتفاق إلى تحديد الشروط التي توطر إنشاء المدارس الأمريكية بالمغرب وفتحها و تسييرها.

تم إبرام هذا الاتفاق بصفة استثنائية نظراً لجودة علاقات التعاون القائمة بين البلدين.

وفقاً لمقتضيات هذا الاتفاق، تعمل المدارس الأمريكية في احترام للقوانين والأنظمة المعمول بها في المغرب.

المادة 2

أ- بمقتضى هذا الاتفاق، تعني "مدرسة أمريكية" مؤسسة التعليم المدرسي، ابتدائي وثانوي (حيث: 1) توفر برنامجاً تعليمياً على النمط الأمريكي، (2) تكون في ملكية وتحت إدارة مؤسسة غير هادفة للربح، تؤسس بطريقة قانونية بالمغرب طبقاً للقانون المغربي المنظم للجمعيات، (3) يعلن عنها من طرف وزارة الخارجية الأمريكية، على أنها مؤهلة للاستفادة من دعم حكومة الولايات المتحدة الأمريكية، (4) ويرد اسمها وعنوانها في قائمة الملحق 1 لهذا الاتفاق تحت عنوان "لائحة المدارس الأمريكية بالمغرب".

ب- لا تعتبر "مدرسة أمريكية" بموجب هذا الاتفاق، المدرسة المملوكة والمسيرة من طرف أشخاص ذوي الجنسية المزدوجة المغربية والأمريكية. وتستبعد من نطاق هذا الاتفاق كذلك، المدارس ذات توجه أو ارتباط ديني، وكذا المدارس الخاصة الهادفة للربح.

ج- بناءً على طلب سفارة الولايات المتحدة الأمريكية بالمغرب، يمكن تعديل الملحق 1 سواء لأجل تسجيل مدارس جديدة، أو لحذف مدارس أخرى لم تعد تستجيب للشروط المطلوبة، بصفة نهائية أو مؤقتة. وسيتم هذا التعديل كتابة بواسطة مذكرة دبلوماسية موجهة من سفارة الولايات المتحدة الأمريكية إلى الحكومة المغربية.

د- إن إنشاء أية مدرسة أمريكية جديدة بالمغرب أو فتح فرع لمدرسة أمريكية متواجدة بالمغرب وواردة في الملحق 1، لا يمكن أن يتم إلا بتبادل المذكرات الدبلوماسية بين وزارة الشؤون الخارجية والتعاون للمملكة المغربية وسفارة الولايات المتحدة الأمريكية بالرباط. أي تبادل للمذكرات من هذا القبيل (1) سيؤكد أن المقتضيات المنصوص عليها في المادة 2 "أ" أعلاه

مستوفاة (2) تنقل الالتزام الرسمي للمؤسسة بالامتثال لمقتضيات هذا الاتفاق و(3) تطلب تسجيل المدرسة المعنية في الملحق 1 المذكور أعلاه.

اتفاق
بين
حكومة المملكة المغربية
وحكومة الولايات المتحدة الأمريكية
حول نظام المدارس الأمريكية بالمغرب

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة الولايات المتحدة الأمريكية، المشار إليهما فيما بعد بـ «الطرفين»؛
نظراً للعلاقات التاريخية وروابط الصداقة المتميزة بين البلدين؛
ورغبة منهما في تقوية التفاهم والتوافق المتبادلين عبر التعاون التربوي والعلمي والثقافي استجابة لتطلعات الشعبين المغربي والأمريكي؛
وتعبيراً منهما عن إرادتهما لدعم تعليم اللغة وثقافة كل من البلدين، لأجل تمكين مواطنيهما اكتساب مهارات في كلتا اللغتين؛
واعترافاً منهما بأهمية تواجد مدارس دولية للغة الانجليزية بالمغرب مفتوحة لكل الطلبة الراغبين في متابعة الدراسة على النمط الأمريكي؛
واقتراناً منهما بأن تواجد المدارس الأمريكية بالمغرب والمدارس المغربية بالولايات المتحدة الأمريكية يمكن من المساهمة في تنمية العلاقات الثقافية والتربوية بين البلدين، وكذا الإشعاع الثقافي وتطوير التعارف المتبادل؛
وحرصاً منهما على تنظيم الوضعية القانونية للمدارس الأمريكية بالمغرب والتي تستفيد من دعم وزارة الخارجية الأمريكية؛
وطبقاً للاتفاق الثقافي المبرم بين المملكة المغربية والولايات المتحدة الأمريكية في العاشر من فبراير 1967 بواشنطن، خاصة في مادته الثانية؛

ظهير شريف رقم 1.14.165 صادر في 21 من رجب 1441 (16 مارس 2020) بنشر الاتفاق الموقع بالرباط في 22 فبراير 2013
بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الولايات المتحدة الأمريكية حول نظام المدارس الأمريكية بالمغرب

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماه الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق الموقع بالرباط في 22 فبراير 2013 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الولايات المتحدة الأمريكية حول
نظام المدارس الأمريكية بالمغرب ؛

وعلى القانون رقم 75.13 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.14.134
بتاريخ 3 شوال 1435 (31 يوليو 2014) ؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق الموقع بالرباط في 22 فبراير 2013 بين حكومة المملكة المغربية
وحكومة الولايات المتحدة الأمريكية حول نظام المدارس الأمريكية بالمغرب.

وحرر بالدار البيضاء في 21 من رجب 1441 (16 مارس 2020).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : سعد الدين العثماني.

*

* *

صفحة	صفحة
91	81
اتفاق بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية رواندا بشأن التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات. ظهير شريف رقم 1.17.85 صادر في 21 من رجب 1441 (16 مارس 2020) بنشر الاتفاق الموقع بكيغالي في 19 أكتوبر 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية رواندا بشأن التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات.....	• اتفاق التعاون في مجالات حماية البيئة والاستخدام العقلاني للموارد الطبيعية. ظهير شريف رقم 1.17.24 صادر في 21 من رجب 1441 (16 مارس 2020) بنشر اتفاق التعاون في مجالات حماية البيئة والاستخدام العقلاني للموارد الطبيعية، الموقع بموسكو في 15 مارس 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة روسيا الاتحادية..... • اتفاقية في ميدان تسليم المجرمين. ظهير شريف رقم 1.18.36 صادر في 21 من رجب 1441 (16 مارس 2020) بنشر الاتفاقية في ميدان تسليم المجرمين، الموقعة بموسكو في 15 مارس 2016 بين المملكة المغربية وروسيا الاتحادية.....
76	76

المملكة المغربية

الحرية والديمقراطية

نشرة الاتفاقيات الدولية

ثمن النسخة : 20 درهما

يطلب الاشتراك من المطبعة الرسمية الرباط - شالة الهاتف : 0537.76.50.24 - 0537.76.50.25 0537.76.54.13 الحساب رقم : 310 810 1014029004423101 33 المفتوح بالخزينة الإقليمية بالرباط في إسم المحاسب المكلف بمداخيل المطبعة الرسمية	تعريف الاشتراك		بيان النشرات	
	في الخارج	في المغرب		
		سنة	سنة أشهر	
	فيما يخص النشرات الموجهة إلى الخارج	400 درهم	250 درهما	النشرة العامة
	عن الطريق العادي أو عن طريق الجو	200 درهم	150 درهما	نشرة الترجمة الرسمية
	أو البريد الدولي السريع، تضاف إلى	200 درهم	150 درهما	نشرة الاتفاقيات الدولية
	مبالغ التعريف المنصوص عليها يمنته	300 درهم	250 درهما	نشرة الإعلانات القانونية والقضائية والإدارية
	مصاريف الإرسال كما هي محددة في	300 درهم	250 درهما	نشرة الإعلانات المتعلقة بالتحفظ العقاري
	النظام البريدي الجاري به العمل.			

تدرج في هذه النشرة نصوص الاتفاقيات الدولية الموضوعة باللغة العربية أو بلغة أجنبية عندما تقضي هذه الاتفاقيات بأن النصوص المذكورة يعتمد عليها وحدها أو عليها وعلى النص العربي معا

صفحة	صفحة
16	3
44	12

اتفاقية بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة قطر بشأن
تجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي فيما
يتعلق بالضرائب على الدخل.

ظهر شريف رقم 1.15.34 صادر في 21 من رجب 1441 (16 مارس 2020) بنشر
الاتفاقية الموقعة بمراكش في 27 ديسمبر 2013 بين حكومة المملكة
المغربية وحكومة دولة قطر بشأن تجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب
الضريبي فيما يتعلق بالضرائب على الدخل

المملكة المغربية وروسيا الاتحادية :

• اتفاق التعاون في مجال الصيد البحري.

ظهر شريف رقم 1.16.171 صادر في 21 من رجب 1441 (16 مارس 2020)
بنشر اتفاق التعاون في مجال الصيد البحري، الموقع بموسكو
في 15 مارس 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة روسيا
الاتحادية

فهرست

اتفاق بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الولايات المتحدة
الأمريكية حول نظام المدارس الأمريكية بالمغرب.

ظهر شريف رقم 1.14.165 صادر في 21 من رجب 1441 (16 مارس 2020)
بنشر الاتفاق الموقع بالرباط في 22 فبراير 2013 بين حكومة المملكة
المغربية وحكومة الولايات المتحدة الأمريكية حول نظام المدارس
الأمريكية بالمغرب

تعديل اتفاقية بين المملكة المغربية وجمهورية الهند لتفادي
الازدواج الضريبي ومنع التهرب الجبائي في ميدان
الضرائب على الدخل.

ظهر شريف رقم 1.14.171 صادر في 21 من رجب 1441 (16 مارس 2020)
بنشر تعديل الاتفاقية بين المملكة المغربية وجمهورية الهند لتفادي
الازدواج الضريبي ومنع التهرب الجبائي في ميدان الضرائب على الدخل،
الموقع بنيودلهي في 8 أغسطس 2013